*Ex Libris*
C. K. OGDEN

2880.

# CORRESPONDANCE

DE

# PLUSIEURS PERSONNAGES

ILLUSTRES

DE LA COUR DE LOUIS XV.

# CORRESPONDANCE

DE

# PLUSIEURS PERSONNAGES ILLUSTRES

DE LA COUR DE LOUIS XV,

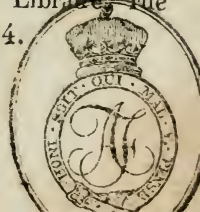
Depuis les années 1745 jusques et compris 1774, époque de la mort de ce Monarque;

Faisant suite à la CORRESPONDANCE DE MADAME DE CHATEAUROUX;

Publiée par Madame GACON-DUFOUR.

TOME PREMIER.

A PARIS,
Chez LÉOPOLD COLLIN, Libraire, rue Gît-le-Cœur, n°. 4.
1808.



# INTRODUCTION.

DANS un État monarchique où le souverain est gouverné par des courtisans avides de richesses, et par des femmes qui ambitionnent la faveur du prince, afin d'obtenir des dignités pour lesquelles elles sacrifieraient même leur honneur, on doit s'attendre que les affaires les plus importantes seront traitées et amenées à leur fin suivant les intérêts respectifs des courtisans et des maîtresses, et que rarement la volonté seule du souverain les dirigera, surtout si la faiblesse du monarque donne carrière aux ambitieux. Telle a été à peu près la marche de toutes les opérations, tant



2015341

militaires qu'administratives, du règne de Louis XV, qui, roi à cinq ans, fut soumis au régent tout le tems de sa minorité, et subordonné ensuite aux volontés du cardinal de Fleury, son précepteur, tant que celui-ci a vécu.

Si Louis XV eût reçu une éducation convenable au rang suprême qu'il occupait, ses qualités personnelles auraient brillé dans tout leur éclat; mais au lieu d'élever son ame et de le maintenir dans la franchise qu'il tenait de la nature, on lui apprit à dissimuler, et la crainte de laisser entrevoir sa façon de penser le retint sans cesse dans une gêne qui ne lui permit pas de s'exprimer avec facilité: cela persuada aux étrangers qu'il

avait peu de moyens. Il conserva jusqu'à sa mort l'habitude, qu'il avait contractée dans l'enfance, de n'avoir de volonté que celle qu'on lui suggérait. Les courtisans surent en profiter. Sa maladie à Metz prouva que l'intrigue et la cabale n'abandonnent un roi faible que lorsqu'il ne peut plus favoriser aucun parti.

Les courtisans, croyant ou affectant de croire le roi en danger, ne craignirent pas de l'augmenter en lui faisant entrevoir que la mort allait le frapper. On multiplia auprès de lui les démarches les plus indiscrètes, et on le força, pour ainsi dire, à des actes que l'on ne propose aux rois que lors-

qu'on est assuré qu'il n'y a plus d'espoir de les conserver.

Le roi, persuadé qu'il n'avait plus que quelques instans à vivre, se recueillant alors en lui-même, et se laissant aller aux sentimens généreux dont il était susceptible, mais que ses flatteurs étouffaient, accueillit avec bonté et franchise sa famille et ses grands officiers : il embrassa avec affection la reine, à qui il dit des choses très-flatteuses, et il montra, dans ce moment qui fait trembler les plus hardis, une présence d'esprit et une fermeté dont on ne le croyait pas capable.

Guéri bientôt de sa maladie, et éclairé par deux ou trois de ses courtisans qui avaient inté-

rêt de ne pas le laisser plus long-tems dans les mains de leurs ennemis, il désapprouva hautement la conduite du duc de Chatillon, qui, malgré ses ordres, avait conduit monsieur le Dauphin à Metz. La reine voulant excuser son fils, qui était un peu incommodé, dit au roi *que le désir de l'embrasser et de s'assurer par lui-même de sa santé, l'avait engagé à encourir le reproche d'avoir outre-passé ses ordres, pour lui présenter son respect.*

*Si monsieur le Dauphin, madame,* répondit le roi, *n'a eu que cette intention, il est très-possible que ceux qui l'ont accompagné n'aient pas voulu attendre, pour le saluer comme roi, le tems qui se serait écoulé*

*pour que le courrier se rendit à Versailles; et sa santé, que vous dites être mauvaise, est encore un motif qui eût dû tempérer leur impatience, puisqu'ils pouvaient exposer la France à se voir déchirée par une guerre de succession.*

C'était la première fois que ses courtisans l'entendaient parler en maître; ils en augurèrent que le duc de Chatillon perdrait sa place et les bonnes graces du roi. Cela arriva en effet aussitôt sa convalescence.

L'émotion que le roi avait éprouvée lors de la visite du Dauphin, l'avait agité au point que sa fièvre avait redoublé. Il fut un moment dans un état si désespéré que le duc de Chatillon, que personne n'avait

visité, eut le soir une cour nombreuse; mais le roi ayant passé la nuit assez tranquillement, les courtisans s'éloignèrent aussitôt du duc.

Louis XV, malgré les défenses des médecins, s'occupa de la marche et des succès de l'armée. Il envoya le maréchal de Noailles à la rencontre du prince Charles qui menaçait l'Alsace: il ordonna au comte d'Argenson d'écrire au maréchal qu'il ne fallait pas que sa maladie retardât ses opérations militaires, et de lui rappeler, de sa part, *que, pendant qu'on portait Louis XIII en terre, le prince de Condé gagnait une bataille.*

Cette grande présence d'esprit, dans un tel moment, ac-

cuse beaucoup plus les personnes chargées de l'éducation de ce roi que ce roi lui-même; et les événemens malheureux qui ont déshonoré la fin de son règne sont plutôt l'effet des conseils de ses courtisans que l'effet d'une ame que le vice dominait.

A peine le roi fut-il en convalescence qu'il se remit à la tête de ses armées. Partout où il se présentait, la victoire le précédait.

Après la prise de Fribourg, il vint à Paris recevoir les marques d'affection de la capitale, qui furent poussées jusqu'à l'enthousiasme.

En sortant de Notre-Dame,

où toute la famille royale était allée au *Te Deum*, l'on entendit, au milieu des cris multipliés de *vive le roi*, beaucoup de voix qui répétèrent à plusieurs reprises *vive le duc d'Aquitaine*, qualité qui se donnait alors au second fils du roi, et pour faire connaître le désir public que le roi eût un second fils. Mais ces personnes-là n'eurent qu'une fausse espérance: le roi coucha aux Tuileries ainsi que la reine, mais seul, et chacun dans son appartement.

Les premiers événemens qui ont suivi la maladie du roi ont été détaillés dans les lettres de madame de Châteauroux. Cette nouvelle correspondance con-

tient tous ceux qui leur ont succédé. Puisse-t-elle obtenir du public l'accueil dont il a gratifié la première!

# CORRESPONDANCE

DE

# PLUSIEURS PERSONNAGES

ILLUSTRES

DE LA COUR DE LOUIS XV.

## LETTRE PREMIÈRE.

*Le comte de *** à un Provincial.*

Vos craintes sont mal fondées, mon ami, et votre curiosité sera toujours alimentée, le pays que j'habite étant fertile en événemens.

La mort de la duchesse de Châteauroux, comme vous le pensez, a mis la tête des dames à l'envers : toutes la blâmaient d'avoir accepté la place de favorite, et peut-être bien peu l'auraient refusée.

Le roi a tenu parole : la duchesse de Lauraguais est dame d'atour de madame la Dauphine. La surintendante n'est pas nommée ; l'on croit même que cette place sera supprimée.

Malgré les calamités de la guerre, les réjouissances les plus brillantes ont lieu pour le mariage de monsieur le Dauphin avec l'infante d'Espagne. Paris, toujours prêt à témoigner son zèle et son attachement pour ses souverains, s'est surpassé. Néanmoins, on s'est aperçu de l'absence de M. Turgot, qui réunissait à l'économie la mieux raisonnée le goût et la magnificence.

M. de Bernage, qui lui a succédé dans la place de prevôt des marchands, a prouvé combien peu il était propre aux cérémonies d'éclat ; et si le conseil de ville ne fût pas venu à son secours, la fête eût été aussi petite que son

génie. Une idée heureuse a donné à cette assemblée un air de gaîté qui a causé l'admiration des étrangers qui y assistaient, et qui ne pouvaient penser que la France, écrasée par une guerre aussi ruineuse que meurtrière, pût montrer autant de magnificence et de joie. Si l'on n'était pas instruit de la malheureuse situation du royaume, on pourrait, à l'apparence, le croire dans la paix la plus assurée.

La saison s'opposant à ce que la fête se fît dans les places publiques, l'on a construit, dans les endroits les plus vastes de l'hôtel de ville, douze salles de verdure qui, en rappelant le printems, ont fait oublier les frimats qui nous glaçaient. Dans ces salles on n'avait établi aucune étiquette : les grands de la cour, la bourgeoisie de la ville, tout était mêlé, ce qui fut le premier véhicule de la gaîté à cette espèce de satur-

nale, où les rafraîchissemens furent prodigués : des voix mélodieuses, une quantité innombrable d'instrumens, des fontaines répandant le vin avec profusion, mirent en délire tous les assistans.

L'objet de cette fête n'avait pas seulement pour but le mariage de l'héritier présomptif du trône, l'on voulait par ces spectacles extraordinaires, prouver à l'Europe l'amour du peuple pour ses souverains, et en même tems causer une diversion à la douleur de Louis XV, qui, depuis la mort de sa favorite, regardait avec indifférence les plus jolies femmes de la cour, qui enhardies par les premiers choix s'étaient mises sur les rangs sans succès. On distinguait dans la foule, la duchesse de Rochouart, veuve depuis un an. Cette dame élevée avec le monarque, ayant vécu avec lui dans une espèce de fami-

liarité, surtout dans les voyages de Rambouillet, avait fait tous ses efforts pour plaire à un prince très-séduisant, quand bien même il n'eût pas été roi. La faveur successive des trois sœurs avait un peu piqué son amour-propre sans lui ravir l'espérance. Comme elle ne prenait pas la peine de cacher ses projets, l'on fit sur elle une plaisanterie très-malhonnête, où l'on disait *que ses charmes toujours présentés n'étaient jamais acceptés ;* et enfin la duchesse de Rochouart, malgré ses graces et sa figure enchanteresse, n'a pu effacer du cœur du roi l'image de la duchesse de Chateauroux.

Au bal masqué que la ville a donné, la cour et la ville s'y sont rendues sous des habits aussi bizarres qu'élégans. Le roi, masqué comme les autres, errait et ne fixait aucune des beautés. Une seule femme l'a intéressé un moment ; elle

était habillée en Diane, son carquois et son arc sur ses épaules, et ses cheveux flottant par boucles sur un sein d'albâtre à demi découvert. Elle tendit son arc en fixant le roi, qui lui dit : *belle chasseresse, heureux ceux que vous percez de vos traits, mais ces blessures sont mortelles.*

Soit qu'elle ignorât qui lui parlait, ou que son amour-propre exalté lui ait fait perdre la tête, elle a eu la maladresse de n'en pas lancer un sur-le-champ, et a couru se confondre dans la foule des masques. L'on ignore qui est cette belle.

Le spectacle de la salle de danse a eu bientôt effacé dans l'esprit du roi l'image de la Diane. Les beautés qui dansaient étaient à visage découvert : le roi incertain et ne pouvant se fixer, aurait voulu les posséder toutes, et il était réellement dans une extase qui le rete-

nait comme attaché à sa place. Dans ce moment, une femme d'une taille superbe, déguisée en bohémienne, est venue le lutiner, et lui a proposé de lui dire sa bonne aventure. Elle a su l'intéresser par des propos galans, et a fini par lui dire que l'amour lui avait révélé ses secrets; que s'il voulait de nouveau se ranger sous ses lois, il lui promettait un bonheur constant. Sans doute cette beauté n'ignorait pas à qui elle parlait; car le roi l'ayant priée de se démasquer, afin de prouver que l'agrément de sa figure répondait à celui de son esprit, elle a cédé à sa prière; et par un rafinement de coquetterie, elle s'est jetée à l'instant dans un groupe de masques, sans toutefois se laisser perdre de vue. Elle avait un mouchoir à la main, et, soit exprès, soit naturellement, elle l'a laissé tomber; le roi l'a ramassé avec empressement, et ne

pouvant l'atteindre pour le lui rendre; il le lui a jeté avec infiniment de grace et de politesse. Un murmure confus s'est fait entendre dans la salle; l'on se disait tout bas, *le mouchoir est jeté*, et toutes les prétendantes ont été désespérées.

Le roi et ses courtisans ont reconnu dans la bohémienne la belle madame d'Etioles, fille du boucher des invalides, et mariée depuis peu de tems à M. le Normand d'Etioles, sous-fermier général. Binet, un des premiers valets de chambre de S. M., et cousin de madame d'Etioles, ainsi que M. de Bridge, un des écuyers de la grande écurie et ami de cette dame, sont soupçonnés d'avoir souvent entretenu le roi des talens et de l'esprit de cette beauté, ce qui les a mis dans une grande faveur auprès du prince; néanmoins cela ne diminuera pas celle du

duc de Richelieu, ni de M. Duverney, Madame d'Etioles, dont la mère a été plus que galante, étant soupçonnée d'être la fille (quoique née en légitime mariage) de M. de Montmartel, frère de M. Duverney.

Madame d'Etioles n'est pas d'un rang à pouvoir faire ses conditions comme les femmes de qualité qui l'ont précédée ; l'on présume que pour réussir elle sera obligée de condescendre à toutes les volontés du monarque.

Les amours des rois n'étant pas aussi secrètes que celles des particuliers, M. d'Etioles a été instruit de l'aventure du bal et du rendez-vous qui en a été la suite, et qui a eu lieu chez Binet : il est furieux et refuse les graces qu'on lui offre. Vraisemblablement, si le roi devient réellement amoureux le pau-

vre mari ira promener sa douleur loin de l'objet qui la cause.

Les fêtes sont finies et l'étiquette a remis la reine, ses enfans et les princes chez eux. Il y a deux partis bien prononcés à la cour; le premier est composé de la reine, M. le Dauphin et madame la Dauphine; le second tend à adopter les sentimens du roi pour madame d'Etioles; et madame la Dauphine, qui vient de quitter une cour où il y a beaucoup de régularité de mœurs, ne peut sympathiser d'aucune manière avec les courtisans qui entourent le monarque : c'est là ce qui rend la cour triste et maussade, et contribuera beaucoup à déterminer le roi à recommencer ses petits voyages, si les affaires politiques ne lui donnent pas trop d'occupations.

## LETTRE II.

*Le même au même.*

MALGRÉ le nouvel amour du roi, il n'en est pas moins religieux observateur de la parole qu'il a donnée de continuer à commander ses armées.

Aussitôt que l'on a su à Versailles les traités de Marie-Thérèse avec l'électeur de Saxe et les états de Hollande, Sa Majesté a fixé le jour de son départ, qui a eu lieu le 5 de mai.

Les pleurs de la reine et les prières de madame la Dauphine n'ont point empêché M. le Dauphin de suivre le roi. La veille il y a eu grand couvert : ensuite le roi a été un quart-d'heure chez la reine, puis il a tenu un conseil secret qui a duré jusqu'à trois heures du matin, heure où il est parti. Les ministres étrangers l'ont suivi, et ils s'arrê-

teront à Cambrai. Le maréchal de Saxe commandera sous le roi. Ce brave général est parti de Paris très-malade. Comme on lui observait qu'il s'exposait à des dangers dans l'état de faiblesse où il était, il a répondu : *il ne s'agit pas de vivre, mais de partir.*

La reine est en prière pour le succès des armes de son illustre époux ; madame la Dauphine reste enfermée chez elle avec la nourrice et la sœur de lait de M. le Dauphin. Elle est très-familière avec ses gens et très-haute avec les dames de la cour : madame la duchesse de Chatres lui en témoignant étonnement, cette princesse lui répondit : *les gens si fort au-dessous de moi, quelque bonté que je leur témoigne, ne manqueront jamais au respect qu'ils me doivent ; mais les gens de la cour prendraient des familiarités que le roi peut autoriser par*

*sa trop grande indulgence, et ces familiarités ne me plairaient point.* Vous conviendrez que cette fierté espagnole ne fera point fortune en France.

Madame de Chateauroux ayant habitué le roi à mener sa maîtresse à l'armée, madame d'Etioles est de sa suite, mais dans le plus grand incognito; beaucoup même l'ignorent. Il est en effet convenable de dérober aux yeux de M. le Dauphin une conduite d'un trop funeste exemple, surtout dans les commencemens de son hymen; car, ainsi que le fut son auguste père, il est très-amoureux de son épouse.

Il y a déjà huit jours que le roi est rendu à l'armée, aucune nouvelle ne parvient: on s'occupe en conséquence d'en fabriquer, et l'on a des matériaux; car vous saurez que le prince Edouard d'Angleterre est débarqué en Ecosse, et l'on assure que toutes les villes de

ce royaume ont suivi l'exemple de celle d'Edimbourg qui a ouvert ses portes au fils de son ancien souverain. On dit aussi qu'il a battu quatre mille Anglais, seulement avec ses Ecossais; car, selon notre coutume, nous lui avons fait de belles promesses qui n'ont point encore eu leur exécution.

Comme, en France, on ne peut pas s'occuper long-tems du même objet, quand il est question de raisonner sérieusement, on entremêle les affaires politiques avec les particulières, surtout si elles prêtent à quelques traits satiriques; d'après cela, vous n'allez dans aucun cercle que vous n'entendiez parler de la séparation juridique de madame d'Etioles d'avec son mari, de l'exil de celui-ci, et de l'absence de cette dame. Confidentiellement on vous dit à l'oreille : elle est avec le roi; d'autres affirment qu'elle est

allée prendre possession d'une terre que Sa Majesté lui a donnée, et tous assurent être parfaitement instruits.

M. de Montmartel est venu à Versailles apporter le *comptant* (1) à la famille royale ; la reine, qui a des obligations infinies aux Pâris, l'a accueilli avec la même aménité, quoique Sa Majesté n'ignore pas les liaisons qu'ils ont avec la nouvelle favorite ; mais madame la Dauphine l'a reçu avec toute la hauteur d'une Espagnole. L'inquiétude de la reine ne lui a pas permis de dissimuler avec Montmartel; elle lui a demandé, en présence de toutes les dames de sa suite, s'il avait des nouvelles secrètes de l'ar-

(1) On nommait ainsi les sommes que la reine et les princesses recevaient tous les mois.

mée. Cette question de la reine prouve qu'elle n'ignore pas que madame d'Etioles est auprès du roi, et que Montmartel aurait pu en recevoir des nouvelles. Il a assuré Sa Majesté qu'il ne savait absolument rien des opérations militaires. Cette réponse ambiguë a donné matière à des combinaisons sans nombre; et comme il est dans la nature de l'homme de se chagriner avant d'avoir la certitude de son malheur, on assure tout bas que nous sommes battus, et que sûrement le roi va revenir, mais qu'il arrivera incognito. Ceux qui aiment à tirer des conséquences, sauf à se rétracter si le principe s'écroule, disent que l'amour du roi pour la belle d'Etioles lui a fait négliger les opérations militaires, et que voilà la cause de nos défaites. Ils en concluent que la favorite sera disgraciée, et ils nommeraient, s'ils l'osaient,

celle qui lui succédera : voilà les courtisans, et comme ils raisonnent.

## LETTRE III.

*Le même au même.*

TOUTES les craintes sont dissipées; l'on est dans le délire de la joie. Un page est arrivé, et a apporté deux lettres adressées à la reine : une du roi et l'autre de M. le Dauphin; l'on a fait partir sur-le-champ un courier pour la capitale. Le canon de la Bastille et celui des invalides ont annoncé aux Parisiens qu'on avait de bonnes nouvelles; mais, tous voulant en connaître la teneur, les lettres ont été copiées et affichées dans toutes les places et les carrefours; on en donne des copies à l'hôtel de ville; tous les habitans, sans y avoir été invités, ont illuminé leurs maisons depuis le haut jusqu'en bas; l'on a re-

marqué même des lucarnes sur les toits qui étaient éclairées.

Voici la copie de la lettre du roi et de celle de monsieur le Dauphin.

*Lettre de Louis XV à la reine ; du champ de bataille de Fontenoy, à deux heures et demie.*

« Les ennemis nous ont attaqués » ce matin à cinq heures : ils ont été » bien battus. Je me porte bien et » mon fils aussi. Je n'ai pas le tems » de vous en dire davantage, étant » bon de rassurer sur-le-champ Paris » et Versailles. Le plutôt que je » pourrai, je vous enverrai le détail ».

*Signé* LOUIS.

*Billet de monsieur le Dauphin à la reine.*

« MA CHÈRE MAMAN,

» Je vous fais de tout mon cœur » mon compliment sur la bataille que

» le roi vient de gagner : j'ai toujours
» eu l'honneur de l'accompagner. Je
» vous en écrirai davantage ce soir
» ou demain. Je finis en vous assu-
» rant de mon respect et de mon
» amour. »

*Signé* LOUIS, dauphin de France.

L'on a chanté un *Te Deum* à Versailles, où la cour ainsi que tous les habitans ont assisté.

La reine, madame la Dauphine et mesdames sont retournées à pied au château, accompagnées d'un immensité de peuple, faisant entendre des cris répétés de vive le roi, la reine, le dauphin, la dauphine et toute la famille royale.

Sa Majesté a témoigné sa reconnaissance en laissant entrer le peuple dans les appartemens, sans être entourée d'aucune garde ; elle a envoyé aux

prisons porter des soulagemens aux détenus ; a fait sortir une grande partie de ceux qui y étaient pour dettes, a habillé des pauvres enfans, et donné de l'argent aux nourrices indigentes.

Cette manière de prouver sa joie a au moins été profitable aux malheureux.

La reine n'avait pas d'argent pour toutes ces dépenses; elle a eu recours à Montmartel, qui lui a apporté sur-le-champ cent vingt mille livres, et a assuré Sa Majesté que lui et toute sa fortune étaient à ses ordres.

Cet estimable financier jouit d'une fortune considérable, que personne ne lui reproche ; les moyens qui la lui ont procurée étant honnêtes et l'emploi qu'il en fait étant respectable. Il vient de s'allier à une des plus grandes familles de France, en épousant mademoiselle

de Béthune, qui est parente de la famille royale.

Aussitôt que nous aurons des détails, je vous les enverrai.

## LETTRE IV.

*Le même au même.*

POUR remplir ma promesse, je vous envoie par un courier les détails de nos victoires: n'espérez pas cependant que je vous rende compte de tous les faits de cette journée mémorable; s'il fallait citer les traits de bravoure multipliés, un volume suffirait à peine. Malheureusement nos couronnes de lauriers ne sont pas sans être ombragées de cyprès. Le duc *de Grammont*, M. *de Lutteau*, le comte *de Longaunay*, le brave chevalier *de Suzi*, M. *de Saumery*, M. *du Brocard*, lieutenant général d'artillerie, et beaucoup d'au-

tres officiers de marque ont été tués. Le roi a montré un courage et une magnanimité qui le mettent au nombre des plus grands souverains. Dans un moment où l'on croyait la bataille perdue, le maréchal de Saxe fit dire au roi, par le marquis de Meuse, qui le conjurait de se retirer ainsi que M. le Dauphin, et qu'il ferait ce qu'il pourrait pour remédier au désordre : *Oh ! je suis bien sûr*, répondit le roi, *qu'il fera tout ce qu'il pourra, mais je resterai où je suis.* Il a rallié ses troupes lui-même, en leur disant avec douceur : *allons, courage, mes enfans ! retournez, je vais me mettre à votre tête.* Cependant dans ce moment les généraux désespéraient du gain de la bataille, et ceux qui étaient auprès du roi la croyaient perdue : un grand nombre de cavaliers se trouvèrent poussés en désordre jusques à l'endroit où étaient

le roi et M. le Dauphin ; ces deux princes furent séparés par la foule qui se précipitait. Sa Majesté ne montra aucune émotion, et, remarquant environ deux cents cavaliers épars derrière, elle dit à M. de Jorie, chevau-léger : *Allez-vous-en de ma part rallier ces cavaliers et les ramener.*

Il se tint un conseil assez tumultueux auprès du roi, et on le pressait au nom de la patrie de ne pas s'exposer davantage : *Je ne puis*, dit le roi, *me rendre à vos avis, mon départ découragerait l'armée ; que M. le Dauphin se retire, j'y consens, je le veux même, mais moi je reste.*

Le maréchal de Saxe, étant arrivé dans le moment, le roi lui fit part de la délibération : *Qui est le lâche*, s'écria-t-il, *qui donne ce conseil à Votre Majesté ; avant le combat c'était mon*

*avis, il est trop tard maintenant; les choses ne sont pas désespérées.*

En effet, jamais victoire n'a été plus complète.

Dès que le champ de bataille a été libre, le roi s'y est rendu avec M. le Dauphin le visiter. Il a ordonné qu'on eût soin des blessés ennemis comme des nôtres; il a été visiter les hôpitaux, a prodigué des louanges et des récompenses, depuis le général jusqu'aux derniers soldats. Le maréchal de Saxe a les honneurs du Louvre, le château de Chambord, et quarante mille livres de pension ajoutées à celle qu'il a déjà.

Le roi a proposé la paix; et pour déterminer plus promptement Marie-Thérèse, il a ordonné le siége de Tournay, qu'il fera en personne.

Le courage des troupes est doublé par la présence de Sa Majesté, et je ne

doute point que toute cette campagne ne soit victorieuse.

La reine, depuis le départ de Sa Majesté, n'avait point paru en public. Il y a eu grand couvert hier; grand couvert est le mot, parce que le public est admis; cependant il n'y avait à table que la reine, madame la Dauphine, madame Infante (1), fille aînée du roi, et madame Henriette, sa sœur.

La reine qui, lorsque le roi est à table avec elle, ne peut parler haut, s'en est dédommagée hier; elle a presque toujours adressé la parole à madame la duchesse de Chartres, qui était derrière son fauteuil, et n'a parlé que de la ba-

---

(1) Madame Louise Elisabeth épousa l'infant dom Philippe. Elle est morte à Versailles le 6 décembre 1759; elle eut une fille qui fut mariée à Joseph II, empereur d'Allemagne.

taille de Fontenoy, se plaisant à rappeler les paroles remarquables du roi.

Depuis la bataille de Poitiers, a dit encore la reine, aucun roi de France n'avait combattu avec son fils, et aucun depuis saint Louis n'avait gagné de victoire signalée contre les Anglais. Cette gloire, a-t-elle ajouté, était réservée à Louis le Bien-Aimé.

L'enthousiasme de la reine s'est communiqué à tous les assistans. Un plus hardi que les autres, s'est écrié vive le roi, et sur-le-champ la salle a retenti d'acclamations. La reine s'est levée, et a salué avec une grace particulière, ainsi que les princesses, ses filles.

La joie est si sincère et les succès si grands, qu'on ne pense point à critiquer le nouveau titre de madame d'Etioles, à qui le roi vient de donner

le marquisat de Pompadour, dont elle prend le nom. Cette maison est éteinte, cela ne causera aucune réclamation.

## LETTRE V.

*Le Provincial au Courtisan.*

Vous me rendez un homme important dans ma province. Personne n'ose plus débiter une nouvelle sans qu'au préalable on m'ait demandé si je la crois vraie. Les jours de courier, je reçois des visites sans nombre, que je n'ai pas l'orgueil de prendre pour moi, connaissant la curiosité insatiable de mes compatriotes.

A mon tour, je vais vous apprendre une nouvelle extraordinaire, et que vraisemblablement vous ne saurez à Paris que lorsqu'il plaira au ministre

de la rendre publique ; encore sera-t-elle modifiée ou dénaturée, selon que les circonstances le commanderont.

Les Anglais, sans doute pour réparer leurs pertes à Fontenoy, ont résolu, pendant qu'on dévastait la Provence, de ruiner les ports de Bretagne et avec eux la compagnie des Indes. Leurs projets ne tendaient à rien moins qu'à s'emparer du Port-Louis (1), à mettre la Bretagne à contribution, à faire soulever les calvinistes de la Rochelle, ainsi qu'on a essayé pour ceux du Languedoc et du Dauphiné. Tout était bien combiné, et nous ne devons notre salut

(1) Port-Louis ou Blavet, ville de France en Bretagne, diocèse de Vannes. Ce fut Louis XIII qui le fit fortifier, et lui donna le nom de Port-Louis.

qu'à l'ignorance des tambours des milices.

M. de l'Hôpital, qui commande au Port-Louis, avait, au moment de l'attaque, de l'artillerie et douze mille hommes de milice.

Sa conduite, plus que répréhensible, nous a mis à deux doigts de notre perte.

Vous pourrez juger de l'état de nos côtes, excepté le Port-Louis, par les lettres d'un vieil officier de marine qui tempête aujourd'hui.

Je l'avais prié de m'instruire de ce qui se passait sur les côtes, car nous étions dans des alarmes continuelles, par les bruits qui se répandaient du soulèvement des calvinistes et de la descente des Anglais. Il m'écrivit, il y a huit jours; il était alors au Port-Louis, et M. de l'Hôpital absent. Il eût été heureux que cet officier com-

mandât le jour de la descente, ces fiers insulaires n'auraient pas eu la gloire de nous faire mettre bas les armes.

« J'ai aperçu, me disait cet officier, » une flotte qui se multiplie à l'infini; » mais je résisterai aisément à cette » nation anglicane.

Trois jours après, il m'écrivait: « M. » de l'Hôpital est de retour au Port- » Louis, et moi j'ai regagné la côte » sans troupes.

» Les Anglais sont descendus à Pol- » duc avec des barques plates et des » vaisseaux de guerre; si j'avais des » fusils à ma disposition, je les bat- » trais; mais les paysans que je com- » mande n'ont que des fourches. »

La descente s'est effectuée sans obstacle par le général Sinclair, ayant avec lui cinq mille hommes de troupes réglées; douze mille qui étaient dans la place auraient pu (si le commandant

eût fait son devoir) leur faire face, ou, tout au moins, faire payer cher la victoire; mais la terreur s'étant emparé des chefs, les soldats ont suivi leur exemple. Le général anglais, s'apercevant du peu d'obstacle qu'on lui opposait, et jugeant l'incapacité des chefs, a voulu s'emparer de cette place sans coup férir. En conséquence, il a envoyé un trompette déclarer qu'il était résolu de mettre tout à feu et à sang, si on lui opposait la moindre résistance; à l'instant, M. de l'Hôpital a capitulé. Mais, par un bonheur inespéré, les tambours, au lieu de battre la chamade, ont battu la générale. Sinclair, ne sachant ce que cela voulait dire, et craignant une perfidie qui pouvait lui devenir funeste, vu que le vent avait changé, et que le capitaine Lestoc, qui était resté sur le vaisseau amiral, l'avertissait par des

signaux, a donné à l'instant l'ordre de la retraite, et s'est rembarqué à la hâte; en sorte qu'il a fui des gens bénins qui venaient lui apporter les clefs de la ville et se livrer à sa merci.

M. de l'Hôpital a été tout étonné de ne plus trouver personne. Les soldats, qui murmuraient d'être livrés sans s'être défendus, ont hué les fuyards qui étaient encore assez près pour les entendre. Ils ont été débarquer à Quiberon, petite île aride et déserte.

Vous voyez, par mon récit, que la gaucherie des tambours a sauvé la ville et le Port-Louis, et que M. de l'Hôpital, qui n'aura sûrement pas la maladresse de faire voir son projet de capitulation, pourra dire qu'il allait à la rencontre de l'ennemi, et qu'il l'a fait fuir par sa bonne contenance.

Nous avons eu ici l'illustre exilé M. d'Etioles; il a été accueilli et fêté

des hommes, recherché des dames; malgré cela, il est parti très-mécontent de nous, et cela par la gaucherie d'un gentilhomme campagnard qui se trouvait à un dîner d'apparat qu'on donnait au mari de la favorite du roi, espérant que, si elle apprenait les égards qu'on avait eus pour lui, ce serait un titre à sa protection.

Ce vieux campagnard, assez heureux pour ne connaître ni la cour, ni le roi ni sa maîtresse, et s'apercevant de l'espèce de vénération qu'on avait pour cet étranger, s'informa à un de ses voisins du nom du convive tant fêté; il lui répondit : *c'est le mari de la marquise de Pompadour;* il retint bien ce nom, et, la première fois qu'il prit un verre, il regarda M. d'Etioles, et s'écria, suivant les us et coutumes qu'il croyait encore en usage : *Monsieur le marquis de Pompadour, voulez-vous*

*bien me permettre d'avoir l'honneur de saluer votre santé?* Jugez de l'étonnement des convives : chacun se mordit les lèvres pour ne pas rire. M. d'Etioles devint rouge et sortit de table sur-le-champ.

Cette gaucherie a beaucoup contrarié le maître de la maison, qui a bien senti que des excuses eussent été déplacées. Le pauvre gentilhomme a été très-honteux quand on lui a appris la sottise qu'il avait faite. Dès le même soir, M. d'Etioles est parti; le campagnard est retourné dans son antique château maudire son ignorance et la balourdise qui en a été la suite; car le maître de la maison (craignant le ressentiment de M. d'Etioles) l'a prié de s'abstenir, quoique son parent, de venir le visiter.

## LETTRE VI.

*Le Courtisan au Provincial.*

Vous avez bien raison de ne pas croire à la paix; elle est plus éloignée que jamais, quoique le roi ait chargé l'abbé de la Ville, son ministre à la Haye, de déclarer aux états généraux *qu'il ne demandait pour prix de ses conquêtes que la pacification de l'Europe, et qu'il était près d'envoyer des plénipotentiaires à un congrès.*

Ce qu'il y a de surprenant, c'est que les Etats, et surtout la reine de Hongrie, se refusent à une proposition aussi généreuse. Cependant cette reine fait à la fois la guerre en Silésie contre le roi de Prusse, en Italie contre les Français, les Espagnols et les Napo-

litains, et sur le Mein contre les Français.

Il ne paraît pas, ainsi qu'on le disait ici, que le roi de Prusse ait fait sa paix partiellement avec cette reine; l'on colporte une lettre qu'il a envoyée au roi de France, dans laquelle il lui dit: *J'ai acquitté à Fridberg la lettre de change que vous avez tirée sur moi à Fontenoy.*

Le siége de Gand est décidé. Tournay s'est rendu peu de jours après la bataille de Fontenoy : le roi y a fait son entrée, ainsi que monsieur le Dauphin, le jour de la petite fête de Dieu. Ils ont assisté à la procession; et les habitans, très-superstitieux, ont été édifiés de leur piété : ils se disaient l'un à l'autre, *qu'il n'était point étonnant que le Ciel se déclarât pour une armée qui avait à sa tête des princes aussi religieux.* Ils ignorent sans doute

que le général qui la commande, M. de Saxe, n'est pas catholique, et que le monarque qu'ils admirent, a une maîtresse, quoiqu'il ait sa femme ; que sa maîtresse a un mari existant, et qu'il est conséquemment coupable d'un double adultère. La véritable cause de la prise de Gand est la bataille de Fontenoy, qui a affaibli et dispersé l'armée des alliés.

Une nouvelle qui a comblé de joie toute la France, c'est le rétablissement de la santé du maréchal de Saxe.

Madame Infante, fille du roi et épouse de l'infant dom Philippe, est toujours à Versailles : on dit même qu'elle a déjà obtenu de la reine la permission de supplier le roi de la laisser en France, en admettant même que l'infant son époux restât paisible possesseur du duché de Parme et de Plaisance. Cette princesse allègue

sa santé; mais le vrai motif est qu'elle déteste l'Italie, et aime beaucoup la France. La chronique, qui ne respecte pas même le trône, prétend qu'un penchant secret la retient encore davantage que l'amour qu'elle porte à sa famille et à son pays. Elle est femme, et mariée à un Espagnol jaloux comme un Italien; ce sont de fortes raisons pour empêcher qu'on ne l'accuse sans preuve.

## LETTRE VII.

*Le Comte de*** au Provincial.*

Nos derniers neveux pourront ne pas croire à la rapidité de nos conquêtes, puisque nous qui les voyons, en entendons le récit avec étonnement. Beaucoup se demandent : mais cela est-il bien vrai? La ville de Gand, sa

citadelle, Oudenarde, Bruges, Dandermonde et Ostende sont au pouvoir des Français. Cela tient si fort du merveilleux, que je vous pardonne presque d'en douter, puisque moi, qui en ai lu la relation chez la reine, je me demande si j'ai bien lu.

La bravoure, l'intelligence et une volonté unique ont contribué à ces grands succès.

Le maréchal de Saxe, ayant concerté avec le roi la prise de ces villes, fit un mouvement contraire pour tromper l'ennemi retiré vers Bruxelles; et les mesures étaient telles, que messieurs de Lowendal et du Chaila devaient se trouver devant Gand à la même heure; mais un événement qu'on ne pouvait prévoir, a pensé faire échouer cette entreprise. Les Anglais ayant appris par leurs espions le danger dont Gand était menacé, firent marcher un corps

de six mille hommes pour le secourir. Ce corps se trouvait sur la chaussée d'Alost, précisément à l'instant où M. du Chaila en était environ à une lieue. La nuit favorisant les ennemis, ils nous attaquèrent ; et la troupe que conduisait M. du Chaila fut obligée de se retirer dans une ferme près de l'abbaye de la Melle, dont cette journée a pris le nom. Enfin, deux bataillons de Normandie ayant joint M. du Chaila, M. Blondel d'Azincourt, capitaine, avec quarante hommes seulement, fit prisonniers le lieutenant-colonel du régiment de *Rich*, huit capitaines, et deux cent quatre-vingts soldats qui se rendirent à lui. Rien n'égala leur surprise quand le jour fut venu, et qu'ils virent qu'ils avaient mis bas les armes devant quarante Français. Une flotte anglaise, qui avait apporté du secours à la ville, et qui se disposait à canonner

les assiégans, est arrivée pour être témoin de notre conquête.

Ces victoires incroyables font enfin espérer la paix : déjà les Anglais se relâchent de leurs ridicules prétentions ; et, pour rétablir le cartel avec la France, ils consentent d'abord à rendre le maréchal de Belle-Isle et son frère. Ils ont plus d'intérêt que nous à l'échange des prisonniers, le nombre des Anglais qui sont en France excédant de beaucoup celui des Français en Angleterre.

L'on attend le roi à Paris. Je vous laisse penser la réception qu'on lui fera ; car enfin nous sommes maîtres de presque toute la Flandre.

## LETTRE VIII.

*Le comte de *** au Provincial.*

Nous continuons à être victorieux dans les Pays-Bas. La bravoure du maréchal de Saxe maintient dans l'armée l'ardeur que la présence du roi avait fait naître ; malgré cela le but de la guerre est manqué.

Tant d'hommes et tant d'argent sacrifiés pour être témoins du couronnement du duc de Lorraine, époux de Marie-Thérèse !

La première faute est d'avoir ôté le commandement de l'armée qui observait Francfort, à M. de Lowendal, et de l'avoir donné au prince de Conti, qui annonce beaucoup de courage, mais qui manque d'expérience.

C'est encore d'Argenson qui en est

la cause, comme il le fut lors de l'ordre donné au maréchal de Belle-Isle de suspendre le siége de Vienne, et ensuite d'évacuer Prague.

Le prince de Conti n'étant point en force pour s'opposer à la jonction des deux corps d'armée de Marie-Thérèse, ils sont venus couvrir Francfort, où l'élection s'est faite comme si l'Empire avait été en pleine paix.

Le roi de Prusse en a fait protester de nullité, l'électeur palatin en a fait autant, et les ambassadeurs de ces deux puissances se sont retirés de Francfort.

Des protestations contre le couronnement d'un empereur que l'on reconnaîtra aux moindres bruits de paix!

La reine de Hongrie, maintenant impératrice, est venue jouir de son triomphe; elle a crié la première *vivat*, et tout le peuple lui a répondu par

des acclamations. Son bonheur n'est cependant pas encore bien assuré; car tandis que l'on couronnait son époux à Francfort, le roi de Prusse gagnait la bataille de *Sorc*, à la source de l'Elbe.

Le roi de France propose toujours la paix. Le roi de Prusse a demandé la médiation de l'impératrice de Russie (Elisabeth). Il est étrange de voir des vainqueurs aussi pacifiques; mais ce qui l'est encore davantage, c'est l'offre plus qu'extraordinaire que le Grand-Seigneur fait à tous les princes chrétiens d'être médiateur entr'eux.

Le grand visir a écrit une lettre circulaire dans laquelle il conjure (au nom du sultan son maître) tous les souverains qui sont en guerre de faire cesser l'effusion du sang humain.

Le couronnement de François I.er, la conduite peu franche de l'électeur

de Bavière, fils de celui pour lequel nous nous sommes épuisés d'hommes et d'argent, le refus formel d'être élu empereur après la mort de Charles VII, la même proposition faite à l'électeur de Saxe, et le même refus, tout cela a donné beaucoup d'humeur au roi, qui, pour s'en consoler, vient de faire présenter à la cour la marquise de Pompadour; et, comme s'il avait toujours l'intention d'humilier la reine, en plaçant auprès d'elle, et pour son service, sa maîtresse déclarée, elle est nommée aussi *dame du palais de la reine.*

Comme le *marquisat de Pompadour* est une propriété de la couronne par l'extinction de la famille, et comme ce marquisat doit retourner aux domaines à défaut de mâles, en ce qu'il donne le rang et les prérogatifs de la pairie, la marquise a de suite pris le tabou-

ret chez la reine, ce qui a donné lieu à beaucoup de plaisanteries, à une, entr'autres, qui rappelle son extraction (1).

Lorsque la marquise a été présentée à la reine, elle l'a reçue avec son aménité ordinaire; mais M. le Dauphin très-froidement; il lui a même refusé l'embrassade d'usage; et madame la Dauphine lui a tourné le dos.

Chez Mesdames cela a été encore pis; lorsqu'elle s'est retirée, madame Louise, âgée seulement de neuf ans, s'est écriée, assez haut pour qu'elle l'entendît: *elle est assez belle, maman, p.....* Ce propos, plus qu'indiscret de la part d'une aussi jeune princesse, n'a

(1) La loi que nous nous sommes imposée de ne rien insérer d'indécent dans cet ouvrage, ne nous permet pas de transcrire les couplets qui furent faits à cette occasion.

pas laissé le moindre doute sur la manière dont la gouvernante s'exprimait à l'égard de la favorite, et sa disgrace en a été la suite.

Il court une chanson qui a pour refrain : *Avec le tems petit poisson* (1) *deviendra grand.*

Le contrôleur général ( M. Ori ) est disgracié. On lui reproche d'avoir trop conservé les principes économiques du cardinal de Fleury ; et la nouvelle favorite, ayant plus d'ambition que celles qui l'ont précédée, il est tout naturel qu'elle ne veuille s'entourer que de gens qui ne pourront faire aucun objet de comparaison, ni éclairer le roi sur les dépenses extraordinaires qui épuisent les sommes destinées à la

(1) Allusion au nom de famille de madame de Pompadour, qui se nommait *Poisson*.

défense de l'état. D'ailleurs, M. Ori réunissait sur sa tête la place de contrôleur général et celle de directeur général des bâtimens ; ces places sont assez importantes pour satisfaire deux ambitieux, et cela donnera à la marquise deux créatures à ses ordres. D'après son début, l'on peut raisonnablement penser qu'elle gouvernera despotiquement le monarque, et que toutes les places ne seront remplies que par ses amis. Dieu sait les choix qu'elle fera, et comment tout ira !

## LETTRE IX.

*Le même au même.*

La cour est à Fontainebleau ; la marquise fait tout l'agrément de ce voyage, c'est-à-dire, des petits appartemens ; car la reine, M. le Dauphin

et madame la Dauphine, enfin ce qu'on appelle fort improprement la *vieille cour*, est extrêmement triste, surtout la saison ne permettant pas de promenade. Le cavagnol et la chapelle sont leurs seuls amusemens. Il n'y a que le roi qui, malgré la pluie continuelle, chasse tous les jours, et s'égare dans la forêt avec la marquise qui, toujours en amazone, ne quitte pas son royal amant.

Le duc d'Yorck (1), frère du prince Edouard d'Angleterre, est arrivé hier dans le plus grand incognito. Il a été introduit dans le cabinet du roi par

(1) C'est ce même duc d'Yorck qui est devenu cardinal, et qui en 1792 donna asile, à Rome, à mesdames Adelaïde et Victoire, filles de Louis XV. Il accueillit ces deux princesses avec la même aménité qu'elles lui avaient témoignée en 1745.

le duc de Durfort, et présenté par le duc de Gesvres. M. le Dauphin était présent à cette entrevue secrète comme le sont les actions de la cour, c'est-à-dire, que tout le monde le sait. Ce qu'il y a de certain, c'est que les conversations ne roulent que sur ce prince. M. le Dauphin le reçoit beaucoup moins bien depuis qu'il a appris qu'il avait soupé chez la marquise (1). Cela est injuste de sa part: il ne doit pas ignorer qu'ayant besoin de la protection du roi, il est naturel qu'il se concilie ceux qui pourront la lui faire accorder; et assurément ce n'est aucun membre de la famille royale qui aurait ce pouvoir. La reine et ses enfans n'ont jamais eu moins de crédit.

On raconte de cent manières la con-

(1) Lorsqu'on parlait de madame de Pompadour, l'on ne disait que *la Marquise*.

versation du duc d'Yorck avec le roi et M. le Dauphin. Ce que vous pouvez croire comme certain, c'est que le prince a sauté au col du roi, qui avait tâché d'éviter cette démonstration familière qui l'a fort embarrassé. Sans lui parler de son voyage, il lui a demandé : *Si ce n'était pas Benoît XIII qui était son parrein, et combien il savait de langues ?* Il a répondu : *Qu'il avait appris le français par inclination et par reconnaissance, l'italien par nécessité, et l'anglais, comme la langue des états du roi son père.*

Le roi lui a parlé ensuite du motif qui l'avait engagé à faire la guerre, et de la nécessité de la continuer, malgré la mort de Charles VII. Le prince lui a répondu, qu'il n'ignorait pas la gloire que Sa Majesté et M. le Dauphin avaient acquises à Fontenoy,

Gand, etc., etc., et parla avec autant d'intérêt de ces journées que s'il y avait coopéré.

Le roi ne voulant pas, ou craignant de s'expliquer avant d'avoir consulté son conseil, a dit au prince, en le conduisant à la porte : *Nous nous reverrons, milord; M. le Duc,* (au duc de Gesvres), *conduisez le prince dans l'appartement qui lui est destiné.*

En sortant de chez le roi, le duc d'Yorck demanda à son conducteur quel était son nom; lorsqu'il le lui eut dit, il lui adressa des remercîmens, pour les égards qu'il avait eus pour le prince Edouard, et lui parla de l'attachement que les Parisiens portaient à leur gouverneur.

Ce prince sollicite des secours pour son frère; tout le monde désire qu'il en obtienne, et personne ne l'espère. Cependant le duc de Richelieu, qui

est toujours le favori du monarque, se déclare pour la descente en Angleterre. Le cardinal Tencin est bien aussi de cet avis, et il le doit par reconnaissance ; mais M. d'Argenson, ministre de la guerre, et le maréchal de Noailles, sont d'un avis opposé. Si la descente a lieu, ce sera le duc de Richelieu et milord Clare qui commanderont le débarquement.

On attend des nouvelles du prince Edouard : nous faisons ici des vœux pour sa prospérité. S'il continue à être victorieux, il n'y a pas de doute que la France se déclarera son allié ; car la politique du cardinal de Fleury règne toujours dans le conseil, et ce sont les résultats qui déterminent nos opérations.

## LETTRE X.

*Le même au même.*

Nous sommes maintenant à Versailles ; les intrigues particulières occupent exclusivement les courtisans, quoique de grands intérêts se traitent avec les puissances.

Le conseil du roi, espérant ménager une alliée à la France dans le nord, ou de l'empêcher de devenir son ennemi, vient de déterminer Louis XV à reconnaître, dans une audience publique, la Czarine en qualité d'impératrice des Russies. Ce à quoi il se refusait depuis long-tems.

Le conseil n'a pris cette résolution qu'après avoir eu la certitude que le roi de Prusse avait demandé la médiation de cette souveraine. L'on

soupçonne aussi ce monarque de travailler sourdement à une paix partielle, qui entraînerait celle de la Pologne, et ne laisserait à la France que l'Espagne pour allié.

Le roi de Prusse, néanmoins, continue toujours à se battre, et toujours il est victorieux. Il vient de s'emparer de la ville de Dresde, et y a fait une entrée triomphante. Le vieux prince d'Anhalt, le plus ancien des guerriers, avait préparé son triomphe en battant complétement les Saxons et les Autrichiens aux portes de Dresde, et les mettant en fuite, ce qui n'a laissé dans Dresde que trois régimens de milice, qui composaient la garnison.

Le duc d'Yorck est à Paris, fêté et bien reçu partout; sa franchise lui a gagné tous les cœurs; il fait assidûment sa cour à madame de Pompadour,

mais il ne se montre jamais en public avec elle, ce qui lui a concilié la famille royale.

Il y a spectacle à la cour: le roi ne va plus dans la grande loge de la reine, on lui en a construit une au-dessous qui a été quelques jours grillée; mais l'incognito ne plaisant pas à la marquise, les grilles sont tombées, et les spectateurs peuvent à loisir contempler leur souverain appuyé avec respect sur le dos du fauteuil de sa maîtresse. C'est la première favorite qui se permette d'avoir un fauteuil en public; madame de Châteauroux, même chez elle, ne l'a jamais osé; et chez la marquise, où toute la cour se rend pour plaire au roi, il y a deux fauteuils, un pour Sa Majesté et un pour elle.

Les duchesses qui vont briguer sa faveur sont assises sur des chaises; in-

cessamment elle aura la hardiesse de ne leur donner que des plians comme chez la reine.

Toute la cour est indignée de sa hauteur et de l'empire qu'elle exerce sur le roi. Cela se borne, selon l'usage, à des plaisanteries et à des chansons. Mais elle sait la réponse du cardinal Mazarin : s'ils chantent ils paieront; et elle va toujours son train.

C'est Lenormand de Tournehem, oncle du mari de la marquise, qui est nommé directeur général des bâtimens, et M. Machaut d'Arnouville, intendant du Hainaut, qui est contrôleur général. Ce dernier a cette place en reconnaissance des honnêtetés qu'il a eues pour madame Pompadour lorsqu'elle a suivi le roi à l'armée. Quant à Tournehem, on est persuadé qu'il n'est là qu'en pierre d'attente, et que le frère de la marquise aura inces-

samment cette place. Elle vient toujours provisoirement de le faire marquis de *Vandières*. Les plaisans l'appellent le marquis d'*avant-hier*.

Je ne pense pas comme ceux qui croient ou feignent de croire que M. Poisson, marquis de *Vandières* ou d'*avant-hier*, sera directeur général des bâtimens. L'on murmure déjà assez de voir Tournehem à la tête d'une administration qui, il n'y a pas dix ans, était régie par M. le duc d'Antin, fils de la comtesse de Toulouse. La marquise ose beaucoup, mais je crois que sa hardiesse n'ira pas jusque-là.

La campagne s'ouvrira de bonne heure, et le roi ira encore à l'armée.

Sa Majesté a annoncé singulièrement la grossesse de madame la Dauphine : c'était hier au grand couvert; l'ambassadeur d'Espagne était derrière le siége de cette princesse : *M. l'am-*

*bassadeur*, lui a dit le roi, *vous pouvez tranquilliser la cour d'Espagne sur les opérations de la campagne prochaine; s'il m'arrive quelque accident, la France se consolera de ma perte par la naissance d'un dauphin, ou se réjouira avec moi de celle d'un duc de Bourgogne, car madame la Dauphine est enceinte.*

L'ambassadeur s'est incliné très-bas. Tous les yeux se sont portés sur madame la Dauphine, qui a été déconcertée; le roi s'en apercevant, s'est levé, a offert son bras à sa belle-fille, et la cour s'est retirée.

## LETTRE XI.

*Le même au même.*

Nos généraux sont toujours victorieux, ainsi la curiosité trouve de quoi s'alimenter, les courtisans, matière à parler, et les plaisans n'ont pas le tems de faire des chansons.

Les nouvelles des armées se succèdent avec une rapidité étonnante ; à peine savions-nous que Nieuport était pris et que la garnison était prisonnière de guerre, qu'un nouveau courier est venu annoncer la conquête de la ville d'Ath, qui a ouvert ses portes au comte de Clermont Galerande.

Le maréchal de Saxe a fait part au roi qu'il allait investir Bruxelles, et qu'il était résolu de l'attaquer dans les formes. Le roi l'a dit à son levé et

est parti pour la chasse. J'ai quitté Versailles à l'instant, pour annoncer à Paris ces bonnes nouvelles. Il y avait à peine une heure que j'étais arrivé, que j'ai entendu le canon des invalides ; m'informant du motif, j'ai appris que Bruxelles était en notre pouvoir, que la garnison était prisonnière de guerre, ainsi que tous les officiers supérieurs qui s'y trouvaient en grand nombre.

Ces nouvelles ont un peu tempéré l'humeur que donnait la conduite du roi de Prusse, qui vient de faire sa paix avec la reine de Hongrie et l'électeur de Saxe ; paix qu'il a signée huit jours après son entrée dans *Dresde*. Il garde la Silésie et reconnaît l'empereur François I^er^. L'électeur palatin a signé de même que le roi de Prusse.

Le roi de Pologne, électeur de Saxe, donnera un million au vainqueur, et

en paiera les intérêts jusqu'au jour du paiement.

Nous n'en continuerons pas moins la guerre, attendu qu'il faut assurer le sort du roi Stanislas et de l'infant d'Espagne.

Le conseil de Louis XV lui fait faire autant d'avance à l'impératrice de Russie qu'il lui avait témoigné d'éloignement. Elle en tire vanité, et fait part d'une lettre du roi de France à tous les souverains avec lesquels elle est en relation. En effet, cette lettre est fort originale, surtout quand on sait quelle opiniâtreté le roi mettait à la regarder comme usurpatrice. Je vous en envoie une copie, que l'on colporte en secret, la police la faisant rechercher avec soin.

*Lettre du roi Louis XV à Elisabeth, impératrice de Russie.*

« Madame ma sœur, le dessein que

» votre Majesté a conçu d'être la mé-
» diatrice des puissances en guerre,
» est un nouveau sujet de vous admi-
» rer. Mes peuples que j'aime, et dont
» je me flatte d'être aimé, vous de-
» vront la conservation du sang qu'ils
» sont toujours prêts à répandre pour
» ma cause. A votre exemple, tous les
» autres princes devront y concourir.
» Leur humanité, leur compassion
» pour les malheurs de tant de pro-
» vinces, leur respect pour vos vertus,
» les engageront à *vous déférer* ce
» beau titre : *médiatrice de l'Europe.*»

Malgré les beaux complimens que le roi fait à l'impératrice, on n'en est pas moins persuadé ici qu'elle joue la cour de Berlin et celle de France. Les projets hostiles qu'elle avait conçus contre la Prusse n'ont tenu qu'à un fil pour avoir leur entière exécution; mais Frédéric, qui voit tout, prévoit

tout, et ne se laisse conduire ni par ses ministres ni par une maîtresse, a pris le bon parti, qui est de faire sa paix.

L'aventure qui a dérangé les combinaisons d'Elisabeth prouve à quel point elle est superstitieuse, et comment les plus petits événemens détruisent de grands projets. Elisabeth, déterminée à faire la guerre au roi de Prusse, fit rédiger un ordre du cabinet pour ses généraux de ne plus temporiser avec un ennemi actif et infatigable. On le lui apporta à signer; mais *une mouche vint à tomber dans l'encrier au moment où la princesse y plongeait la plume; elle frémit à ce funeste présage; la plume lui échappa, et l'ordre ne fut point expédié.*

Un faible insecte a arrêté le mouvement rapide qu'elle allait donner à

ses armées, et a décidé peut-être de la destinée d'une province entière.

On répand ici sourdement que le duc de Cumberland a battu complétement le prince Edouard à *Culloden*, que ce prince est blessé; d'autres vont jusqu'à dire qu'il est prisonnier, et qu'on va lui faire son procès sur-le-champ. L'accueil que le duc d'Yorck a reçu hier à la cour ferait soupçonner qu'il y a quelque chose de vrai. Quand le prince a paru au lever du roi, Sa Majesté a feint de ne le pas voir, et ne lui a pas adressé la parole une seule fois. Monsieur le Dauphin, au contraire, l'a fort accueilli, et ne lui a jamais parlé avec plus d'intérêt.

Pour ceux qui connaissent la cour, cela dit beaucoup. Le roi, selon sa timidité et sa dissimulation ordinaires, a craint de laisser entrevoir ou de la froideur ou du dépit du peu de succès du préten-

dant; et monsieur le Dauphin, entraîné par la sensibilité, qui est la vertu de la jeunesse, a témoigné à ce prince le chagrin qu'il ressentait de la défaite de son frère.

Hier le duc d'*Huescar*, ambassadeur extraordinaire du roi d'Espagne, a fait son entrée à Versailles. Le maréchal de Noailles est parti pour Madrid. On dit que de *grands* intérêts vont se traiter entre ces deux cours.

L'on parle aussi d'une espèce de trahison du roi de Sardaigne qui dérange les projets de la France et de l'Espagne, relativement à l'établissement de dom Philippe en Italie. Les politiques font des calculs à perte de vue, et les courtisans font leur cour au roi dans la personne de la marquise. Les beaux esprits, à l'envi l'un de l'autre, exaltent ses talens et ses charmes. Voltaire même s'est mis sur

les rangs; à la vérité, il connaissait madame de Pompadour, lorsqu'elle n'était encore que madame d'Etioles. Dès ce tems, elle cultivait les arts et les lettres.

## LETTRE XII.

*Le comte de *** au Provincial.*

Il est décidé que le roi va de nouveau à l'armée, et que monsieur le Dauphin ne suivra pas Sa Majesté. Il a prié son père avec instance de permettre qu'il allât en Flandre, même incognito; le roi a été inexorable. Les ministres ne prennent pas la peine de cacher la joie qu'ils en ressentent : l'austérité de ce prince les fait trembler.

Je pense, avec beaucoup d'autres, que le roi n'est pas très-fâché qu'on lui ait suggéré de refuser son fils, pré-

férant avoir sa maîtresse, qui veut absolument participer aux hommages. Cela diminue singulièrement l'amour du peuple; mais son admiration est au comble : les nouvelles victoires mettent Sa Majesté au nombre des plus grands héros. L'on ne calcule pas si ce sont les généraux qui remportent les victoires, tout se rapporte à lui. Il remplit le premier devoir d'un roi, qui est de s'exposer pour ses sujets, pour leur défense, pour la gloire du nom français, et pour leur ramener la paix et l'abondance, sources du bonheur public; il est juste qu'on lui en témoigne de la reconnaissance.

Les diplomates, qui calculent tout à l'avance, expliquent les moindres discours, en tirent des conséquences à l'infini, et vont jusqu'à pronostiquer une alliance avec cette reine de Hongrie qui nous ruine d'hommes et d'argent,

En vérité, je ne dirais pas non, tant il se passe de choses extraordinaires.

Croiriez-vous que la marquise a eu la hardiesse, dans un dîner qu'elle donnait à trente personnes, du nombre desquelles était le duc d'Yorck, de vanter à outrance le courage et la magnanimité de Marie-Thérèse, de regretter enfin que la France fût en guerre avec l'Autriche; car, a-t-elle ajouté, j'aurais infiniment de plaisir à voir cette princesse; ce que je ne puis espérer tant que les dissensions et l'obstination de part et d'autre subsisteront.

Une grande partie des convives a rougi de honte. Le duc de Richelieu seul a osé la contrarier : « Jamais, Madame, a-t-il dit, le conseil n'osera proposer la paix avec l'Autriche, à moins qu'il n'ait résolu de déshonorer Sa Majesté aux yeux de toute l'Europe.

Les projets conçus par les véritables

amis du roi pour abaisser l'orgueil de cette maison, n'ont point eu l'exécution qu'on devait en attendre, par la mollesse du cardinal de Fleury et l'astuce de ceux qui lui ont succédé. »

A ce mot d'astuce, la marquise l'a regardé fièrement. Le duc, sans se déconcerter, a continué ainsi : Oui, Madame, *astuce* est le mot ; personne n'ignore toutes les trames qui ont été ourdies pour faire échouer des plans enfantés par le génie, et que le courage, l'amour de la patrie et un attachement sans bornes pour la personne du roi eussent fait exécuter. Tous les maux de la France prennent leur source dans la maladie de Sa Majesté ; c'est à Metz qu'on a tout tramé, et les résultats des manœuvres ont été affreux.

La marquise a levé le siége avec impatience. Les courtisans, toujours

courtisans, osaient à peine aborder le duc, qui faisait bonne contenance.

Ceux qui ne connaissent pas le caractère du roi pensent que M. de Richelieu pourrait bien être disgracié; moi je ne le crois pas : il tient à son favori par habitude, comme il tenait au vieux cardinal. Malgré l'amour qu'il portait à madame de Châteauroux, il n'a jamais voulu souffrir qu'elle lui parlât contre son vieil ami. Il en sera de même du duc de Richelieu, et cela parce que le roi se persuade qu'il est le seul de ses courtisans qui l'aime pour lui, et non pour son titre de roi.

Cette aventure a remis sur le tapis les premières opérations de la guerre actuelle, et l'on en conclut que la maison d'Autriche avait certainement quelque influence sur les intrigues qui divisèrent le conseil et nos généraux en 1743, intrigues qui furent déjouées

par la résolution que prit le roi de commander ses armées, mais renouées lors de sa maladie à Metz.

Il est bien certain encore que MM. de Belle-Isle, le duc de Richelieu et M. de Chavigny n'ont jamais eu des sentimens tels qu'on les annonce aujourd'hui sans pudeur.

MM. de Belle-Isle étaient animés de l'amour de la patrie et de la gloire du roi.

Monsieur de Richelieu avait hérité du cardinal, son grand oncle, de la haine qu'il portait à la maison d'Autriche.

M. de Chavigny, un des plus grands diplomates connus, sentait trop vivement la nécessité d'abaisser cette maison, pour avoir donné des conseils contraires.

Madame de Châteauroux tenait de sa famille des sentimens nobles et

français ; conséquemment tous ceux qui étaient alors dans l'intimité du roi n'ont jamais pensé à lui suggérer des idées indignes de sa gloire. Il fallait que le mauvais destin de la France lui réservât pour maîtresse une femme qui n'ayant d'autre désir que de s'illustrer, quels qu'en fussent les moyens, pour que nous fussions exposés à entendre des vœux aussi contraires à la prospérité publique et à la splendeur du nom français.

## LETTRE XIII.

*Le comte de *** au Provincial.*

TOUT est perdu pour le malheureux prince Edouard d'Angleterre : il est au pouvoir de ses ennemis, et peut-être il n'existe plus à l'instant où je vous écris.

Ce n'est jamais que lorsque le mal est au comble qu'on s'avise en France de le réparer. N'aurait-il pas mieux valu envoyer la flotte au secours de cet infortuné prince, que l'on a trompé par des promesses, et dont le courage méritait un autre sort, que d'en faire aussi long-tems parade dans le port de Calais ?

Il y a certainement dans le conseil une machination infernale. Les deux d'Argenson sont opposés au point qu'on les nomme *les frères ennemis*. Celui qui est ministre de la guerre est dans l'intimité de la marquise; l'autre, qui est aux affaires étrangères, incapable de se mêler d'intrigues, et franchement honnête homme, a enfin déterminé le roi à déclarer ouvertement l'appui qu'il accordait au prétendant. Sa Majesté n'y a consenti qu'après une longue conférence avec

ce ministre, le duc de Richelieu et M. de Chavigny. Les qualités et les vertus de ce dernier en imposent à la marquise; et, quoiqu'elle en ait bonne envie, elle n'ose en parler défavorablement au roi qui, lorsqu'il est question de ce sage diplomate, s'écrie toujours : *c'est un des plus honnêtes hommes de mon royaume, et à qui je suis sincèrement attaché.*

Le résultat de cette conférence a été de prier M. *Van-Hoëy*, ambassadeur des Provinces-Unies, d'écrire en Angleterre en faveur du prince Edouard. M. d'Argenson a, de son côté, en sa qualité de ministre des affaires étrangères, écrit au secrétaire du cabinet britannique, pour lui faire entrevoir que l'immensité des prisonniers de marque qui étaient en France seraient garans de la conduite que la cour de Londres tiendrait avec le prince

Édouard, à qui le roi de France accordait une protection spéciale.

La lettre de l'ambassadeur *Van-Hoëy* est publique, ainsi que la réponse. Elles caractérisent les deux personnes qui les ont écrites; et la postérité les jugera.

L'ambassadeur des Etats-unis s'exprime ainsi.

*Lettre de M. Van-Hoëy, ambassadeur des Etats-unis de Hollande, au secrétaire du cabinet de sa majesté le roi de la Grande-Bretagne.*

« MILORD,

» Le moment est arrivé où sa ma-
» jesté britannique peut s'honorer,
» aux yeux de toute l'Europe, par une
» indulgence digne d'un aussi grand
» monarque, et que réclament les mal-
» heurs et le courage du prince en
» faveur duquel j'ose élever la voix.
» Puissiez-vous, Milord, par vos con-

» seils, bannir cet art pernicieux que
» la discorde a enfanté pour exciter les
» hommes à se détruire mutuellement :
» misérable politique qui substitue la
» vengeance, la haine, la méfiance,
» l'avidité aux préceptes divins de la
» gloire des rois et du salut des peuples.

J'ai l'honneur d'être,
Mylord, etc. (1) »

Pour donner plus de poids aux réclamations des deux ministres, l'on vient d'arrêter tous les Anglais qui se trouvent à Paris.

Jamais en France on n'a vu plus d'intrigues. Je ne sais quel est le mauvais génie qui préside au conseil ; mais les opérations les mieux combinées, les victoires signalées du maréchal de Saxe, la bravoure et les talens de M. de Lowendal, au lieu de leur mériter des

(1) Voyez la réponse, à la lettre suivante.

louanges, leur ont fait encourir, non l'animadversion du roi, mais au moins son indifférence. Encore si cela se bornait là; mais d'Argenson (celui de la guerre) a si bien arrangé les choses, que les vingt bataillons que M. de Lowendal devait commander lui sont ôtés, et que le commandement en est donné à M. de Clermont Gallerand, protégé de la marquise, et fortement soupçonné d'être du parti autrichien.

Le maréchal de Noailles, en qui le roi a confiance, le duc de Richelieu, qu'il affectionne particulièrement, d'Argenson (des affaires étrangères), pour qui Sa Majesté a déclaré avoir de l'estime, n'ont pu le faire changer de résolution; le favori de madame Pompadour l'emporte, et les choses sont poussées au point que l'on craint même que le commandement ne soit ôté au maréchal de Saxe. Je ne crois pas ce-

pendant qu'on l'ose dans la circonstance : les soldats adorent leur général, qui a pour eux des soins paternels.

Le duc de Richelieu, quoique l'ami du roi, n'en est pas moins le plastron des mauvais auteurs aux gages de la marquise. Le duc avait été nommé commandant des troupes qu'on feignait de vouloir faire débarquer en Angleterre. Cette feinte ayant cessé, le commandant est revenu; et l'on a colporté sur son compte les mauvais vers que je vous envoie.

Quand je vis partir l'excellence
De Richelieu,
Je prédis sa mauvaise chance.
Hélas mon dieu !
Ce pilote ignore les vents de l'Angleterre;
Il ne sait qu'embarquer les gens
Pour l'île de Cythère.

Si vous comptez sur la prudence
De ce cerveau,

Vous concevez trop d'espérance,
Jeune héros ! (1)
N'employez cet esprit follet
Et son Voltaire
Qu'à vous assurer au ballet
Du temple de la gloire.

Il faut pourtant payer la peine
De ce marin ;
Il n'est pas juste qu'il revienne
Avecque rien.
Nous lui donnerons pour pension
Le soin des filles ;
Son bâton sera le bourdon,
Ses lauriers des coquilles.

Le système des ridicules poursuit de même le ministre des affaires étrangères, qui, estimant peu les courtisans, est très-réservé avec eux. Ces messieurs, pour le distinguer de son frère, l'appellent *d'Argenson la Bête*. Les gens

(1) Le prétendant.

honnêtes ont nommé le ministre de la guerre *d'Argenson l'intrigant.*

Le maréchal et le chevalier de Belle-Isle étaient heureusement en route avant la défaite du prince Edouard : ils sont maintenant à Paris. L'on assure que la marquise ne veut pas qu'ils viennent à la cour, seulement à cause qu'ils étaient les amis de madame de Châteauroux. Messieurs de Belle-Isle logent chez M. Duverney. Tous les amis de l'ancienne favorite ont été les visiter. Le duc de Richelieu leur a donné un grand dîner. Le roi en a parlé à M. de Chavigny, qui a demandé à Sa Majesté de vouloir bien indiquer le jour où MM. de Belle-Isle pourraient lui présenter leurs respects. Le roi a répondu : *incessamment.*

La marquise échouera certainement dans son projet de les écarter de la cour, car le roi a beaucoup de consi-

dération pour M. de Chavigny, ainsi que pour M. Duverney, dont on a un grand besoin pour approvisionner les armées.

## LETTRE XIV.

*Le même au même.*

L'on est rassuré sur le compte du prince Edouard : l'honnête d'Argenson, avant le départ du roi, a obtenu un ordre pour le ministre de la marine, à l'effet d'armer deux frégates pour aller recueillir ce prince et le peu de partisans qui lui sont restés. Les deux frégates sont parties aussitôt qu'on a eu la preuve que le prétendant avait échappé à la poursuite de ses ennemis; mais on ignore où l'on pourra débarquer et comment on lui fera savoir qu'on vient à son secours.

Le duc de *Neucastle* a répondu à l'ambassadeur des États-unis, *que son procédé était inoui ; qu'étant ambassadeur d'une puissance alliée de la Grande-Bretagne, il aurait dû s'abstenir d'implorer la clémence du roi d'Angleterre pour un rebelle qui ne pouvait ni ne devait espérer aucun pardon non plus que ses complices, et que sa lettre n'était qu'une homélie.*

Le roi d'Angleterre a chargé le même duc de porter ses plaintes aux états généraux de ce que leur ambassadeur avait *osé lui envoyer des remontrances sur la conduite qu'il avait à tenir contre des sujets rebelles.*

Les Anglais ne sont pas disposés, à ce qu'il paraît, à la clémence ; ils ont déjà oublié la conduite de Louis XIII, lorsqu'il prit la Rochelle secourue par

les armées navales d'Angleterre. Le roi de la Grande-Bretagne avait envoyé le chevalier de Montaigu *prier le roi de France de faire grace aux Rochellois rebelles*, et Louis XIII avait eu égard à cette prière. Quelle différence de conduite !

Le roi est parti de Versailles le premier de mai après la messe. Il est arrivé le 4 à Bruxelles, où il a fait son entrée triomphante. Les magistrats en corps sont venus le recevoir et le haranguer aux portes de la ville, dont M. de Lowendal, établi gouverneur par le maréchal de Saxe, lui a présenté les clefs.

La marquise loge à côté du roi. Elle a eu la hardiesse de le suivre, habillée en amazone, et de parcourir les rangs lorsqu'il a passé la revue. Elle avait M. de Clermont Gallerand pour écuyer.

Le roi dès le lendemain s'est mis à la tête de son armée pour continuer ses conquêtes.

L'on attend avec anxiété des nouvelles du prince Edouard. Le duc d'Yorck est toujours fêté par M. le dauphin ; il est admis à toutes ses promenades et ne manque jamais d'assister au jeu de la reine. Il est logé chez le duc de Fits-James, fils du bâtard du roi Jacques, et conséquemment parent de ce prince.

Tous les jours il arrive des couriers annonçant de nouvelles victoires. M. de Lowendal est resté à Bruxelles.

Les forteresses sont évacuées et se rendent à mesure que le roi paraît ; partout il est vainqueur. Sa présence double le courage des officiers. Il s'en faut de beaucoup que nous soyons aussi heureux en Italie. On parle d'y envoyer le maréchal de Belle-Isle.

## LETTRE XV.

*Le même au même.*

Le roi est maître d'Anvers. Il y a fait son entrée un mois, jour pour jour, après être arrivé à Bruxelles. Nous sommes en possession des deux capitales des Pays-Bas.

Sa Majesté va quitter l'armée pour se rendre à Versailles, et être présent aux couches de madame la Dauphine.

La marquise est déjà arrivée. Elle vient d'obtenir pour son frère la survivance de directeur général des bâtimens, charge dont est pourvu, comme vous le savez, Lenormand de Tournehem, son oncle. L'on ne doute pas que celui-ci ne donne incessamment sa démission, pour que le nouveau marquis devienne titulaire.

La fortune de cette famille afflige tous les amis du roi ; les moindres graces sont refusées si la marquise s'y oppose.

La reine et M. le Dauphin n'ont jamais eu moins de crédit. Cela pourra changer si madame la Dauphine nous donne un duc de Bourgogne. Les vœux des Français à coup sûr seront pour elle ; car le roi est toujours admiré et beaucoup moins aimé.

L'on débite ici une nouvelle qui mérite confirmation, en ce qu'elle ne vient pas directement de l'armée, et qu'il paraît que ce sont nos succès qui auraient provoqué cette résolution. On dit que les Etats-unis veulent se donner un maître sous le nom de *Stathouder*. Cela serait peut-être plus heureux pour la France, étant toujours plus facile pour une monarchie de traiter

avec un souverain qu'avec une république.

La santé de Philippe V s'affaiblit de jour en jour. M. le Dauphin qui aime beaucoup son épouse, a soin d'envoyer au-devant des couriers afin de prévenir une nouvelle fâcheuse, et qui pourrait trop affecter madame la Dauphine dans la position où elle est. Cette princesse est tombée dans une mélancolie qui donne beaucoup d'inquiétude à toute la famille. Depuis quelques jours il n'y a plus de jeu chez la reine, qui passe les soirées chez ses enfans. Madame Henriette ne quitte pas sa belle-sœur ; c'est celle qu'elle affectionne le plus. Le roi aime aussi beaucoup madame Henriette ; et l'on est persuadé que c'est cette princesse qui a déterminé le roi son père a bien recevoir MM. de Belle-Isle, et que ce

sont MM. Pâris qui l'ont intéressée à leur sort.

Madame Henriette a pour la reine une grande tendresse ; et Sa Majesté exaltant les services que ces honnêtes financiers ont rendus au roi Stanislas son père, il s'ensuit qu'elle fait tout ce qui est en son pouvoir pour leur rendre service.

Madame de Pompadour s'est présentée hier à la toilette de la reine, qui lui a demandé si le roi serait de retour pour les couches de madame la Dauphine ; cette question a un peu embarrassé la marquise qui, un moment après, a répondu avec beaucoup d'esprit : « L'on doit penser, Madame, que si le roi n'est pas retenu par de nouvelles victoires, il s'empressera de se rendre auprès de sa famille, qu'il chérit tendrement. »

Madame de Pompadour aurait pu

ajouter : « Il sera ce soir à Choisy, et je vais m'y rendre. »

En sortant de chez la reine elle est montée en voiture avec son frère, et a pris la route de Choisy.

## LETTRE XVI.

*Le comte de*** au Provincial.*

PHILIPPE V est mort. On ne sait comment annoncer cette nouvelle à madame la Dauphine. La cour ne prend que le deuil de respect ; le grand deuil n'aura lieu qu'après les couches de madame la Dauphine, à qui l'on a fait croire qu'une princesse de Danemarck venait de mourir, pour qu'elle ne se doutât point que c'était de son père qu'on était en deuil. Louis XV a l'attention de ne point entrer chez sa belle-fille en habit violet, qui est le

deuil qu'il prend pour les têtes couronnées.

La mort de Philippe V va causer bien du changement dans la conduite de l'Espagne. Le nouveau monarque n'aura pas, comme sa belle-mère, intérêt à soutenir le roi de Naples et l'infant dom Philippe, qu'on assure qu'il n'aime pas beaucoup. Cela n'est pas étonnant. Elisabeth de Pharnèse, sa belle-mère, maintenant reine douairière d'Espagne, ne l'a pas assez bien traité pendant que Philippe V régnait, pour qu'il lui conserve beaucoup d'égards; ajoutez à cela que sa mère était du sang de Savoie, qu'il sera ainsi plus porté pour les intérêts du roi de Sardaigne, et que d'ailleurs il connaît les vues ambitieuses de sa belle-mère.

L'on vient de donner un commandement au prince de Conti; il a un corps d'armée séparé de celui du ma-

réchal de Saxe, ce qui diminue les forces du maréchal, et donne de l'humeur aux vrais amis de la France; mais la marquise l'a voulu, et d'Argenson, le ministre de la guerre, n'a pas manqué de la seconder, en persuadant au roi que ce démembrement pourrait être avantageux, en ce qu'il diminuerait le pouvoir du maréchal de Saxe, qui égalait presque celui de Sa Majesté à l'armée.

C'est ainsi qu'avec de fausses idées l'on parvient à faire faire à ce monarque ce qui est contraire à sa façon de penser.

La faiblesse de son caractère, bien connu de sa maîtresse et de ses ministres, les engagera à tout tenter. La marquise est ambitieuse, les ministres ne le sont pas moins; il faudrait encore une bonne maladie et un évêque de Soissons.

## LETTRE XVII.

*Le même au même.*

MADAME la Dauphine est morte des suites de sa couche, et n'a donné le jour qu'à une fille. M. le Dauphin est inconsolable; la reine et madame Henriette ne le quittent pas. La cour est à Marly. M. d'Argenson, des affaires étrangères, s'est joint à MM. de Richelieu et de Chavigny pour engager le roi à ne pas faire venir la marquise à Marly, attendu que, dans la circonstance fâcheuse où était la famille royale, cela pourrait chagriner la reine et M. le Dauphin. Sa Majesté, qui n'ignore pas combien peu la marquise est aimée, a consenti, avec sa faiblesse ordinaire, à ce que ses amis lui conseillaient; mais incapable de résister et adoptant toujours l'avis du dernier qui lui parle,

à sa première entrevue avec madame de Pompadour, celle-ci a obtenu sans peine d'être du voyage. Elle occupe un des pavillons; sa cour est nombreuse : tous les courtisans s'y portent en foule, parce que le roi n'en sort point, et qu'il ne peut décemment aller à la chasse dans les premiers jours du deuil. Celui du roi d'Espagne et de madame la Dauphine se portant ensemble, le roi et la reine y sont aussi.

Depuis que la cour est à Marly il n'y a point eu de jeu, ce qui rend ce voyage aussi triste que l'événement qui l'a occasionné l'exige. La reine est entourée de sa famille et seulement de son service; les princesses du sang font acte d'apparition à sa toilette, et retournent sur-le-champ à Paris, qui n'est pas beaucoup plus gai que la cour : les spectacles étant fermés jusqu'au jour de l'enterrement.

M. le Dauphin passe ses jours à pleurer sur le berceau de sa fille.

La marquise a la hardiesse de le tourner en ridicule en présence du roi, qui a la faiblesse de ne pas lui imposer silence.

La nouvelle de la mort de Philippe V ayant été annoncée à l'armée d'Italie, elle a découragé les partisans de l'infant dom Philippe, précédemment battus à Plaisance par le prince de Lichtenstein ; et l'on désespère de soutenir dom Carlos sur le trône de Naples et dom Philippe à Parme et Plaisance.

Les armées combinées de France et d'Espagne sont en pleine retraite.

Ces pertes sont compensées par les victoires des Pays-Bas. Mons est en notre pouvoir ; la garnison est prisonnière de guerre. Guillain et Charleroi ont subi le même sort.

L'on est si habitué à entendre dire telle ville est prise, que cela ne fait presque plus de sensation.

## LETTRE XVIII.

*Le même au même.*

Le maréchal de Saxe est toujours victorieux.

Malgré les préventions du conseil du roi, et l'espèce de défaveur dans laquelle on voudrait faire tomber ce général, l'armée n'en conserve pas moins pour lui le plus grand attachement et un dévouement sans borne.

L'on est à la cour diversement affecté d'un refus que vient de faire M. de Saxe à M. de Lavauguion, d'assister à l'enterrement de madame la Dauphine.

Vous saurez que l'honneur de porter les quatre coins du poêle au convoi

d'une Dauphine est spécialement réservé aux menins de M. le Dauphin.

D'après ce privilége, le maître des cérémonies a écrit à M. de Lavauguion pour l'engager à se trouver tel jour à Saint-Denis.

Le maréchal de Saxe lui en a refusé la permission et a envoyé à sa place le marquis d'Oise, favori de la marquise.

Les dévots ont mal pris la chose, et les courtisans, pour plaire à madame de Pompadour, débitent tout haut que le maréchal n'a envoyé M. d'Oise que parce qu'il le regardait comme un être inutile, qui n'a été employé qu'à force de cabales et d'obsessions auprès du roi.

On raconte aussi fort plaisamment que le roi de Prusse, qui se joue des manœuvres de la cour de France et de ses cérémonies, a annoncé à sa cour, en présence de l'ambassadeur de

France, que *M. de Lavauguion passerait de l'armée à Saint-Denis pour porter la chape. Ah! sire*, a repris notre ambassadeur offensé du sarcasme, *c'est pour porter le poêle. Qu'est-ce qu'un poêle*, a dit Frédéric? — *Sire, c'est un drap mortuaire. — Hé bien! je me rétracte, et je dis que M. de Lavauguion quitte l'armée pour aller porter non la chape, mais le poêle de madame la Dauphine.*

Ces plaisanteries se colportent à la cour et à la ville. La marquise a demandé au roi un ordre pour faire venir M. de Lavauguion ; le roi ne voulant point accorder cet ordre, mais craignant d'offenser sa favorite par un refus, lui a objecté que le jour du convoi étant fixé, il n'y avait point assez de temps pour que M. de Lavauguion pût s'y trouver. A cette observation la marquise s'est écriée : *En ce cas, Sire,*

*il faut laisser faire à M. de Saxe tout ce qui lui plaît, tout ce qui est étranger en France devant donner la loi.*

Elle a voulu comprendre dans ce sarcasme M. de Lowendal.

L'on craint ici, avec raison, la disgrace de M. d'Argenson, ministre des affaires étrangères, qui a intercepté des lettres que Marie-Thérèse écrivait à madame de Pompadour. Cette souveraine ne craint pas de s'avilir en flattant cette favorite pour obtenir par ruse ce qu'elle ne peut attendre de la force.

Les courtisans, pour contre-balancer cette nouvelle, cherchent à avilir par leurs intrigues, le maréchal de Saxe et M. de Lowendal; et Louis XV paraît écouter les mauvaises plaisanteries qu'on fait sur ces deux défenseurs de la France!

L'on pousse la hardiesse jusqu'à publier de mauvais vers faits contre eux, et l'auteur ose les avouer (1). Il court une gravure représentant le diable qui tient dans chacune de ses mains les portraits de MM. de Saxe et Lowendal, avec cette inscription :

Tous deux vaillans,
Tous deux prudens,
Tous deux galans,
Tous deux bâtards,
Tous deux paillards,
Tous deux pillards,
Tous deux sans foi,
Tous deux sans loi,
Tous deux à moi.

Le maréchal a vu cette plate facétie, qui ne lui a inspiré que du mépris pour son auteur.

---

(1) On les attribua à M. de Maugiron, mestre de camp de cavalerie.

Toutes ces plaisanteries ne nous font pas obtenir une grande considération chez les souverains avec lesquels nous sommes en guerre ; il doivent même concevoir l'espérance que l'humeur s'emparera des deux hommes qui font aujourd'hui notre gloire, et qu'il s'ensuivra une désunion qui leur sera favorable. Ce qu'il y a de certain, c'est que, malgré ses victoires, Louis XV offre toujours la paix, et que ni l'Angleterre ni la reine de Hongrie ne veulent l'accepter. Les Hollandais seuls se repentent de n'avoir pas gardé la neutralité, avec d'autant plus de raison qu'ils ne peuvent rien gagner, et qu'ils courent le risque d'être les seules victimes des querelles des trois couronnes. Quant au roi George, il ne pardonnera jamais à la France de lui avoir suscité un ennemi pour fomenter sourdement une rébellion dans ses royaumes.

La reine de Hongrie, enhardie par les défaites des Français et des Espagnols en Italie, se montre aussi fort difficile. Elle ne prétend point consentir au démembrement de ses états. Elle sait d'ailleurs que ce pays a toujours été l'écueil de la gloire des Français(1).

Il paraît que le roi laissera continuer la campagne au maréchal de Saxe et qu'il ne retournera point à l'armée.

On parle déjà de remarier M. le Dauphin. A quelle princesse? c'est encore un mystère. Les politiques assurent que ce sera avec la fille du roi de Sardaigne, et que c'est un moyen sûr de le détacher de l'alliance de l'Allema-

---

(1) Jusqu'en 1746, on pouvait penser ainsi; mais nos triomphes constans ont détruit l'erreur où l'on était que les Français ne seraient jamais long-tems victorieux en Italie.

gne. Cela pourrait être juste ; mais c'est une raison pour n'y pas croire.

Le roi reste très-peu à Versailles. Choisy est, comme par le passé, le théâtre de ses plaisirs. Il est plus que jamais épris de la marquise, et témoigne la plus grande indifférence à sa propre famille.

Mademoiselle d'Étioles n'est plus avec son père ; c'est sa mère qui s'est chargée de son éducation. Elle est élevée en princesse ; on dit même que la marquise a des projets de grandeur pour cet enfant, que la faiblesse du roi rend très-possible. En attendant, elle a une maison montée, et ne porte plus le nom de d'Etioles ; on la nomme mademoiselle Alexandrine : on lui fait une cour assidue ; et sa mère se fait rendre compte des personnes qui vont lui rendre leurs hommages. Les courtisans sont bien bas !

## LETTRE XIX.

*Le même au même.*

Le grand deuil de madame la Dauphine étant fini, les spectacles sont repris à la cour, qui est maintenant à Fontainebleau.

M. le Dauphin se montre peu en public ; il vient quelquefois incognito à Versailles embrasser sa fille, et repart sur-le-champ pour se trouver au coucher ou au lever du roi, selon l'heure à laquelle il est parti.

Le maréchal de Saxe n'a pas quitté l'armée, c'est vous annoncer qu'il continue d'être victorieux. Il vient de gagner la bataille nommée *de Rocoux*, et cette victoire prouve jusqu'à quel point les troupes ont confiance dans leur chef.

Vous savez combien ce général aime les soldats, et combien il en a soin. La campagne s'étant ouverte de très-bonne heure, M. de Saxe a pensé qu'il serait possible de prendre les quartiers d'hiver un peu plus tôt, en conséqnence, il en a fait faire la proposition au prince Charles, qui est venu dans les Pays-Bas commander les armées alliées. Le prince lui a répondu avec hauteur *qu'il n'avait ni conseil ni ordre à prendre de lui. Hé bien!* a dit à son tour le maréchal, *je l'y forcerai de la bonne manière.* Sur-le-champ il a donné l'ordre de se tenir prêts à livrer bataille pour le surlendemain.

Vous saurez que le maréchal, à l'imitation du roi, a sa maîtresse avec lui, et qu'on joue la comédie dans le camp avec autant de sécurité que si l'on était à cent lieues du théâtre de la guerre. La veille de la bataille, madame Fa-

vart, en venant annoncer, a dit : *Messieurs, demain il y aura relâche, à cause de la bataille ; après-demain, nous aurons l'honneur de vous donner, etc., etc.* Cette assurance de la part de la maîtresse du maréchal n'a pas été déçue : la bataille s'est donnée, et la victoire, accoutumée à marcher aux côtés du général, ne l'a pas quitté.

Les ennemis ont laissé douze mille hommes sur le champ de bataille, trois mille prisonniers ; et, si la nuit n'eût pas fait cesser le combat, l'armée des alliés aurait été détruite entièrement.

L'on ne parle plus que de la bataille de Rocoux, de l'annonce de l'actrice, des talens et de la bravoure du maréchal.

Il s'en faut de beaucoup que nous soyons aussi heureux en Italie. Nous avons été forcés de quitter Gênes et de rentrer en Provence. Les troupes

sont dans un dénûment total ; presque tous les officiers sont à pied. L'on débitait tout bas, ce matin, que les Autrichiens et les Piémontais avaient passé le Var au nombre de quarante mille hommes, que la terreur s'était emparée des habitans, et qu'ils allaient au-devant des vainqueurs pour leur offrir des contributions, et se préserver du pillage.

Jusqu'à ces défaites, l'on pensait toujours que la nouvelle dauphine serait une princesse de Savoie ; on avait même la certitude que la demande en avait été faite, sous la condition que le roi de Sardaigne garantirait le royaume de Naples et le duché de Parme pour les princes de la maison d'Espagne ; mais ce roi ayant répondu *qu'il ne pouvait promettre ce qu'il ne pouvait tenir*, les négociations ont été rompues, et

Louis XV a dit : *Par son obstination, il fait perdre une belle couronne à sa fille.*

Personne ne doute plus aujourd'hui que d'Argenson, des affaires étrangères, ne soit disgracié. Il a eu, ces jours derniers, une vive altercation avec son frère, qui est en partie cause que ce ne sera pas une princesse de Savoie qui sera dauphine, et voici comment :

Le ministre des affaires étrangères avait engagé le roi à pressentir le cabinet sarde sur le désir que Sa Majesté avait formé pour cette alliance. On ne prescrivait aucune condition, et la proposition devant nécessairement être acceptée par ce souverain, il s'ensuivait nécessairement une rupture avec l'Autriche. Tout cela allait à merveille ; mais les amis de l'impératrice ne voulant pas lui ôter un allié

aussi zélé, ont fait échouer ces combinaisons politiques; et d'Argenson de la guerre, sans consulter son frère, a fait une demande ultérieure où il stipulait formellement la garantie de Naples. Alors le roi de Sardaigne a fait la réponse dont je vous ai parlé.

Le ministre des affaires étrangères, en apprenant que celui de la guerre avait usurpé les droits de sa place, s'en est plaint avec amertume. Les deux frères se sont dit de gros mots; ils parlaient avec tant de véhémence, et élevaient la voix au point que l'on entendait du premier cabinet toute la conversation. L'on n'a pas oublié une expression qui fait gémir les amis de la France et divertit les courtisans.

En quittant son frère, le ministre des affaires étrangères lui a dit : « Je ne suis plus surpris actuellement que la

reine de Hongrie nomme madame de Pompadour sa cousine, elle la sert en bonne parente, mais non pas en bonne française.

La marquise n'ignore pas que le ministre a intercepté ses lettres; elle s'en rit et fait fort bien, puisque le roi n'a pas le courage de lui faire des reproches de l'intérêt qu'elle prend à cette souveraine.

Les courtisans se vengent à Paris des mépris dont la marquise les couvre à Versailles, et quand on parle d'elle, on ne la nomme plus que *la cousine de la reine de Hongrie.*

Les plaisanteries continuent toujours sur le compte de son frère, relativement à son titre de marquis de Vandières; l'on vient de le débaptiser, et il se nomme actuellement le marquis *de Marigny.* Sa sœur vient d'acheter le bel hôtel d'Evreux, qui était réservé

pour les ambassadeurs; mais il n'y a rien de trop beau pour *la proche parente d'une grande souveraine.*

## LETTRE XX.

*Le comte de*** au Provincial.*

Le maréchal de Saxe est à Paris, fêté et chéri. Aux spectacles, dans les promenades, il excite un enthousiasme bien mérité; il n'en est pas de même à la cour. Le roi, environné de gens qui comptent pour peu de chose la gloire, lui montre beaucoup trop de froideur; le maréchal en a été blessé, et a dit hautement « que Sa Majesté ne lui marquait pas plus de considération qu'à M. de Cassemate, gentilhomme de la Venerie ». Néanmoins il se pourrait très-bien que ce général reprit incessamment une très-grande faveur; car

vous saurez que le duc de Richelieu est parti pour Dresde, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, pour demander la fille du roi de Pologne. La reine ne paraît pas très-satisfaite de cette alliance. En effet, comment pourra-t-elle prodiguer sa tendresse à la fille de celui qui a détrôné son père. Mais telle est la politique, elle étouffe tous les sentimens.

Selon l'usage, le portrait de la princesse a été envoyé, et les courtisans ne la trouvent point jolie.

M. le Dauphin se rend à la raison d'état; mais il est aisé de voir que c'est contre son gré que se forme cette union. En effet, il n'y a pas cinq mois qu'il a perdu la femme qu'il adorait, et il est forcé de témoigner sa tendresse à une autre. Il faut convenir que les princes sont plus malheureux que les particuliers; plusieurs femmes de la

cour en peuvent donner la preuve ; par exemple, les inconséquences que commet madame la duchesse de Chartres, jeune et jolie, d'un caractère un peu léger, sont transformées en fautes graves, tandis qu'on ne fait que rire de l'inconduite plus qu'indécente que mènent quelques-unes des dames qui l'entourent.

L'on se distrait des nouvelles fâcheuses de la Provence en faisant de grands préparatifs pour les fêtes qui auront lieu au mariage de M. le Dauphin.

Le maréchal de la Fare et la duchesse de Brancas vont recevoir la jeune princesse à la frontière.

La reine a obtenu de son époux que le roi, son père, n'assisterait point aux noces de son petit-fils, et qu'il resterait en Lorraine.

La princesse de Saxe pourra se convaincre qu'elle vient en France avec la

certitude de ne point posséder le cœur de son époux, d'être détestée de sa belle-mère, de son grand-père, et d'être fort indifférente au roi. Cette perspective n'est pas agréable; mais elle sera dauphine et par suite reine, c'est un grand motif de consolation.

## LETTRE XXI.

*Le Courtisan à M. Duverney.*

L'on débite ici, mon cher Duverney, une nouvelle qui demande confirmation; comme c'est par vous seul que je puis être instruit, je vous prie de me dire si elle est vraie ou fausse.

On assure que M. d'Argenson, de la guerre, est allé trouver le maréchal de Belle-Isle à votre château de plaisance,

pour lui proposer le commandement de l'armée de Provence, qui est à peu près détruite. On ajoute même que les Anglais bombardent les îles Sainte-Marguerite, et que le maréchal et son frère, qui ne l'ignorent pas, ont représenté au ministre qu'il ferait mieux de conserver au maréchal de Maillebois le commandement; que d'ailleurs, dans la position où étaient les choses, il était impossible d'espérer une amélioration, et que les malheurs qui seraient la suite des circonstances leur devant (selon les combinaisons des courtisans qui ne jugent que par les résultats) être imputés, ils remerciaient le ministre d'avoir pensé à les remettre en activité, mais qu'ils ne croyaient pas devoir accepter sa proposition; qu'alors M. d'Argenson leur avait répondu « qu'ils devaient regarder sa démarche comme un ordre du roi auquel il fallait obéir,

et que Sa Majesté les attendait pour conférer avec eux sur les moyens de défense. »

Vous devez penser que si cette nouvelle est vraie, elle dérangera beaucoup de projets, causera beaucoup d'humeur à la marquise, qui en fera prendre au roi; que le ministre de la guerre, pour plaire à la favorite, donnera des ordres qui contrarieront ceux du général, et qu'il sera de nouveau dans la disgrace. Voilà ce que je crains et ce que beaucoup d'autres espèrent.

## LETTRE XXII.

*M. Duverney au Courtisan.*

RIEN n'est plus vrai que votre nouvelle, M. le comte; le maréchal de Belle-Isle et le chevalier son frère, partent pour la Provence.

MM. de Belle-Isle ont eu une conférence avec Sa Majesté, qui m'a fait l'honneur de m'y admettre.

Je serais garant que le roi les soutiendra dans les projets qu'ils ont conçus pour réparer nos pertes.

Si comme moi vous eussiez vu avec quelle bonté Sa Majesté les a accueillis, vos craintes cesseraient. Il me semblait être plus jeune de quelques années.

« Asseyons-nous, a dit le roi, et causons sans contrainte. »

« Sire, a dit le maréchal, notre situation en Provence est presque sans espérance. — Voilà pourquoi je vous ai choisi pour réparer nos pertes et rétablir la gloire de nos armes. — Je crains, Sire, de ne pouvoir servir Votre Majesté avec succès, ma santé et mes forces étant très-affaiblies. — Votre frère vous aidera, il a de l'intelligence, de la santé; il a réussi dans sa dernière cam-

pagne. Les Espagnols nous laisseront les seize bataillons que je leur ai demandés. Je fais marcher des troupes qui arriveront à la fin de décembre. — Mais les ennemis sont en force ; ils ont passé le Var sans obstacle ; il serait très-possible qu'ils tentassent le siége de Toulon, qui ne pourra pas tenir plus de quinze jours. — Je sais tout cela, et je sais aussi que vous pouvez parer à ces maux presque inévitables. Cependant soyez assurés que je ne vous imputerai point les mauvais succès. J'exige que vous acceptiez le commandement. Le chevalier de Belle-Isle sera le premier lieutenant général, Duverney approvisionnera l'armée, et je compte sur votre zèle à tous deux pour mon service. »

D'après cette conversation, vous pensez, M. le comte, que MM. de Belle-Isle ont dû obéir. Ils partent demain.

Le courier qui est arrivé hier n'a pas donné de meilleures nouvelles. Le commandant des îles Sainte-Marguerite s'est rendu honteusement et presque sans défense. Les villes de Grace et de Draguignan sont prises, et le siége d'Antibes est commencé.

M. de Chavigny part incognito, et sans aucun caractère, pour entamer une grande négociation qui pourrait, si elle réussit, favoriser les opérations de MM. de Belle-Isle; enfin l'espoir est entré dans mon ame.

Connaissant, M. le comte, votre attachement pour le roi, je me fais un plaisir de vous instruire de ce qui peut calmer les inquiétudes de tous les bons Français.

J'ai l'honneur d'être, etc.

## LETTRE XXIII.

*Le Courtisan au Provincial.*

MADAME la Dauphine est arrivée : le roi et M. le Dauphin ont été au-devant d'elle. Quand la princesse a aperçu la voiture du roi, elle a descendu de la sienne ; le roi en a fait autant.

Les courtisans qui remarquent tout, ont trouvé extraordinaire, non qu'elle se soit mise aux genoux du roi, mais qu'aussitôt que Sa Majesté l'a eu relevée, elle ait été embrasser M. le Dauphin.

Elle est plus jeune que la feue Dauphine, mais n'a pas autant de grace. Elle n'est pas laide, parce qu'on ne peut l'être à quinze ans ; mais elle n'est pas jolie.

Le mariage s'est fait avec tout l'apparat que Louis XV met dans les

grandes cérémonies. La cour paraît si joyeuse, qu'on ne se douterait pas que les deux tiers de la France sont ruinés, et l'autre en deuil.

Vous savez que l'étiquette exige que le roi donne la chemise de nuit de la mariée, et la reine celle du marié. Cette cérémonie s'est passée en présence de toute la cour. M. le Dauphin apercevant quelques meubles de la feue Dauphine, ne put retenir son émotion; sa jeune épouse s'en apercevant lui dit : « Donnez, Monsieur, un libre cours à vos pleurs, et ne craignez point que je m'en offense ; elles m'annoncent au contraire ce que j'ai droit d'espérer moi-même, si je suis assez heureuse pour mériter votre estime. »

La conduite et les discours de cette jeune princesse lui concilient tous les cœurs, même celui de la reine, qui ne

devait la considérer que comme la fille de celui qui avait détrôné son père.

Elle met enfin beaucoup d'adresse dans tout ce qu'elle dit et dans tout ce qu'elle fait. Vous allez en juger par ce qui est arrivé le surlendemain de sa noce.

Même dans la parure des princesses il existe un ordre invariable, et les deux premiers jours du mariage elles doivent porter en bracelet les portraits du roi, de la reine et de leur époux ; le troisième jour, vient le tour de leur père, et la reine doit le remarquer, ce qui est encore de l'étiquette. Une partie de la journée s'était écoulée sans que personne eût osé fixer cet ornement. L'on remarquait seulement que le bracelet était plus brillant que les autres. Enfin la reine prit sur elle de lui dire : « Voilà donc, ma fille, le portrait du roi votre père? Oui, Madame, a répondu madame la Dauphine en

présentant son bras à Sa Majesté : voyez comme il est ressemblant. » La reine a été très-surprise et très-flattée d'apercevoir le portrait du roi Stanislas.

Le roi a pris sa belle-fille dans ses bras, et l'a embrassée avec tendresse ; la reine l'a arrosée de ses larmes ; et l'intelligence la plus grande règne dans toute la famille.

La jeune dauphine a prié son époux d'obtenir du roi son père la permission d'aller présenter ses respects au roi Stanislas. Les fêtes finies, les deux époux partir ontincognito pour la Lorraine.

Le jour du mariage, en sortant de la chapelle, madame la Dauphine ayant aperçu le maréchal de Saxe, lui fit un salut très-respectueux ; et rentrée dans les appartemens, elle alla à lui, l'appela son oncle et l'embrassa.

Ce général a été du banquet, et le roi

vient de le nommer *maréchal général de ses camps et armées*, titre dont avait été revêtu le maréchal de Turenne.

La faveur bien méritée du maréchal de Saxe cause beaucoup de jalousie ; et les ministres, pour arrêter le cours de ses victoires, travaillent décidément à nous donner la paix.

Le comte d'Argenson, des affaires étrangères, vient de donner sa démission. Son frère, qui a beaucoup contribué à sa disgrace, n'a cependant pas osé le faire exiler, comme cela est devenu l'usage ; mais on lui a demandé sa démission. MM. de Chavigny et Duverney voulaient qu'il attendît la lettre de cachet. L'honnête d'Argenson, peu ambitieux, et désirant mener une vie tranquille, a préféré donner sa démission. L'on dit que M. de Puysieux va le remplacer ; mais il n'y restera pas

long-tems : sa franchise et sa probité déplairont bientôt aux intrigans.

## LETTRE XXIV.

*Le comte de *** à M. Duverney.*

J'ESPÉRAIS, mon cher Duverney, profiter de votre offre obligeante, et aller chasser à Sampigni pendant le séjour de monsieur et madame la Dauphine auprès du roi Stanislas; mais la mort de la reine son épouse a dérangé tous mes projets. Je suis obligé de rester auprès de M. le Dauphin.

La reine est dans la plus grande douleur de la mort de sa mère. Le roi, par respect humain, reste avec sa famille, mais cela lui donne beaucoup d'humeur. Les voyages de Choisy sont suspendus. Pendant le grand deuil il

y aura des *révérences* chez la reine (1). La marquise profite de ce tems de tristesse pour faire orner son hôtel. Elle est à Paris depuis trois jours; ce qui laisse le roi dans une solitude très-ennuyeuse. M. le duc de Chartres ne quitte pas Sa Majesté.

Le prince de Beauveau est parti pour Lunéville chercher le roi Stanislas. Il passera tout le tems du deuil à Versailles; après, M. le Dauphin et madame la Dauphine le reconduiront en Lorraine, si toutefois madame la Dauphine n'est pas enceinte.

Cette mort contribue à accélérer

---

(1) *Révérences*, cérémonies usitées lors de la mort des pères et mères des reines. Les princesses du sang et les dames de la cour étaient obligées de venir, vêtues de deuil et d'un grand voile de crêpe, saluer la reine, qui les recevait sur une espèce de trône.

l'ouverture de la campagne, afin de donner un prétexte plausible au roi de quitter Versailles, où il tomberait malade d'ennui, si cela durait encore long-tems.

Hier, Sa Majesté a été souper, dans le plus grand incognito, chez la comtesse de Toulouse. Cette princesse n'aimant pas la marquise, on en a conclu que son séjour à Paris éta une disgrace, et que la comtesse de Toulouse, en possession depuis long-tems de la confiance du roi, avait bien voulu consentir à ce qu'il vît chez elle la jeune comtesse d'Estrade, qui est depuis quelque tems sur les rangs pour supplanter madame de Pompadour.

Cette nouvelle, vraie ou fausse, dit à tout le monde; elle est parvenue jusqu'à M. le Dauphin, qui m'a demandé ce matin à son lever, si elle était vraie. « Je ne l'affirmerais pas plus

que vous, monseigneur, lui ai-je dit; mais on l'assure. »

Si cela est, la marquise sera peu regrettée; car elle a déjà fait beaucoup plus de mal que de bien.

## LETTRE XXV.

*M. Duverney au comte de* ***.

Marseille.

Je m'empresse, M. le comte, de vous faire part des premiers succès de M. le maréchal de Belle-Isle.

Il a commencé par rassembler l'armée éparse çà et là. Le général espagnol lui a donné toute sa confiance; ce qui n'existait pas avec l'ancien général.

Castillane est pris; M. de Maulevrier y est entré de force, l'épée à la main.

M. Neuhams, général autrichien, est prisonnier. L'armée marche sur Luc.

M. de Chavigny a parfaitement réussi dans sa mission : Gênes est révolté contre les Autrichiens.

Je reçois à l'instant un courier du maréchal, qui m'annonce qu'il vient de s'emparer du comté de Nice. Des conseillers perfides l'engageaient à dévaster les beaux vergers de ce comté ; mais toujours bon et compatissant pour les maux d'autrui, il leur a répondu : *N'imitons pas les Autrichiens, qui ont brûlé les arbres et ruiné les propriétaires : des Français ne doivent donner que de bons exemples.*

J'envoie un courier pour accélérer des ordres de fournitures, et j'en profite pour vous annoncer ces bonnes nouvelles ; vous les saurez un des premiers, l'aide-de-camp du général ne partant que demain. Je vous salue.

## LETTRE XXVI.

*Le comte de *** au Provincial.*

Rien n'est comparable à la révolution qui vient de s'opérer à Gênes. Les paysans, conduits par un hermite, se sont révoltés contre une partie du sénat; l'autre partie, soupçonnée d'intelligence avec les Autrichiens, a été obligée de fuir, et leurs maisons ont été dévastées. Un vaisseau français a été assez heureux pour échapper à la flotte anglaise. Il a porté un million aux Gênois, et cette somme a maintenu le courage des habitans, qui ne pouvaient plus payer leurs milices, quoique les dames gênoises eussent eu la générosité d'engager leurs pierreries chez des Juifs, pour subvenir aux frais des ouvrages nécessaires.

Le duc de Boufflers a montré, dans cette circonstance, un courage et un savoir bien rares; il a enfin forcé les Autrichiens à lever le blocus. Malheureusement il n'a pas joui de son triomphe : la petite-vérole l'a enlevé le jour où les ennemis se retiraient. Il est regretté de toute l'armée et de ses amis. Il était homme vertueux, bon citoyen, et d'un courage à toute épreuve.

Gênes n'est pas encore délivré entièrement du joug des Autrichiens; mais le maréchal de Belle-Isle les tient en échec. S'ils recommençaient le siége, le maréchal les attaquerait, et sûrement aurait l'avantage. La position des deux armées les met dans le cas d'être arrêtées l'une par l'autre.

La postérité croira difficilement à ce concours d'événemens, tantôt heureux, tantôt malheureux.

Les Hollandais, qui ont toujours

conservé le souvenir de la hauteur de Louis XIV, ne peuvent concevoir la modération de son arrière petit-fils. Ils regardent ses démarches pour la paix et ses ménagemens comme des preuves de faiblesse, ou comme des piéges. Cependant, le roi, en s'emparant du Brabant hollandais, a déclaré aux Etats généraux « qu'il ne regardait ces places que comme un dépôt qu'il s'engageait à restituer aussitôt que les Hollandais cesseraient de fomenter la guerre, en accordant à ses ennemis des secours d'hommes et d'argent. »

L'invasion du Brabant hollandais a engagé tout le peuple à demander un Stathouder : le prince d'Orange a été nommé unanimement.

Les motifs de cette nomination sont énoncés dans le diplôme de son élection, qui porte *qu'en considération des tristes circonstances où l'on était,*

*on nommait Stathouder, capitaine et amiral général, Guillaume-Charles-Henri Frison, prince d'Orange, de la branche de Nassau-Diest.*

Ainsi Louis XIV, en 1672, et Louis XV en 1747, ont fait créer deux stathouders par la terreur qu'ils ont inspirée, et le peuple de Hollande a rétabli deux fois ce stathoudérat, que la magistrature voulait détruire.

Tant d'intérêts divisés rendent bien malheureux les peuples chez lesquels est le théâtre de la guerre. Vous devez bénir le sort qui vous en tient éloigné, et ne vous fait connaître ses malheurs que par les récits.

Les Provençaux sont ruinés. Il faudra plus de dix ans pour réparer les désastres occasionnés par les Autrichiens.

## LETTRE XXVII.

*M. Duverney au comte de ***.*

Je vous envoie un courier, M. le comte, pour que vous alliez sur-le-champ trouver madame de Belle-Isle, et la préparer au coup affreux que le sort vient de lui porter.

Je pleure dans ce moment deux amis qui m'étaient bien chers, le chevalier de Grille et le comte de Belle-Isle, méritant tous deux un meilleur sort. Nos pertes sont incalculables. Il y a heureusement long-tems qu'on n'a vu un pareil carnage. Le marquis de Brienne, le comte de Goas et beaucoup d'autres officiers, ont péri. Il est resté sur le champ de bataille trois mille six cents morts et seize cents blessés.

Notre perte fera que l'on conservera long-temps le souvenir du combat d'Exiles.

Le malheureux comte de Belle-Isle est mort en désespéré. Blessé aux deux mains et ne pouvant plus s'en servir pour arracher les palissades, il tirait des bois avec ses dents ! Enfin il a reçu le coup mortel.

L'on conduit les blessés à Briançon. Je vais m'y transporter pour donner les ordres nécessaires.

Adieu, M. le comte, je suis au désespoir.

## LETTRE XXVIII.

*Le comte de *** à M. Duverney.*

Je me suis acquitté, mon cher Duverney, de la pénible commission dont vous m'avez chargé.

Le courage de madame de Belle-Isle égale celui du comte. Elle s'est résignée à son sort avec une force d'ame digne d'admiration.

Le duc de Richelieu est inconsolable de la perte du chevalier de Grille ; je ne l'aurais pas cru capable d'autant d'attachement.

Vous avez dû recevoir un soulagement à votre douleur dans la conduite de M. d'Audifret (1) et de sa digne épouse. On dit ici qu'ils ont vendu leur vaisselle d'argent pour donner des secours aux malades ; que madame d'Audifret, prête d'accoucher, prend soin des hôpitaux et panse les blessés.

Le courage des femmes, dans les circonstances pénibles, surpasse quelquefois le nôtre, et ces temps calami-

(1) M. d'Audifret était lieutenant de roi de Briançon.

teux en ont fourni beaucoup d'exemples. Il semble que la reine de Hongrie les ait toutes électrisées.

Le roi, malheureux partout où il n'est pas, et victorieux partout où il est avec le maréchal de Saxe, propose toujours la paix, et toujours ses propositions sont refusées. L'on espère cependant que le nouveau stathouder, dont les intérêts s'opposent à la continuation de la guerre, pourrait accélérer les conférences de Bréda. Néanmoins Marie-Thérèse entretient toujours l'esprit de défiance, et la cour de Londres remue l'Europe pour faire de nouveaux ennemis à la France. On assure que le cabinet britannique a obtenu un secours formidable de l'impératrice de Russie, moyennant cent mille livres sterling, et que le traité est signé. Il faut espérer que les nouvelles conquêtes projetées par

le maréchal de Saxe forceront à la paix avant l'arrivée des Russes.

Quitterez-vous bientôt le Dauphiné? Je sais bien que votre présence y est nécessaire, et que là où il y a des malheureux, vous vous faites un devoir de les secourir; mais vos amis désirent votre retour.

Je n'ose vous faire part d'une nouvelle qui nous a tous indignés. Enfin vous l'apprendrez un peu plus tôt ou un peu plus tard. Croiriez-vous que madame de Lauraguais, sœur de madame de Châteauroux, comblée de ses bienfaits, s'est fait la complaisante intime de madame de Pompadour; que le roi voit cette duchesse auprès de sa favorite sans émotion et sans aucuns souvenirs. Quelle honte! Cela est affligeant pour des cœurs sensibles et reconnaissans.

M. de Bourgade vous envoyant un

courier, je le charge de ma lettre. Je n'oserais, en vérité, la mettre à la poste tant la favorite a de crédit, qu'elle n'emploie que trop souvent pour faire le mal.

## LETTRE XXIX.

*Le comte de *** au Provincial.*

Voici encore une bataille mémorable de gagnée. Le maréchal de Saxe vient d'augmenter sa gloire à Lawfelt, si elle pouvait augmenter. Le roi a voulu la bataille, et le maréchal l'a préparée.

Il paraît que les pertes ont été grandes de part et d'autre ; le marquis de Ségur a eu un bras emporté. Il était à peine guéri des blessures qu'il avait reçues à Liége, qu'il a voulu se signaler à la ba-

taille de Lawfelt. Le roi a dit au comte de Ségur : *Votre fils méritait d'être invulnérable.*

Cette bataille sera mémorable et par la bravoure des troupes et par les expressions du roi. On lui a présenté le général Ligonier, au service de l'Angleterre. « Ne vaudrait-il pas mieux, M. le genéral, a dit le roi, songer sérieusement à la paix que de faire périr tant de braves gens » (1). Après la bataille le roi a encore fait proposer la paix et on l'a encore refusée. Il paraît que les ennemis comptent beaucoup sur les se-

---

(1) Cet officier général était né français. Louis XV le fit manger à sa table. L'on remarqua que le roi lui dit: « M. le général, je » regrette beaucoup des officiers écossais qui » étaient au service de France, et que votre » gouvernement a fait périr sur des échafauds. »

cours russes, sur leurs succès en Italie, sur le stathouder qui lève une armée, sur les cercles de l'Empire, et sur la supériorité des flottes anglaises qui menacent les possesions françaises.

Ce nouveau refus a donné de l'humeur au roi, qui a ordonné le siége de Berg-op-Zoom.

L'absence du roi et celle de presque tous les hommes de la cour rendent le séjour de Versailles extrêmement triste. La reine est renfermée dans sa famille. L'on n'intrigue point; et où le courtisan ne trouve point d'intrigue, il rencontre l'ennui.

L'on est forcé, pour avoir quelque chose à dire, de parler des lettres que le roi a écrites à la reine et à M. le Dauphin. La duchesse de Luynes en donne des copies à qui les veut. Je vous en envoie une.

*Copie de la lettre de Louis XV à la reine.*

« Je viens de remporter une grande » victoire par la protection marquée » de la vierge. La bataille s'est donnée » le jour de sa fête (1). C'est contre » des hérétiques que nous avons com- » battu, et les Autrichiens en ont été » les spectateurs bénévoles. Le prince » de Hesse a défendu vigoureusement » le village de Lawfelt, dont la ba- » taille portera le nom; mais le ma- » réchal de Saxe l'ayant attaqué en- » core plus vigoureusement, et ayant » chargé lui-même à la tête de quel- » ques brigades, l'a enfin emporté.

» Les Français ont combattu comme » des héros. Le comte de Bavière a

(1) Le 2 juillet, fête supprimée depuis, et qu'on nommait la *Présentation*.

» été tué. Nous avons fait prisonnier
» *Ligonier*, général anglais.
» Adieu, ma chère femme. »

*Copie du billet de Louis XV à monsieur le Dauphin.*

« Je vous charge, mon fils, de dire
» à madame la Dauphine qu'elle fera
» bien d'écrire au maréchal de Saxe,
» et qu'elle n'oublie pas de le gronder
» de ce qu'il s'expose comme un sim-
» ple soldat.
» Nous avons pris des étendards,
» du canon, des drapeaux et des tim-
» balles à l'ennemi.
» Adieu, mon cher fils. »

Voici nos seuls amusemens, si j'en excepte les *Te Deum* qui se chantent avec beaucoup d'apparat.

J'apprends, par M. de Bourgade, que M. Duverney passe de la Provence dans les Pays-Bas. Vous le verrez sans

doute, puisqu'il ne vient pas par Paris.

Dites-lui que je compte sur lui pour obtenir une pension en faveur de M^rae^. de Grille ; il s'en faut qu'elle soit riche, et les services de son mari sont des titres incontestables, si la marquise et d'Argenson ne se ressouviennent pas qu'il était l'ami intime de madame de Châteauroux.

## LETTRE XXX.

*Le même au même.*

Il faut espérer qu'à force de victoires nous obtiendrons la paix. Le comte de Lowendal, contre l'espoir des Français et de presque tous les officiers généraux, vient de prendre d'assaut Berg-op-Zoom.

Le roi en apprenant cette heureuse

nouvelle, a dit : « Tout le monde gagnera à cette conquête. Je donne le bâton de maréchal à M. de Lowendal, et j'espère délivrer mes sujets du fléau de la guerre. »

Le maréchal de Saxe est nommé commandant général des Pays-Bas.

Le roi paraît aussi empressé de faire la paix. L'abbé de la Ville est chargé de déclarer aux Etats généraux que les principes de modération du cabinet de Versailles n'ont point changé malgré les nouvelles victoires.

L'armée ennemie paraît découragée, cependant les généraux ne croient point encore à la paix. Les maréchaux de Saxe et de Lowendal prétendent *qu'elle n'aura lieu qu'à Mastricht.* La consternation est extrême dans les Provinces-unies. L'on a saisi dans le port de Berg-op-Zoom dix-sept grandes barques chargées de munitions de toute es-

pèce, et de rafraîchissemens que les villes de Hollande envoyaient aux assiégés. Il y avait sur les coffres, en grands caractères : *à l'invincible garnison de Berg-op-Zoom.* Le cabinet britannique commence aussi à modérer ses prétentions. La prise de Berg-op-Zoom a causé à Londres la plus grande surprise. En effet, de tous les siéges connus, celui-là était peut-être le plus difficile.

Aujourd'hui que le comte de Lowendal est victorieux, maréchal de France, et en faveur, l'on ne fait plus de mauvaises plaisanteries sur son compte ; on exalte sa valeur, son savoir : c'est peut-être la première fois que des courtisans sont justes dans leurs éloges.

M. de Lowendal a servi chez les Russes contre les Turcs, et a vaincu les janissaires aux assauts d'Oczakow. Il parle presque toutes les langues de

l'Europe, connaît toutes les cours, leur génie, celui des peuples et leur manière de combattre ; l'amitié qu'il porte au maréchal de Saxe l'a déterminé à s'attacher à la France, c'est une obligation de plus qu'on doit à M. de Saxe.

La reine de Hongrie ne s'opposera peut-être plus à la paix, car elle ne peut que perdre à la continuation de la guerre, le maréchal de Saxe rançonnant les provinces de la Flandre autrichienne toutes les fois qu'il a besoin de secours pécuniaires. Il a déjà fait racheter deux fois, à la ville de Bruxelles, son superbe cours, en la menaçant de le faire abattre. En général, ce héros ne ménage pas les vaincus.

Les deux vainqueurs des Pays-Bas et du Brabant hollandais ont paru hier à la cour, et ont causé le plus grand enthousiasme.

La reine leur a donné à tous deux

un bouquet de lauriers, entouré d'immortelles; et, par une faveur inconnue jusqu'alors, les a embrassés lorsqu'ils se prosternaient pour lui baiser la main. L'on chante des couplets dans les rues, dont le refrain est :

Stilà qui pincit Berg-op-Zoom,
Est un vrai moule à *Te Deum.*

Madame la Dauphine a nommé publiquement le maréchal de Saxe *son oncle.* Il y a eu grands appartemens ce soir et banquet dans le salon de la guerre ; toute la famille royale et les deux maréchaux ont été de ce banquet. Le maréchal de Saxe, en se mettant à table, a dit au roi : « Sire, en revenant de Mastricht nous souperons dans le salon de la paix (1).

(1) Aux deux bouts de la galerie, à Versailles, sont deux salons, nommés, l'un le *Salon de la Paix*, l'autre le *Salon de la Guerre.*

Les conférences commencées et rompues à Bréda vont avoir lieu de nouveau à Aix-la-Chapelle.

Il y aura tout l'hiver spectacle à la cour, mais cela ne la rendra pas plus gaie, le roi restant toujours enfermé dans ses petits appartemens avec sa favorite et le peu d'*élus* qu'elle y appelle.

Les deux maréchaux n'ont pas été lui faire la cour, et son amour-propre en a été offensé. Le roi, soupçonnant le motif de l'humeur de la marquise, a forcé MM. de Saxe et de Lowendal de se trouver avec elle, en les engageant à venir à Choisy, où ce sera elle qui fera les honneurs.

L'on fait de grands préparatifs pour les recevoir. Il y aura illumination et spectacles.

Le roi Stanislas vient passer l'hiver à Versailles. Il y sera incognito sous le nom du comte de Commerci.

## LETTRE XXXI.

*Le même au même.*

Tout commence à se civiliser. Cependant nous n'avons point encore la paix.

Le duc de Richelieu est à Gênes. Il a, dans plusieurs circonstances, avec les secours des Espagnols, repoussé les Autrichiens, fortifié des postes importans, et mis en sûreté les côtes qui sont menacées par une flotte anglaise.

Le maréchal de Belle-Isle est toujours en observation et s'oppose aux tentatives que pourraient faire les Piémontais et les Autrichiens, ce qui rassure de ce côté.

Il serait à souhaiter que nous fus-

sions aussi tranquilles pour nos possessions dans les îles. C'est un malheur attaché aux souverains du continent, de ne pouvoir déclarer la guerre à l'Angleterre, sans que cette secousse se fasse sentir aux extrémités du monde.

La supériorité de l'Angleterre vient du peu de prévoyance du cardinal de Fleury, qui redoutait la guerre, et qui croyait vivre assez long-tems pour assurer une paix éternelle. Nous sommes pauvres, absolument pauvres en vaisseaux, tandis qu'à l'instant où je vous écris, les Anglais ont une flotte dans les mers de l'Ecosse et d'Irlande depuis l'invasion du prétendant, une à Spithead, une aux Indes orientales, une vers la Jamaïque, et une autre à Antigoa. Comment résister à de telles forces? La paix, voilà le seul moyen.

Les bons Français n'envisagent pas sans frémir les maux qui peuvent résul-

ter de la continuation de la guerre. Ils sont incalculables. Nous sommes épuisés d'hommes et d'argent; cela n'empêche pas la marquise de tirer des fonds considérables du trésor royal pour enrichir sa famille et ses complaisans. On assure qu'elle vient de placer une somme énorme à la banque de Venise sur la tête de sa fille. Elle appelle le duc d'Agenois son gendre; il paraît qu'il ne tiendra qu'à lui de le devenir. Si elle osait elle en ferait le traité à l'avance. Je ne sais pourquoi je dis si elle osait, car elle se permet tout. Elle a invité ces jours derniers le maréchal de Saxe à dîner. Elle voulait le recevoir dans le bel hôtel d'Evreux, dont vous savez qu'elle est propriétaire; le maréchal s'est excusé du refus qu'il lui faisait, en lui disant qu'il avait promis d'aller à Brunoy voir M. de Montmartel; qu'il comptait faire

ce voyage avec M. Duverney, n'ayant point oublié que c'était à ces deux estimables financiers qu'il devait en grande partie ses succès, par le soin qu'ils avaient pris de pourvoir l'armée de subsistances.

La marquise, pensant bien que, le maréchal allant à Brunoy, il y aurait des fêtes, et voulant que tout eût l'air de se rapporter à elle, a déprié une grande partie de la cour qui devait être de son dîner, et s'est rendue à Brunoy presque en même tems que le maréchal.

Le roi, pour complaire à sa favorite, a été le même jour chasser dans la forêt de Sénard, et feignant d'ignorer qu'il y eût aussi grande compagnie à Brunoy, est arrivé au moment où l'on allait servir.

Sa Majesté, pensant bien qu'on n'oserait pas l'inviter, s'est invitée elle-même.

Tous les hommes qui s'y trouvaient étaient présentés à la cour, à l'exception de MM. de Montmartel et Duverney qui, par respect pour le roi, se tenaient derrière son fauteuil (1). Le roi à peine assis, s'est retourné, et a dit aux deux frères : « Il serait joli que je vinsse dîner ici pour en exclure les maîtres de la maison ; asseyez-vous ou je pars. » Cette faveur s'est étendue sur MM. de Bourgade et Micault d'Arveley, neveux de MM. Pâris.

La fête a été somptueuse. Les eaux, qui sont superbes, ont joué. Une illumination générale a fait qu'on pouvait se promener dans le parc comme en plein jour. Il y a eu spectacle. Madame Favart, maîtresse du maréchal, était

(1) L'étiquette voulait qu'il n'y eût que les personnes présentées qui mangeassent avec le roi.

une des actrices. Elle a chanté des couplets analogues aux circonstances : dans tous, le maréchal a été comparé à Mars, et la marquise à Vénus. Les couplets sont mauvais, en ce qu'il a fallu les changer pour fêter *la Vénus*, qu'on n'attendait pas. Sa Majesté en a eu sa part aussi : on l'a comparé à César.

La marquise, triomphante, a ramené le roi dans sa voiture. Ils se sont rendus à Choisy, où le maréchal a été forcé d'aller le lendemain, le roi le lui ayant demandé de manière à n'être pas refusé.

## LETTRE XXXII.

*Le même au même.*

Les officiers ont à peine goûté les douceurs du repos et les plaisirs de la capitale, que le maréchal de Saxe les appelle à de nouveaux combats. La campagne va s'ouvrir par le siége de Mastricht.

Le duc de Richelieu, avec un très-petit nombre de soldats, contient toujours les Autrichiens et les Piémontais. L'impératrice, étonnée des succès du duc, vient d'envoyer contre lui le comte de Brawn, pour tenter une nouvelle invasion de l'état de Gênes. Le duc de Richelieu, avec peu de troupes réglées et des paysans armés, a déjoué son entreprise, et a préservé la répu-

blique des insultes des Anglais ; mais, n'étant point assez en force pour tenter une action éclatante, il s'est contenté de se mettre sur la défensive.

La cour et la ville sont occupées du départ des officiers.

L'opéra comique a envoyé une députation au gentilhomme de la chambre de service, pour le supplier de défendre à madame Favart de quitter le spectacle pour suivre le maréchal à l'armée. Le gentilhomme de la chambre n'ayant pas osé donner un ordre qui aurait contrarié M. de Saxe, madame Favart est partie triomphante.

L'on est encore incertain si le roi se trouvera au siége de Mastricht. Il se pourrait que non ; car la marquise commence à se lasser de courir le monde.

Monsieur le Dauphin est dans des craintes mortelles de perdre sa fille.

Madame la Dauphine passe les jours et les nuits auprès de cette jeune princesse pour plaire à son époux.

La reine ne quitte pas la chapelle, pour demander à Dieu de conserver cet enfant.

Le roi est toujours à la chasse ou à la maison qu'il fait bâtir auprès de Trianon.

La marquise a voulu un jardin dans l'intérieur du parc : elle l'a aussitôt obtenu. On embellit à grands frais son hermitage; c'est ainsi qu'elle l'a nommé.

L'on assure que M. de Maurepas va quitter le ministère de la marine, non parce qu'il a négligé la marine, et est cause de la ruine du commerce, cela n'en vaut pas la peine, mais parce qu'il a fait de mauvais vers contre la marquise. Ce ne sont pas les premiers qu'on lui adresse, qu'elle a paru mé-

priser; mais ceux-ci étant d'un genre à piquer une femme dont le métier est de plaire, elle s'est vue forcée de punir l'audacieux qui a osé divulguer des secrets qu'une coquette ne pardonne jamais. C'est, dit-on, M. Roulier qui le remplace; son incapacité égale celle de M. de Maurepas. Tout le monde le sait; personne n'en prévient le roi. L'on se contente de faire des plaisanteries : en jouant sur le mot, l'on dit que *la marquise donne la marine à conduire à un roulier.*

Comme il est d'usage à la cour d'accabler celui qui perd les bonnes graces du maître, il n'y a pas un courtisan qui ne parle des défauts du comte de Maurepas et de sa mauvaise administration. Ceux que l'ambition et l'envie de plaire ne conduisent pas, désireraient qu'on laissât le comte dans ce département; et, quoique réellement il

n'eût pas un grand savoir pour un ministère aussi important, sa routine était encore préférable à l'ignorance de celui qui le remplace.

## LETTRE XXXIII.

*Le même au même.*

ENFIN, l'on travaille sérieusement à a paix. Mastricht a été pris presque aussitôt qu'investi. Après la plus savante marche que jamais général ait faite, la ville s'est rendue, et la garnison est prisonnière de guerre.

« Faites la paix bien vite, a dit le maréchal de Saxe au général ennemi, ou je vais droit à Nimègue. »

Les Russes ne seront d'aucun secours aux armées ennemies, puisqu'on

va faire la paix; ils sont pourtant déjà dans la Franconie.

A les juger par le récit qu'on en fait, ils eussent plus embarrassé leurs alliés qu'ils ne les eussent servis; ce n'est pas que ces peuples, à demi-sauvages, ne sachent bien se battre et bien obéir; mais leurs capitaines ne savent pas commander.

La consternation des Hollandais, qui sont menacés de plus grands maux que ceux qu'ils ont éprouvés en 1672, dont les meilleures troupes, montant à plus de trente-cinq mille hommes, sont prisonnières de guerre, les porte à vouloir sincèrement la paix. Le roi d'Angleterre n'en a pas moins besoin pour raffermir sa couronne, éteindre la fermentation occasionnée dans ses états par l'irruption du prétendant, et aussi pour ne plus payer les subsides qu'il s'est engagé de four-

nir à l'impératrice ; et, quoiqu'il ait l'espoir de s'emparer, à la longue, des possessions françaises en Amérique, il est à présumer que les succès des Français seront encore plus rapides en Europe.

La reine de Hongrie finira la guerre avec gloire, puisqu'elle a mis son époux sur le trône impérial.

Les rois de Prusse et de Sardaigne doivent gagner dans cette querelle ; ils y concourront donc aussi; et Louis XV, qui, à chaque victoire qu'il a remportée, a proposé la paix, ne continuera pas la guerre dont il est las, ainsi que toute la France. Nous devons, d'après toutes ces considérations, espérer un meilleur sort.

Cette heureuse perspective n'est pas aussi bien sentie, dans ce moment, par monsieur le Dauphin que par les vrais amis de la France. Ce malheu-

reux prince est plongé dans une douleur dont rien ne peut le distraire. Madame Marie-Thérèse, la fille qu'il a eue avec feu madame la Dauphine, vient de mourir; cette perte a rouvert les plaies de son cœur. Sa nouvelle épouse pleure avec lui; mais rien ne le console. Cette princesse était trop jeune pour que la cour en prît le deuil; conséquemment les spectacles n'ont point été suspendus. Ils ont cependant été à peu près déserts, la reine, les princesses ses filles s'étant abstenues de s'y rendre.

Monsieur le Dauphin a demandé au roi la permission d'aller passer quelque tems à Meudon : Sa Majesté la lui a accordée. Madame Henriette accompagne son frère, et la reine ira tous les jours voir ses enfans.

Il serait à désirer que madame la Dauphine devînt enceinte pour con-

soler son époux. Cette jeune princesse a déjà bien éprouvé des chagrins depuis qu'elle est en France ; le plus grand sans doute est la certitude où elle est que son mari ne l'aime pas, et qu'il adore toujours la première dauphine, quoique dans le tombeau.

## LETTRE XXXIV.

*Le même au même.*

Elle est enfin conclue cette paix tant désirée. Mais qui aurait osé, sans rougir, poser les bases d'un traité aussi honteux ! La France, victorieuse depuis cinq ans, qui a épuisé ses trésors, le sang de ses meilleures troupes, ne recueille aucun avantage, n'exige aucuns ménagemens, et reçoit la loi, tandis qu'elle aurait pu la dicter.

Le comte de Saint-Séverin, plénipotentiaire de la France, a déclaré que le roi son maître *voulait faire la paix, non en marchand, mais en roi.*

Les plénipotentiaires français ont mis tant de facilité à traiter, que le comte de Sandwich, craignant un dessous de cartes, a envoyé un exprès à ses espions à Versailles, espions presque tolérés, pour savoir si la conduite des ministres chargés de traiter de la paix n'était pas un piége dans lequel on voulait faire tomber les puissances belligérantes.

On lui a répondu « qu'il pouvait aller en avant; qu'on était certain que les ministres, jaloux de l'ascendant que le maréchal de Saxe prenait sur l'esprit du roi, et la maîtresse lasse de courir les champs, s'étaient tous ligués pour finir la guerre à quelque prix que ce fût. »

D'après cela, il a été convenu que dom Carlos serait paisible possesseur du royaume des deux Siciles; que dom Philippe, gendre du roi, aurait le duché de Parme et Plaisance; que le duc de Modène serait remis en possession de ses états, et que Gênes rentrerait dans tous ses droits. Le roi de Sardaigne garde ce qui lui a été cédé par le traité de Worms.

L'Angleterre conserve tous les avantages de son commerce, et le prince de Brunswick est reconnu roi de la Grande-Bretagne.

L'on garantit au roi de Prusse la Silésie, le comté de Glatz; et le grand-duc est reconnu empereur par toutes les puissances.

Mais ce qu'il y a de honteux, qui n'annonce plus de la modération, mais de la faiblesse, c'est que les fortifications de la ville de Dunkerque doivent

rester dans l'état où elles sont, et que l'on a exigé l'expulsion du malheureux prince Edouard d'Angleterre !

Tout le monde fait la réflexion bien naturelle, qu'après avoir appelé le prétendant en France, l'avoir ébloui d'espérances, l'avoir, au péril de sa vie, fait servir à nos desseins, il est affreux qu'on l'abandonne; mais telle est la volonté des ministres et de la favorite. Cette paix tant désirée ne cause presque pas de sensation; et l'on n'a pas appris sans indignation que le comte de Saint-Séverin avait eu un ordre secret du cabinet de Versailles *d'accorder à l'impératrice reine six semaines de plus qu'aux autres puissances, après la signature des articles, pour retirer ses troupes.*

Le comte de Brawn en a profité pour mettre à contribution les terres de la république de Gênes, où les

troupes autrichiennes étaient encore. Il a ajouté à la barbarie d'un pillage préparé, des hostilités sanglantes; et, voulant terminer la guerre par une entreprise, il a fait une tentative pour rentrer dans le territoire de Gênes. Heureusement pour les Gênois, M. de Richelieu a prévenu ce délit avec autant de présence d'esprit que de justesse. Les Autrichiens ont tenté une attaque générale, où ils ont perdu deux mille hommes, les Français six cents.

Après ce carnage inutile, le comte de Brawn a déclaré au duc de Richelieu qu'il avait reçu de l'impératrice reine l'ordre de cesser toute hostilité. Peut-on ainsi se jouer de la vie des hommes!

## LETTRE XXXV.

*Le même au même.*

L'on a proclamé aujourd'hui dans la capitale, le traité de paix, signé à Aix-la-Chapelle.

L'ambassadeur de l'impératrice reine est déjà à la cour; il a fait son entrée avec l'apparat accoutumé. Dès la veille, il avait été souper incognito à l'hermitage de la marquise, qui a paru le lendemain au jeu de la reine avec une parure en rubis de la plus grande beauté, parure que l'impératrice reine lui a envoyée en reconnaissance de ses bons offices.

Le duc de Richelieu est fait maréchal de France; il a obtenu cette faveur à la demande du sénat de Gênes,

qui a aussi rendu un décret par lequel le duc est inscrit dans la liste des nobles de la république, ainsi que le duc d'Agenois, son cousin, qui s'est distingué dans une sortie contre les Autrichiens.

La reconnaissance des Gênois envers M. de Richelieu, les a portés à lui décerner une statue, qui sera placée à côté de celles des hommes illustres de la république.

Ces récompenses paraîtront un peu fortes à ceux qui ne sauront pas que M. de Richelieu, dans tous les combats, a ménagé le sang gênois autant que le sang français; en cela il imitait le roi, qui a toujours témoigné un sentiment d'humanité, et dans bien des circonstances a prouvé qu'il voulait respecter le sang français. L'on n'a pas oublié ce qui s'est passé au siége de Menin entre Sa Majesté et M. de

Valière, général d'artillerie. « Combien ce siége me coûtera-t-il d'hommes, lui demanda le roi? Sire, répondit M. de Valière, il pourra en périr quatre à cinq mille. — Ha! Monsieur, ne pourrait-on pas imaginer quelque expédient pour prévenir l'effusion de tant de sang? — Oui, Sire, si Votre Majesté veut dépenser quatre à cinq cent mille francs en artillerie, il n'en coûtera que cinquante hommes. — Monsieur, reprit vivement le roi, je trouverai plus facilement des millions que des hommes; pourvoyez-vous d'artillerie. »

Si l'on compare cette conduite du roi avec celle de Marie-Thérèse, qui, loin de réprimer les cruautés de Mintzel (1), l'a honoré de dignités mili-

(1) Mintzel, simple particulier, se mit à la tête des Pandours et des Croates, et, au nom de la reine de Hongrie, répandit dans

taires, Louis XV sera chéri et regardé comme un bienfaiteur de l'humanité ; et la postérité prononcera sur le compte de ces deux souverains.

Il est bien demontré, à ceux qui approchent le roi, qu'il est incapable d'aucune mauvaise action ; que, lorsqu'il n'agit que d'après lui, rarement il fait le mal ; mais la faiblesse de son caractère, l'habitude qu'il a contractée de se laisser conduire par ses ministres, l'ascendant que sa maîtresse a pris sur lui, l'ambition des richesses et l'amour du pouvoir gouvernant madame de

---

la Franche-Comté, dans l'Alsace et dans les trois évêchés, des manifestes par lesquels il invitait les peuples à retourner sous l'obéissance de la maison d'Autriche, et menaçait les habitans qui prendraient les armes, de les faire pendre, *après les avoir forcés de se couper eux-mêmes le nez et les oreilles*,

Pompadour, en feront un méchant homme, de bon qu'il aurait pu être si ceux qui l'entourent eussent été véritablement attachés à sa personne.

Madame la duchesse douairière d'Orléans vient de mourir, ce qui empêche le voyage de Choisy. C'est la seule princesse qui restait de la cour de Louis XIV. Elle était fille naturelle de ce monarque et de madame de Montespan.

## LETTRE XXXVI.

*M. Duverney au comte de ***.*

Sampigny, en Lorraine.

C'est à vous, M. le Comte, que je m'adresse pour savoir ce qu'il faut croire d'une nouvelle qu'on débite

tout bas à la cour du roi Stanislas; elle est racontée de vingt manières différentes; et, dans ce conflit de discours, il est bien difficile de demêler la vérité. Madame de Meuse, qui est arrivée hier de Commerci, m'a assuré que la nouvelle était vraie; mais qu'elle n'en garantissait pas les détails. Enfin, on dit ici que le prétendant est au *Donjon de Vincennes; qu'il a été arrêté par ordre du roi, et qu'on doit le livrer au roi d'Angleterre.*

Je ne trace point cette phrase sans frémir d'indignation! Comment les ministres, le conseil, ont-ils osé faire une telle proposition au roi? car je suis sûr qu'elle ne vient pas de lui; et comment les amis de Sa Majesté ne lui ont-ils pas fait sentir l'énormité de cette action?

Une personne que l'honneur me

défend de nommer (1), et qui est maintenant à Sampigny dans le plus grand incognito, éprouve les angoisses les plus cuisantes de l'incertitude du sort de ce malheureux prince ; pour la tranquilliser, je lui ai dit que j'allais vous envoyer un courier, et qu'alors vous pourriez me répondre sans crainte.

J'ai donné ordre, si l'on ne vous trouvait pas à Paris, de vous aller chercher à Versailles.

---

(1) Cette personne était madame *de Séfort*, écossaise, qui avait combattu à la tête des troupes de montagnards, qu'elle avait elle-même amenées. Sa tête fut mise à prix par le duc de Cumberland. Elle échappa aux poursuites et se réfugia en France, où ses rares qualités lui firent des amis. Après l'expulsion du prince Edouard, elle quitta la France.

Réponse, monsieur le Comte, je vous en conjure au nom de l'amitié.

## LETTRE XXXVII.

*Le comte de *** à M. Duverney.*

C'est avec beaucoup de chagrin, mon cher Duverney, que je vais vous faire le récit d'une aventure que je voudrais ne pas savoir, et que sachant, je voudrais oublier.

Rien n'est plus vrai que l'arrestation du prétendant, que l'on ne nomme plus ici que *le chevalier de St. Georges;* mais la barbarie n'est pas poussée jusqu'à le livrer à son ennemi, qui en ferait bientôt sa victime.

Ce malheureux prince a résisté aux diverses insinuations qui lui ont été faites pour l'engager à quitter la France,

Il ne pensait pas qu'on serait assez cruel pour l'enlever de force. Voici comment cela s'est passé.

« Le duc de Biron, colonel des » régimens des gardes françaises, reçut » l'ordre de l'arrêter. Le roi lui-même » en parla à M. de Vaudreuil, major » des gardes, en lui disant *qu'il fal-* » *lait qu'il se chargeât de l'expé-* » *dition.* Sa Majesté l'avertit *que ce* » *prince marchait toujours armé ;* » *qu'il avait menacé de se tuer, si* » *l'on mettait la main sur lui, et* » *qu'il fallait, en conséquence, ré-* » *pondre sur sa tête de le saisir sans* » *aucun accident fâcheux.*

M. de Vaudreuil a dit au roi : « que si Sa Majesté le chargeait d'arrêter le prince, il fallait qu'on lui donnât carte blanche sur la manière qu'il croirait convenable d'employer, en conservant, néanmoins, la décence et le res-

pect que sa personne exigeait. Le roi lui a répondu alors : « Faites comme bon vous semblera; mais vous serez garant des événemens. »

Le lendemain, M. de Vaudreuil, sachant que le prince Edouard allait à l'Opéra, fit toutes ses dispositions; et, à peine était-il entré, que toutes les issues se fermèrent.

A l'instant le malheureux prétendant fut entouré. M. de Vaudreuil l'aborda, lui montra l'ordre dont il était porteur, et lui demanda la permission de le fouiller; il s'y refusa, et lui dit qu'il était sans armes. M. de Vaudreuil l'ayant fouillé, malgré son opposition, lui trouva deux paires de pistolets. Il fut mis, pour ainsi dire, de force dans une voiture, et conduit non au donjon, mais au château de Vincennes, où l'on a eu pour lui les

égards dus à son rang et à ses malheurs. Il est parti ce matin pour l'Italie.

Tout Paris est indigné de cette conduite. Le plus profond mépris précède la marquise dans tous les lieux où elle se présente. Sa colère est au comble, ainsi que sa vengeance. Elle a fait arrêter plusieurs personnes soupçonnées seulement d'être les auteurs de quelques pamphlets sur son compte. Une de ses victimes est un jeune poëte, nommé Desforges, qui est enfermé au Mont Saint-Michel ; un autre, est Pidansat de Mérobert ; il est dans les cachots de la Bastille.

L'on court beaucoup moins de dangers aujourd'hui d'attaquer directement le roi que la marquise; et l'auteur de vers très-satiriques contre Sa Majesté n'a pas été recherché avec autant de rigidité. Cependant, le roi a trouvé sur sa cheminée des vers en l'hon-

neur du prince Edouard, où, en parlant à Louis XV, on lui dit :

O Louis! vos sujets de douleur abattus,
Respectent Edouard captif et sans couronne.
Il est roi dans les fers; qu'êtes-vous sur le trône?
J'ai vu tomber le sceptre aux pieds de Pompadour;
Mais fut-il relevé par les mains de l'amour ?
Belle Agnès, tu n'es plus. Le fier Anglais nous dompte,
Tandis que Louis dort dans le sein de la honte;
Et d'une femme obscure indignement épris,
Oublie entre ses bras nos pleurs et nos mépris.

Et dans d'autres, où les Français sont apostrophés, il est dit :

Peuple jadis si fier, aujourd'hui si servile,
Des princes malheureux vous n'êtes plus l'asile.
Vos ennemis, vaincus aux champs de Fontenoy,
A leurs propres vainqueurs ont imposé la loi;
Et cette indigne paix, qu'Aragon (1) vous procure,
Est pour eux un triomphe, et pour vous une injure.
Hélas! auriez-vous donc couru tant de hasards
Pour placer une femme au trône des Césars;
Pour voir l'heureux Anglais, dominateur de l'onde,
Voiturer dans ses ports tout l'or du Nouveau-Monde;

(1) Saint-Séverin d'Aragon, plénipotentiaire.

Et le fils de Stuart, par vous-même appelé,
Aux frayeurs de Brunswick lâchement immolé!
Et toi (1), que tes flatteurs ont paré d'un vain titre,
De l'Europe, en ce jour, te diras-tu l'arbitre?
Lorsque dans tes états tu ne peux conserver
Un héros que le sort n'est pas las d'éprouver;
Mais qui, dans les horreurs d'une vie agitée,
Au sein de l'Angleterre à sa perte excitée,
Abandonné des siens, fugitif, mis à prix,
Se vit toujours, du moins, plus libre qu'à Paris:
De l'amitié des rois exemple mémorable,
Et de leurs intérêts victime déplorable.
Tu triomphes, cher prince, au milieu de tes fers;
Sur toi, dans ce moment, tous les yeux sont ouverts.
Un peuple généreux, et juge du mérite,
Va révoquer l'arrêt d'une race proscrite.
Tes malheurs ont changé les esprits prévenus.
Dans le cœur des Anglais tous tes droits sont connus;
Plus flatteurs et plus sûrs que ceux de ta naissance,
Ces droits vont doublement affermir ta puissance.
Mais sur le trône assis, cher prince, souviens-toi
Que le peuple superbe et jaloux de sa foi,
N'a jamais honoré du titre de grand homme
Un lâche complaisant des Français et de Rome.

Ma lettre vous étant remise directement, je vous envoie les deux mau-

(1) Louis XV.

vais couplets qui ont coûté la liberté à Desforges. Ils sont inscrits au-dessous d'une caricature représentant madame de Pompadour pesant de la viande dans l'*étal* de son père.

Cette petite bourgeoise,
Elevée à la grivoise,
Mesurant tout à sa toise,
Fait de la cour son taudis.

Le monarque, sans scrupule,
Froidement pour elle brûle;
Et son amour ridicule
Nous fait rire à Paris.

A l'instant où j'allais fermer ma lettre, j'apprends que l'on a laissé le prince Edouard au pont de Beauvoisin, et que le roi de Sardaigne s'est engagé de le faire conduire, sans accident, sur les terres du pape. Vous pouvez donc tranquilliser votre hôte, à qui je vous prie de présenter mon

hommage respectueux, et de l'assurer si, comme je le présume, son dessein est de quitter la France, que je me trouverai très-honoré de lui en faciliter les moyens. Adieu, mon cher Duverney, vous connaissez mes sentimens pour vous.

## LETTRE XXXVIII.

*Le comte de *** au Provincial.*

Vous ne devez pas regretter, mon cher compatriote, que votre santé ne vous ait pas permis de vous trouver aux fêtes de la paix. Jamais on n'a vu se réjouir aussi tristement; les feux grégeois sur la rivière ont été la seule chose à remarquer. A peine ont-ils été finis, que la foule qu'ils avaient attirée, s'est évanouie comme eux.

A dix heures du soir, Paris était aussi tranquille que s'il n'y avait pas eu de fête. L'on n'a point vu ce tumulte, cet empressement à venir partager une joie où tout le peuple est ordinairement acteur; mais tout le peuple, qui est accablé sous les impôts, qui a pensé qu'on allait peut-être en mettre de nouveaux pour payer ces froides réjouissances, s'est abstenu de s'y trouver, pour ne pas gémir à l'avance.

Le banquet de la cour n'a pas été plus gai; la famille royale, négligée par son chef, est obligée de se concentrer en elle-même. Le roi ne paraît plus au jeu de la reine; ses enfans ne le voient pour ainsi dire qu'à son lever. Madame la Dauphine se voue à tous les saints pour avoir un enfant, et n'a pas encore pu réussir. Monsieur le Dauphin en a beaucoup d'humeur; pour se consoler, il se livre à une dé-

votion outrée. Les jésuites le gouvernent comme son bisaïeul. Cela, dans le fait, n'est pas amusant pour le roi. La marquise sait profiter habilement de toutes ces circonstances pour s'emparer de plus en plus de l'esprit du monarque, qu'elle gouverne despotiquement. Une chose, cependant, dont on lui aura toujours obligation, c'est la protection distinguée qu'elle accorde aux arts et aux manufactures. Elle mène souvent le roi à Vincennes visiter l'entreprise des porcelaines, qu'on assure être plus belles que celles de la Chine, tant pour la pâte que pour l'élégance des formes, la régularité des dessins et la vivacité du coloris.

Cette manufacture mérite certainement la protection qu'elle lui accorde; mais, comme il faut passer par Paris pour aller la visiter, qu'elle est fort peu accueillie des Parisiens, et qu'elle

a un goût déterminé pour les bâtimens, elle vient d'obtenir du roi qu'on établirait cette manufacture à Sève.

D'après le plan connu, cet édifice coûtera des sommes énormes. Il eût été beaucoup plus économique de laisser cet établissement au château de Vincennes, qui n'est plus habité par nos rois, et qui n'est propre qu'à des manufactures; mais dans ceci, comme dans beaucoup d'autres choses, l'on dit : *la marquise l'a voulu, sa volonté soit faite.*

## LETTRE XXXIX.

*Monsieur Duverney au comte de****

Je fais trop de cas, M. le Comte, de votre approbation, pour ne pas vous démontrer la nécessité de la mesure que le roi prend pour diminuer l'influence des gens de mainmorte.

Je sais qu'hier, chez madame la Dauphine, cette question a été agitée, et que l'esprit qui dirige M. le Dauphin, n'a pas permis qu'on accueillît une résolution aussi sage ; mais que vous, Monsieur, ayez été de l'avis des frondeurs, cela me passe, et m'engage à vous expliquer les raisons qui ont déterminé le conseil du roi à adopter cette sage mesure, que les tems ultérieurs justifieront.

Vous n'ignorez pas que l'immense quantité de couvens enlève annuellement à l'agriculture, aux arts et aux armées, un nombre infini de sujets qui leur seraient extrêmement utile, et que le penchant naturel de l'homme à la paresse, lui fait embrasser un état où il est sûr d'être nourri, vêtu, etc., etc., sans prendre la peine de travailler; mais ce n'est pas encore ce qu'il y a de plus dangereux dans ces établissemens. Lors de leur institution, l'on a eu la faiblesse de leur donner la facilité d'acquérir des biens fonds sans pouvoir jamais les aliéner; ce qui, après un laps de tems non déterminé, doit faire passer dans leurs mains la majeure partie des fonds de l'Etat, et ruiner ainsi toutes les familles, en leur ôtant, sans espoir de retour, des biens qui auraient pu s'y perpétuer et suffire à leur subsistance. Il est donc absolu-

ment nécessaire de réformer cette faute du gouvernement, qui n'a été commise que par une suite des principes superstitieux qui existaient alors.

M. de Machaut m'a fait l'honneur de me communiquer son opinion sur cette importante affaire. Je l'ai trouvée assez intéressante pour fixer l'attention des amis de la prospérité de la France ; et je vous avoue que je n'ai pas été un des derniers à démontrer au conseil le bien qui doit résulter d'un pareil édit qui, j'en suis certain, n'éprouvera aucune opposition lors de l'enregistrement. De quoi, d'ailleurs, se plaindraient ces cénobites, qui ne se sont consacrés à l'état monastique que pour s'assurer des biens spirituels, puisqu'on les laisse jouir paisiblement de leurs biens temporels ? L'on ne touche point, ainsi que vous le pensez, à leur institution, ni à leurs propriétés.

L'édit portera seulement qu'il ne pourra, à l'avenir, se former aucun chapitre, collége, séminaire, maison religieuse, ou hôpital, sans permission expresse et lettres patentes, enregistrées dans les cours souveraines. Le même édit supprime tous les établissemens de ce genre existans sans cette autorisation, et interdit à tous les gens de mainmorte la possibilité d'acquérir ou recevoir à l'avenir aucuns fonds, maison ou rente, sans une autorisation légale, précédée d'une information qui en constate l'utilité.

D'après cette explication, M. le Comte, vous vous convaincrez facilement que les meilleures lois peuvent trouver des improbateurs.

J'ai l'honneur d'être avec les sentimens que vous me connaissez.

## LETTRE XL.

*Le Provincial au comte de****

Compris dans la proscription générale, je ne sais pas si je dois continuer ma correspondance avec vous; non que je doute, mon cher Comte, de votre amitié, et que je ne sois convaincu que les événemens n'influeront jamais sur vos sentimens; mais notre intimité connue de la cour pourra peut-être nuire à votre avancement, et j'en serais mortellement affligé.

L'on a trompé le roi, si on lui a dit que les pays d'état se soumettraient facilement aux impôts qu'il plairait au conseil de leur envoyer. Vous ne pouvez vous faire une idée de la fermentation occasionnée par l'édit qui a con-

verti le dixième en un vingtième indéfini.

Le clergé qui possède une grande partie des biens fonds de la province, n'a pas peu contribué à faire éclater le mécontentement général.

La mesure de casser les Etats et de faire asseoir l'impôt par les intendans, y a mis le comble, et je vous proteste, entre nous, que, sans la sagesse et la modération des membres composant les états, les plus grands maux auraient été la suite de cet abus d'autorité !

Qu'il s'en faut que l'on ait pour le monarque, le respect et l'attachement qu'on lui portait lors de ses premières victoires !

Je mets en fait que, si quelqu'un s'avisait aujourd'hui de faire son éloge, il serait méprisé et regardé comme un ennemi de la France, tant les esprits

sont aigris contre les opérations du ministère. L'intendant pourrait en rendre compte ; car, en sortant de la salle des états, les huées et les insultes les plus graves l'ont accompagné jusqu'à l'intendance ; et, lorsque le refus de l'impôt a été connu de la ville, il a été impossible d'arrêter les effusions de la reconnaissance d'une part, et du mépris de l'autre. L'hôtel de l'intendance a été barbouillé d'immondices, et celui des états illuminé avec des *vivat* en transparens.

Le commandant a voulu s'opposer à cet élan de têtes méridionales; il a été insulté grièvement, et, sans le président des états, qui précipitamment s'y est transporté, il s'en serait suivi des scènes sanglantes. De son autorité, il a fait éteindre l'illumination, et a chargé un des principaux de la ville d'aller faire des excuses à l'intendant.

Cette lutte entre les pouvoirs est toujours dangereuse, en ce qu'elle entraîne avec elle les proscriptions; et les cœurs, une fois ulcérés, reviennent rarement de leurs préventions, bien ou mal fondées.

Pour mon compte, j'en suis très-affligé, non de ma destitution, mais de la nécessité où je suis de persister dans une opinion qui contrarie mon souverain, mais qui m'est commandée par le devoir de ma place; opinion, d'ailleurs, fortifiée par la connaissance que j'ai des facultés de la majeure partie des contribuables.

Votre réponse fera ma loi pour continuer notre correspondance. Croyez, néanmoins, mon cher Comte, que tel soit votre décision, l'amitié que je vous ai vouée ne variera jamais.

## LETTRE XLI.

*Le Comte de*** au Provincial.*

Non, mon cher compatriote, non, jamais aucune considération ne m'engagera à manquer à l'amitié qui nous lie ; et, quand notre intimité me ferait (ce que je ne crois pas) perdre de mon crédit, je le sacrifierais volontiers à mon plus ancien et meilleur ami.

Si j'avais l'honneur d'être du conseil du roi, j'aurais, je vous jure, encouru dans beaucoup de circonstances l'animadversion des ministres ; car je me serais opposé de tout mon pouvoir à bien des mesures qui me paraissent plutôt faites pour compromettre l'autorité du souverain que pour la consolider.

Ce n'est pas seulement dans votre province qu'on blâme la conduite tenue envers vos états. Ici même, on s'en explique avec une hardiesse qui confirme l'idée où vous êtes, que le gouvernement perd beaucoup de sa considération. Il semble, en vérité, que tout le monde s'accorde pour cela ; le conseil, les ministres, la maîtresse, tout y contribue.

Le clergé vient de s'assembler. M. de Machaut, homme intrépide et courageux, a communiqué au roi son énergie, pour demander à ce corps des sommes considérables ; le roi ne variera pas dans cette résolution, et le contrôleur général est assuré de ne pas éprouver de sa part aucune contradiction, la marquise étant toujours de l'avis de ceux qui indiquent des moyens d'alimenter le trésor pour satisfaire son goût de dépenses.

Mais ce qui fait censurer cette demande, c'est le préambule qui est peu d'accord avec la conduite du roi. On y établit que les sommes que Sa Majesté demande au clergé sont pour parvenir à payer les dettes occasionnées par une longue guerre; que les réformes tendent à diminuer les dépenses, et que le vœu le plus sincère du roi est d'arriver au tems où il pourra renoncer aux impôts, soulager ses peuples, et venir au secours du bas clergé, qui se plaint depuis long-tems, et avec raison, d'être écrasé par l'inégalité des répartitions dont il est toujours victime.

Cela est superbe en apparence; mais on est bien éloigné d'y ajouter foi, quand on examine que ces réformes tant vantées n'ont lieu que pour les troupes; que beaucoup d'officiers et de soldats se trouvent sans emploi, sans

ressource, et manquent des choses les plus nécessaires ; qu'au lieu de récompenser les braves militaires, on les abandonne à la misère ; qu'on oublie leurs services, et que les sommes qui devraient leur être réservées sont prodiguées pour enrichir ceux qui partagent les plaisirs du souverain et de sa maîtresse. Jamais l'on n'a dépensé autant d'argent que cet hiver. Tous les soirs, on joue la comédie aux petits appartemens. Les personnages les plus graves et les plus illustres (1) se livrent en spectacle pour amuser le roi. Les comédiens qui donnent des leçons ou qui remplissent des rôles, sont comblés de présens et de pensions.

Avant le spectacle, on fait la lecture de la *Gazette scandaleuse* de Paris; gazette qui ne s'imprime que pour les

(1) M. le duc d'Orléans jouait les rôles de paysans.

petits appartemens et par les soins du lieutenant de police (1). Là le roi voit le détail vrai ou faux de toutes les scènes licencieuses qui se passent dans la capitale, et chaque jour annonce une anecdote sur telle ou telle femme, qui se trouve déshonorée parce que la marquise est obligée d'employer tous les moyens possibles, quoique malhonnêtes, pour amuser son amant, dont le caractère léger et inconstant ne la rassure point pour la durée de son empire.

Voilà, mon cher compatriote, à quoi passeront les sept millions cinq cent mille livres, payables en cinq ans, que le roi demande au clergé. Le même jour, le conseil a envoyé au parlement une déclaration qui a pour ob-

(1) M. Bérier était alors lieutenant de police.

jet de constater la valeur des biens ecclésiastiques du royaume, et de réformer les abus qui se commettent dans les chambres des décimes.

Cette déclaration a été enregistrée le même jour. Elle porte en substance que Sa Majesté ne désire constater les facultés du clergé qu'afin de proportionner à ses richesses les secours qu'elle est obligée de lui demander pour les besoins de l'état.

C'est le cardinal de la Rochefoucault qui préside l'assemblée. Il est sage; mais ses collègues ne l'imitent pas.

Adieu, mon cher compatriote.

## LETTRE XLII.

*Le comte de*** à M. Duverney.*

Je ne pense pas, mon cher Duverney, que vous deviez rester en Lorraine dans un moment aussi critique. Le roi a besoin d'être entouré de ses amis, de ses bons conseillers, pour sortir victorieusement de la lutte que ses ministres viennent d'établir entre le trône et le sacerdoce.

Vous ne pourrez jamais imaginer quelle hardiesse le haut clergé met dans ses représentations. Il semble qu'il veuille rallumer les torches du fanatisme. La déclaration du roi, enregistrée au parlement, est blâmée d'une manière insultante pour la majesté du trône. Il est dit dans ses représentations que « le roi attaque les immuni-

» tés du clergé en annonçant comme » subsides les dons gratuits qu'il a » jusqu'actuellement consentis ; que » cette déclaration tend à leur faire » payer le vingtième, et détruit l'hon- » neur des ministres de l'Église, en les » supposant des prévaricateurs dans les » répartitions des impositions, etc. »

Il est vrai que la déclaration laisse à entendre que l'intention du conseil est d'amener les choses au point de forcer le haut clergé de payer ainsi que les autres contribuables. Mais y a-t-il là un si grand mal ; et, puisqu'il participe à la protection que le roi accorde à tous les Français, n'est-il pas juste qu'il supporte aussi les charges ?

Leurs immunités, ainsi que les droits de gens de mainmorte, n'ont été fondés que du consentement des souverains et des peuples. Le souverain et le peuple ont toujours le droit de re-

venir contre un acte dont les clauses tournent contre l'état entier en accablant une partie des citoyens d'impôts et en souffrant qu'une autre en soit exempte. Mais il n'est pas question d'établir les droits : le gand est jeté. L'embarrassant est de savoir comment tout cela finira. Je crois que les ministres voudraient n'avoir pas commencé la querelle. L'on blâme déjà M. de Machaut d'en être la cause immédiate. Le roi, comme vous savez, est timide et même superstitieux. M. le Dauphin accueille avec beaucoup trop de prédilection les prélats qui se plaignent avec le plus de véhémence. La famille royale boude la marquise. L'on a remarqué que la reine ne lui a pas adressé la parole depuis huit jours, ce qu'elle ne manque jamais de faire, surtout quand le roi est présent. Enfin, les cartes se brouillent d'une manière

effrayantes ; car, dans des circonstances pareilles, les résultats sont toujours dangereux. Il me semble que je serais moins inquiet si vous et M. de Chavigny étiez auprès de M. de Machaut pour le seconder et l'empêcher de succomber.

Si l'on fait plier le roi devant le clergé, son autorité est compromise ; et Dieu sait où s'arrêteraient les prétentions du clergé.

Adieu, mon cher Duverney ; croyez-moi, quittez la Lorraine, votre attachement pour la personne du roi vous en fait un devoir.

## LETTRE XLIII.

*Le comte de *** au Provincial.*

Les séances du clergé devenant de plus en plus alarmantes, le conseil du roi a cru devoir engager Sa Majesté à rendre un arrêt qui les fît cesser. Le même arrêt commet les intendans des différentes provinces où sont situées les biens ecclésiastiques, pour faire la répartition et la levée des deniers pour la somme exigée, pendant cinq ans.

Le roi a cédé, mais n'en a pas moins d'humeur. Sa Majesté n'aime pas à déployer son autorité, et, lorsqu'elle y est forcée, celui qui le lui a conseillé est bien sûr d'en être victime. M. de Machaut en est une nouvelle preuve; il vient d'être disgracié.

Le clergé, mieux conseillé, a enfin

pris le parti d'accorder les sommes demandées : ce qui finit pour l'instant les disputes ; mais, ne pouvant plus se défendre en corps, au moyen de l'ordre de se séparer, il a employé dans sa cause une foule d'écrivains fanatiques qui échauffent les esprits. L'on sera encore forcé de sévir contre les auteurs ; et si cela ne se fait pas de la seule autorité du lieutenant de police, vous pouvez être assuré que le roi aura beaucoup de chagrin de toutes ces tracasseries. D'un autre côté, si l'on arrête ces brochures, ce sera le vrai moyen de piquer la curiosité et de les faire rechercher davantage. Je crois que le plus sage parti serait de n'y pas faire attention.

M. de Vintimille, archevêque de Paris, vient de mourir. Dans la circonstance présente, cette perte est fort malheureuse. M. de Vintimille était

doux, conciliant et nullement fanatique. On nomme pour le remplacer M. de Bellefond, ardent moliniste. On assure qu'il doit sa nomination à madame la Dauphine, à qui le roi n'a pu la refuser, après l'annonce qu'elle venait de lui faire de sa grossesse.

Les amis de l'ordre et de la paix ne voient pas sans chagrin cette nomination. Les querelles de Jansénistes et de Molinistes vont de nouveau occuper tous les esprits. Je ne sais par quelle fatalité la France est toujours agitée : sitôt que les troubles du dehors sont appaisés, il naît à l'instant des querelles intestines, qui font éclore des persécutions sans nombre. Celles pour cause de religion sont les plus difficiles à éteindre, et l'on devrait bien s'en abstenir.

## LETTRE XLIV.

*Le même au même.*

MONSIEUR de Bellefond vient de mourir, mon cher compatriote ; les craintes que son opinion avait fait naître n'étaient que trop fondées. L'on a trouvé après sa mort une foule de lettres de cachet déjà remplies des noms des proscrits. Celui qui lui succède ne donne pas plus d'espérances ; c'est M. de Beaumont, qui est dans les mêmes principes ; de plus, susceptible de prévention, fort entêté, ami de la flatterie et capable de tout tenter pour en venir à son but. Il joint à cela des mœurs austères, qui lui ont attiré le respect et la considération, et le rendent conséquemment plus dangereux.

Il vient de débuter dans le siége épiscopal par un abus d'autorité.

L'archevêque de Paris est président de l'administration de l'hôpital général. La place de supérieure de cette maison étant vacante, M. de Beaumont a proposé une nommée madame de Moysan, dont il connaît le zèle pour la secte des molinistes. Les administrateurs, voulant éviter des querelles de parti, lui ont refusé leur voix. L'archevêque n'en a pas moins persisté à la nommer. Les administrateurs, blessés de cette usurpation de pouvoirs, se sont retirés de l'assemblée et ont présenté requête au parlement. L'archevêque a eu recours au roi, qui a répondu, qu'il se ferait rendre compte de l'affaire, et qu'il ordonnait qu'on cessât toutes réclamations jusqu'à ce que son conseil eût prononcé.

Cette querelle n'a été que le pré-

lude d'une plus grave; depuis plus d'un an l'on avait dénoncé au parlement le refus que plusieurs curés de Paris avaient fait d'administrer les sacremens à ceux qui ne justifiaient point de l'acceptation de la bulle *unigenitus*. Le roi avait secrètement suspendu l'effet de ces dénonciations; mais le curé de Saint-Etienne-du-Mont ayant recommencé cette tragédie, a été de nouveau mandé au parlement. Il a refusé de répondre, sous le prétexte qu'il n'était comptable qu'à Dieu et à ses supérieurs de sa conduite dans l'exercice de son ministère. Il a sur-le-champ été décrété de prise de corps. L'archevêque crie *tolle*. Le roi cherche à temporiser. Le parlement a pour lui les gens sensés qui voudraient voir étouffer toutes ces querelles.

La cour de la reine et de monsieur le Dauphin accueille l'archevêque. La

marquise fait donner des bénéfices aux conseillers-clercs du parlement, entr'autres à l'abbé Depernon, ce qui établit la balance. Les gens sages ne prennent parti ni pour ni contre. Je vous conseille d'en agir de même, surtout chez vous, où ces disputes finissent toujours par être sanglantes.

Une nouvelle non moins affligeante est l'état de maladie du maréchal de Saxe ; il est très-mal à Chambord ; l'on craint à chaque courier d'apprendre que la France a perdu son plus grand défenseur.

## LETTRE XLV.

*Le comte de *** à M. Duverney, alors à Chambord.*

Je partage avec vous et toute la France, mon cher Duverney, la juste douleur que vous cause la perte du maréchal de Saxe (1). Le roi la sent plus que personne. Lorsqu'on a annoncé à Sa Majesté cette nouvelle affligeante, elle s'est écriée : *La France perd son bouclier ; elle n'a plus de général ; il ne lui reste que des capitaines.*

Je regrette beaucoup, a-t-elle continué, que la religion de M. le maré-

(1) Le maréchal de Saxe mourut à son château de Chambord, le 30 novembre 1750, âgé de cinquante-quatre ans.

chal de Saxe ne me permette pas de le faire inhumer à côté du maréchal de Turenne ; mais je veux que les frais de son transport soient pris sur le trésor royal, et que Pigal lui élève un mausolée qui atteste aux siècles futurs les services du maréchal et la reconnaissance de la France.

Vos amis présument que vous accompagnerez le maréchal jusqu'à Strasbourg ; mais ils désirent que vous ne vous abandonniez pas au chagrin. Voilà bien des pertes répétées, j'en conviens ; mais vous avez encore grand nombre d'amis, qui vous chérissent tendrement, et pour lesquels vous devez vous conserver.

Le roi a nommé les quatre plus anciens lieutenans généraux pour escorter le corps du maréchal. Beaucoup d'officiers supérieurs ont demandé la permission d'aller aussi à Strasbourg.

Monsieur de Lowendal repart ce soir pour Chambord ; il veut bien, mon cher Duverney, se charger de ma lettre, et vous dire combien je suis votre ami.

## LETTRE XLVI.

*Le comte de *** au Provincial.*

La mort du maréchal de Saxe et son convoi occupent maintenant tous les Parisiens.

Vous n'avez pas d'idée, mon cher compatriote, des discours qui se débitent sur ce grand homme. Ses amours avec mademoiselle le Couvreur sont le sujet de toutes les conversations ; l'on fait le parallèle de cette célèbre actrice avec sa rivale ( madame la duchesse de Bouillon ), et certes mademoiselle le Couvreur joue le plus beau rôle. Il se

passa une scène entre ces deux femmes, quelque tems avant la mort de cette actrice, que vous n'avez peut-être pas su en province. La voici :

Madame de Bouillon fit menacer mademoiselle le Couvreur de toute sa colère, si elle ne lui cédait pas entièrement le cœur du maréchal de Saxe.

L'élève de Melpomène ne fit que rire de la menace ; mais voulant prouver à sa rivale le peu d'estime qu'elle lui portait, un jour qu'elle jouait le rôle de Phèdre, elle l'apostropha par ces vers :

Je ne suis pas de ces femmes hardies,
Qui, goûtant dans le crime une tranquille paix,
Ont su se faire un front qui ne rougit jamais.

La duchesse en tira, dit-on, une vengeance cruelle, qui lui mérita la haine du maréchal.

Un des amis de M. de Saxe lui demandait un jour, pourquoi il n'avait pas formé de liaison de cœur, et pourquoi il avait vécu constamment avec des courtisannes.

« C'est, répondit-il, parce que j'ai » voulu conserver la liberté de mon » esprit, et que j'ai toujours craint » les dangers d'une tendresse excessive. Combien n'ai-je pas vu de » guerriers assoupis dans les bras de » l'amour! »

L'on fait espérer au public qu'il jouira bientôt d'un ouvrage de ce grand homme, intitulé *ses rêveries*. Je ne pense pas que ce soit de lui : M. le Maréchal de Saxe était un grand militaire, mais avait peu d'instruction, et écrivait le français comme un Saxon qui n'a pas appris la langue par principes Il n'avait même là-dessus aucune prétention, et eut le bon esprit de refu-

ser la place d'académicien, qu'on lui offrit après la prise de Bruxelles.

M. de Saxe s'était lié d'amitié avec messieurs Pâris, et ne laissait échapper aucune occasion de rendre justice aux talens qu'ils possédaient pour approvisionner une armée. Jamais, disait-il, je n'aurais pris Mastricht, si M. Duverney et M. de Creneille ne m'eussent aussi bien secondé, l'un dans les vivres et l'autre dans l'ordonnance de ses marches, comme maréchal des logis de l'armée.

Madame de Pompadour lui faisait un jour le reproche de ses assiduités chez M. de la Poupelinière, et le priait de lui dire ce qui pouvait le charmer dans ce personnage. « Madame, lui ré-» pondit le maréchal, quand j'ai be-» soin de cent mille livres, je les » trouve dans son coffre ; au lieu que, » lorsque je m'adresse au contrôleur

» général, il me répond toujours qu'il
» n'a pas d'argent. »

La franchise du maréchal était cause qu'il avait peu d'amis à la cour. La favorite surtout le craignait, et le détestait encore plus. Sa mort, j'en suis certain, va changer le système politique de la France.

Nous avons avec le roi de Prusse une alliance qui doit subsister jusqu'en 1756, et déjà l'on fait entrevoir que la France n'a pas assez d'alliés catholiques; que le roi, très-chrétien, doit naturellement faire un traité offensif et défensif avec l'Autriche. Le comte de Staremberg, ministre de la reine de Hongrie, fait sa cour assidûment à madame de Pompadour, et l'on présume que l'orgueil de cette favorite, flatté au dernier période de ce que cette souveraine la traite en amie, est disposée à tout sacrifier, même son

pays, pour lui témoigner sa reconnaissance.

Parmi les courtisans qui l'entourent, on n'en compte que deux d'honnêtes, le prince de Soubise et le comte de Bernis ; ce qui n'est pas rassurant.

Les gens qui calculent les événemens, et jugent l'avenir d'après le présent, assurent que bientôt la guerre sera rallumée. Si c'est avec l'Angleterre, nous ne devons pas avoir beaucoup d'espoir, d'après le choix que la marquise vient de faire; car vous saurez que c'est M. de Machaut, disgracié du ministère des finances, qui est pourvu de celui de la marine.

M. d'Argenson commence à ne plus être en faveur auprès de madame de Pompadour. Aussi, afin de se maintenir, emploie-t-il tous les ressorts de son esprit pour fomenter le trouble. Il flatte les partisans du roi de Prusse,

le seul qui, dans le moment actuel, puisse désirer la guerre sur terre.

Les favoris de la marquise accueillent les amis de l'Autriche. La cour de la reine et de M. le Dauphin est en correspondance réglée avec le saint père. Les querelles de religion, de refus de sacrement, subsistent plus que jamais. Le parlement décrète les perturbateurs; le roi exile les conseillers du parlement; l'archevêque de Paris remue, agite, divise; enfin, mon cher compatriote, jamais on n'a vu tant de troubles et tant d'intérêts différens dans un même royaume.

## LETTRE XLVII.

*Le comte de*** à M. de Chavigny.*

Que vous êtes heureux, Monsieur, d'être loin de la cour et des intrigans qui obsèdent le monarque! Ses amis gémissent en silence, et n'entrevoient point sans effroi les maux qui sont prêts à fondre sur la France.

La discorde préside à toutes les délibérations. Plus d'unité, plus d'amour de la patrie; l'ambition des places et des richesses a tourné toutes les têtes. Il n'est pas rare ici de voir le frère dépossédé par le frère, et devenir son plus cruel ennemi, après avoir pris sa place.

Les dépositaires des lois, les gardiens du bonheur du peuple, ne

montrent pas plus de sagesse ; et par leur rigidité, je dirais presque leur persécution, ils donnent plus de lustre à l'archevêque de Paris, qui, à tout risque, a juré de s'illustrer.

Un nouveau refus de sacrement par le curé et les vicaires de Saint-Médard à une sœur de la communauté de Sainte-Agathe, est cause de l'exil de plusieurs membres du parlement, et de ce que la justice est suspendue.

Je conviens que le parlement ne pouvait pas faire autrement que de sévir contre les remontrances insultantes que les évêques ont adressées au roi. Mais encore une fois, il fallait étouffer ces querelles dans leur naissance, et ne pas leur donner une publicité qui peut amener des événemens très-funestes.

L'on ne croira jamais que dans le siècle qu'on a qualifié *siècle de lu-*

*mières*, il ait existé des êtres assez fanatiques pour dire à leur souverain : « La charge des évêques est d'autant » plus grande, qu'ils doivent rendre » compte des rois mêmes, au jugement de Dieu ; car, vous savez » *qu'encore que votre dignité vous* » *élève au-dessus du genre humain*, » *vous baissez la tête devant les* » *prélats, vous recevez d'eux les* » *sacremens, et vous leur êtes soumis dans l'ordre de la religion ;* » *vous suivez leurs jugemens, et ils* » *ne se rendent pas à votre volonté ;* » que si les évêques obéissent à vos » lois, quant à l'ordre de la police et » des choses temporelles, sachant que » vous avez reçu d'en haut la puissance, avec quelle affection devez-vous être soumis à eux, qui sont » établis pour distribuer les sacremens ! »

D'après ces remontrances, dignes du douzième siècle, le parlement a saisi avidement la première occasion de sévir contre les perturbateurs, a mis en cause l'archevêque de Paris, a ordonné la saisie de son temporel, et convoqué les pairs pour lui faire son procès.

Cette démarche hardie a intimidé M. de Beaumont, qui est venu trouver M. d'Argenson, son ami, et l'ennemi de la magistrature. Il a obtenu sur-le-champ un ordre du roi, défendant aux pairs de se rendre à l'invitation du parlement.

Cet ordre a fait naître de nouveaux débats tendant à examiner s'il n'attaquait pas les droits de la pairie. Sa Majesté n'a pas manqué de décider que non, et a évoqué l'affaire à son conseil.

M. d'Argenson, pour satisfaire la

passion de son ami l'archevêque, a fait enlever la sœur Perpétue ( c'est ainsi que se nomme la malade qui s'est dévouée à la cause des jansénistes ), et l'on s'occupe de détruire la communauté de Ste.-Agathe, que les molinistes présentent comme un second Port-Royal.

Des remontrances vigoureuses de la part du parlement ont été adressées au roi. On y a répondu par l'exil de l'abbé Chauvelin, qui est envoyé au mont St. Michel; M. Beze de Lys est envoyé à Pierre-en-Cise, le président de Bésigny au château de Ham, et le président du Mazi aux Iles Ste.-Marguerite.

Monsieur de Mazi est moins victime de son devoir que de la haine que la marquise lui porte pour des propos plus qu'indiscrets qu'il a tenus aux chambres assemblées sur le compte de cette favorite. Elle a profité de la dis-

position où l'on avait mis le roi à expédier des lettres de cachet, pour y faire comprendre son ennemi.

Heureusement le public commence à se lasser de cette guerre, et les gens de parti seront trompés, s'ils ont fondé leur espoir sur quelqu'émeute, le Parisien ayant repris sa gaîté : ce qui a donné naissance à des brochures assez piquantes et à des chansons. Je vous en envoie une qui est assez plaisante, et que l'on chante dans les sociétés en présence des amis de M. de Beaumont, afin qu'il la connaisse.

Chanson sur l'air : *laissez paître vos bêtes, etc.*

Pauvre sot que vous êtes ;
Croyez-moi, monsieur de Beaumont,
Laissez paître vos bêtes
Autant qu'elles voudront.
Ces bonnes gens
Sont peu friands :

Avec de petits croquets blancs
Vous les renvoyez tous contens.
Pauvre sot, etc.

De tels repas
Ne coûtent pas ;
C'est pourtant ce qui rend si gras
Moinillons, prêtres et prélats.
Pauvre sot, etc.

On est touché
Du bon marché ;
Mais on en serait rebuté
Si vous y mettiez la cherté.
Pauvre sot que vous êtes ;
Croyez-moi, monsieur de Beaumont,
Laissez paître vos bêtes
Autant qu'elles voudront.

Le conseil du roi ne rit pas de tout cela ; et le parlement, en général, est exilé à Soissons, et remplacé par un tribunal éphémère, appelé chambre royale, qui tient ses séances aux grands Augustins. Néanmoins, le besoin de la justice, la tranquillité de

l'Etat exigeant un accommodement avec les cours souveraines qui ont suivi l'exemple de celle de Paris, et qui sont comme elle disgraciées, ont déterminé le conseil à négocier avec les parlemens. M. de Machaut est chargé de porter des paroles conciliantes à celui de Paris. Le clergé s'est remué en tous sens pour empêcher ce raccommodement ; mais il a échoué. Le roi a mandé les chefs de cet ordre, MM. les cardinaux de la Rochefoucault, de Soubise, et les archevêques de Paris et de Narbonne, et il leur a dit : « Je vous défends toutes réponses à ce que je vais vous dire. Je veux la paix et la tranquillité dans mon royaume ; je vous impose silence : ceux qui y contreviendront seront punis suivant les lois et les ordonnances. »

L'on ne doute pas que le parlement ne rentre bientôt en fonctions. On

prépare des réjouissances pour sa réception ; on assure que son premier acte sera d'enregistrer l'ordonnance qui anéantit les procédures commencées, impose un silence absolu sur les disputes de religion, et charge le parlement d'y tenir la main. Cela ramènera sans doute la paix intérieure, ce que tous les amis de l'ordre désirent ardemment.

## LETTRE XLVIII.

*Le comte de*** au Provincial.*

Il est présumable, mon cher compatriote, que notre correspondance va reprendre son activité ; car les événemens, tant à la cour qu'à la ville, se succèdent avec une telle rapidité, qu'on a peine à les saisir.

Le matin, l'on est étonné d'être,

pour ainsi dire, forcé de s'occuper de toute autre chose que de ce qui agitait les esprits la veille. Je me hâte en conséquence de vous annoncer que les ministres sont sur le point d'être tous changés. Ce sont maintenant les amis de la marquise qui entourent le roi. Il ne reste des anciennes créatures du cardinal de Fleury que M. d'Argenson, qui devient aussi très-suspect à madame de Pompadour, en ce qu'elle le soupçonne de favoriser les amours du roi pour la comtesse d'Estrade. Ce qui est certain, c'est que Sa Majesté paraît s'ennuyer beaucoup de la marquise; qu'elle est obligée, pour distraire le roi, d'avoir recours aux fêtes, aux ballets, aux comédies, dont elle est la principale actrice. Ces amusemens, qui n'ont jamais beaucoup flatté le roi, sont épuisés, et l'ennui prévaut toujours.

La marquise, à qui cela a donné de l'humeur, veut se venger, et, calculant que son règne est fini comme maîtresse, elle a pris la résolution de se faire ministre, c'est-à-dire de les gouverner tous, et de faire qu'ils ne puissent prendre un arrêté sans le lui avoir communiqué. Pour parvenir à ce but, il ne faut pas que M. d'Argenson reste à la guerre. Elle n'obtiendra pas facilement son renvoi, car le roi respecte en lui le choix du cardinal. D'ailleurs, M. d'Argenson s'est concilié tous les militaires, par l'édit qui accorde la noblesse, non pas seulement aux roturiers qui parviendront au grade d'officier général, mais à tous ceux qui serviront en qualité de capitaine et dont le père aura obtenu le même grade.

Le roi qui écoute assez l'opinion publique (lorsqu'elle peut lui parvenir) n'ignore pas que M. d'Argenson est

porté aux nues pour cet édit, et que le disgracier dans un moment pareil, ce serait s'attirer le blâme général.

La difficulté que l'on présume que la marquise éprouvera pour le renvoi de M. d'Argenson, joint à ce que le roi la voit peu dans ce moment, où il ne quitte presque point madame Henriette, qui est au lit depuis quelque temps, fait penser que son crédit et son règne sont finis. Mais qui la remplacera? Une plus dangereuse? cela est difficile; une plus ambitieuse? cela est impossible. Néanmoins si la marquise est disgraciée, le roi prendra certainement une autre maîtresse. Il faut conséquemment se borner à désirer que ses amis soient honnêtes et chérissent la France.

La république des lettres vient d'être en butte à la colère du conseil ou plutôt à celle des jésuites. L'amour-propre

et l'intérêt les ont guidés dans cette affaire.

Déjà deux volumes du Dictionnaire Encyclopédique, rédigés par MM. Diderot et d'Alembert, paraissaient. Ce dictionnaire devant nécessairement faire tomber celui de Trévoux, et les jésuites le craignant encore plus que de se voir tourner en ridicule, ont cabalé pour en empêcher la continuation et même la publication.

Madame Henriette, entourée de son confesseur, de la reine, de M. le Dauphin, tous guidés par les jésuites, a obtenu un arrêt du conseil qui supprime cet ouvrage comme contraire à la religion et à l'état.

Une descente de police a été ordonnée chez M. Diderot pour enlever les manuscrits. D'après cela vous jugez que tout le monde va désirer d'avoir cet ouvrage, et que les presses

étrangères vont y. être employées. Voilà comme de faux calculs et des mesures peu réfléchies ruinent une branche de commerce intéressante pour la France et enrichissent nos voisins, qui rient de nos sottises.

## LETTRE XLIX.

*Le comte de*** à M. de Chavigny.*

Je charge le courier qui va annoncer la nouvelle de la mort de madame Henriette au roi Stanislas, de vous remettre ma lettre, afin que vous sachiez plutôt et plus sûrement ce qui se passe ici.

La cour est à Marly absolument seule, le roi étant très-affligé de la perte de madame Henriette. C'était celle de ses filles qu'il affectionnait le plus.

J'ai vu hier M. Duverney, qui m'a dit que le conseil était maintenant occupé à préparer une négociation importante ; mais qu'il craignait que la personne qu'on en chargerait ne remplît pas le but proposé ; qu'il serait à désirer que vous voulussiez accepter cette nouvelle mission.

J'ai objecté à Duverney que vous aviez pris la résolution de vous retirer des affaires. Il m'a répondu qu'il connaissait l'amour que vous portiez à votre pays, l'attachement inviolable que vous aviez pour le roi, et qu'il pensait que, malgré l'humeur très-raisonnable que vous devez avoir contre les ministres, vous l'oublieriez facilement pour être encore une fois utile à votre patrie. En conséquence, ne voulant pas vous envoyer un courier qui ferait naître le soupçon qu'il vous a pressenti, il m'a chargé de vous

écrire, afin que vous n'apportiez aucun refus dans le cas très-possible où vous seriez appelé.

Il faut absolument que vous fassiez ce nouveau sacrifice, sans quoi les ennemis que vous avez combattus si victorieusement, en traversant leurs projets, vont de nouveau reprendre crédit dans le cabinet de Versailles. Votre excellence ne peut pas se faire d'idée des menées et des intrigues qui agitent le conseil. Le comte de *Staremberg* est parvenu à se faire écouter favorablement de la marquise, du conseil, et même de M. le prince de Conti, qui, ayant un travail réglé avec le roi, peut avoir un crédit indépendant de madame de Pompadour.

Il me semble que vous feriez très-bien de revenir à la cour. Le roi vous voyant, se déterminerait plus facilement. Vous n'ignorez pas que les absens perdent beaucoup dans son esprit.

## LETTRE L.

*Le comte de *** au Provincial.*

L'AMOUR est toujours le maître de notre monarque. Les chagrins les plus cuisans le cèdent dans son cœur à cette passion qui le gouverne despotiquement.

L'on a, pendant quelques jours, eu l'espoir que la marquise allait être disgraciée; mais helas! cet espoir n'a pas été de longue durée.

Voici ce qui avait fait espérer ce bien. La cour étant de retour à Versailles, et madame de Pompadour ne pouvant tirer le roi de la langueur qui l'accablait, elle commençait elle-même à craindre que l'ennui ne fût cause de sa chute. Ses craintes redoublèrent quand elle apprit que la jolie comtesse

de Coislin agaçait le roi, et que Sa Majesté avait repris une gaîté qu'elle ne venait pas partager avec elle.

Plusieurs jours s'écoulèrent sans que le roi pensât à aller à Choisy, malgré les prières de la marquise.

Point de souper aux petits appartemens, et de fréquentes promenades dans les bosquets du parc, mais accompagné seulement de deux affidés.

Le hasard, disait-on, ayant conduit le roi dans les avenues de Trianon, il y rencontra madame de Coislin, lui offrit son bras, et la conduisit à Trianon, où elle a eu la maladresse de le rendre heureux.

Si madame de Coislin eût eu le bon esprit d'amener le roi par degré à lui rendre un hommage public, elle fût parvenue à supplanter sa rivale; au lieu d'alimenter les désirs du roi, elle les a satisfaits; et cette conquête trop facile

a rendu à la marquise tous ses droits.

Les courtisans qui n'ont besoin que d'yeux et peuvent se passer de pénétration, ont jugé que la marquise, toute chancelante qu'elle paraissait, était encore la voie la plus sûre pour parvenir aux graces, et n'ont pas discontinué de lui faire la cour.

Le comte de Bernis est celui qui, dit-on, la console de l'indifférence du roi. Cependant, Sa Majesté a beaucoup de confiance en lui, et l'on ne doute point qu'il ne parvienne incessamment à l'épiscopat. C'est, sans contredit, un homme de mérite et d'une probité rare dans un courtisan, aimant son pays, et très-capable de lui être utile, si l'on suit ses avis. Mais il est si mal secondé aux affaires étrangères! Depuis l'exil de M. d'Argenson, il n'y a pas eu un ministre capable; et, pour l'avilir tout à fait, on vient d'y nom-

mer M. Rouillé qui quitte le contrôle général. M. de Séchelles le remplace. L'on est prévenu en sa faveur, et on le regarde comme très-capable de remplir cette place (s'il y reste); car maintenant ici les ministres passent comme les ombres de la lanterne magique. On me disait dernièrement que le roi de Prusse demandait *quel était le ministre de quartier en France.*

## LETTRE LI.

*M. de Chavigny au comte de ***.*

Non, M. le Comte, non, je n'accepterai point de mission. J'ai toujours bien servi mon pays, mais c'était dans un temps où il était permis d'espérer que le bien s'opérerait. Aujourd'hui, on le tenterait vainement. Je suis là-dessus plus instruit que vous, quoique

vous soyez au centre de la cour et à portée d'examiner les opérations ministérielles. Je vais vous le prouver.

Vous ignorez d'abord que le comte de Kaunitz, informé des dispositions de la cour de France, a déterminé sa souveraine à se lier intimement avec madame de Pompadour, et que, quoiqu'une correspondance avec cette favorite choquât la dignité et la hauteur de la reine de Hongrie, l'intérêt politique, qui agit si puissamment sur les princes, en a obtenu une lettre très-flatteuse pour madame de Pompadour, lettre que le comte de Staremberg a été chargé de lui remettre en personne.

Vous devez conclure de cette démarche que madame de Pompadour servira les projets de la cour de Vienne, et que la France sera sacrifiée à l'ambition de la maison d'Autriche.

Je sais aussi que madame de Pompadour a consulté là-dessus l'abbé comte de Bernis; qu'elle a éprouvé de sa part plus de contrariété qu'elle ne le pensait; qu'il a joint aux raisons politiques, l'intérêt de l'amitié; qu'il lui a fait observer que l'impératrice désirait le renversement total d'un système qui subsistait depuis un laps de temps considérable, système qui faisait la base de toute la politique, et qu'une alliance entre les deux premières puissances de l'Europe ferait naître des craintes, et rendrait le roi de France suspect aux princes d'Allemagne qui l'avaient jusqu'alors regardé comme leur protecteur. « Croyez, lui a-t-il ajouté, que l'impératrice ne recherche l'alliance de la France que pour attaquer plus sûrement le roi de Prusse, qu'elle ne voit pas, sans colère, tranquille possesseur de la Silésie; que, si le traité

existe, le roi se trouvera forcé de faire la guerre, qu'il veut éviter. Si le succès en est malheureux, quels reproches n'aurez-vous pas à vous faire comme Française, et combien le roi sera-t-il fondé à vous en adresser ! »

La conduite de la reine de Hongrie est d'autant plus adroite, qu'elle n'ignore pas que le cabinet britannique, sans déclaration de guerre, nous a pris deux vaisseaux ; que notre ambassadeur à Londres (1), homme d'honneur et de courage, mais d'un esprit borné, possédant trop de franchise pour douter de celle de la cour de Londres, a rassuré le cabinet de Versailles sur les craintes qu'il devait avoir de cet acte hostile, et que le conseil du roi se croit parfaitement tranquille et attend hum-

(1) Le maréchal de Mirepoix.

blement, ainsi que le maréchal, la restitution des deux vaisseaux.

Vous ignorez ensuite que le roi de Prusse, toujours actif et toujours soupçonneux, a pénétré les secrets de l'Angleterre et les projets de l'Autriche; qu'il a en conséquence chargé confidentiellement le baron de Krinausen, son ministre à Versailles, d'offrir au roi tous secours, en le prévenant que la reine de Hongrie s'était déjà assurée de l'alliance des Anglais, mais que nous pouvions déconcerter leurs mesures, et que, si la France voulait attaquer les Pays-Bas, lui, Frédéric, entrerait en Bohême avec cent mille hommes.

Madame de Pompadour, a appris ce secret de M. d'Argenson, qui le lui a confié pour se raccommoder avec elle; elle n'a pas manqué d'en prévenir le comte de Staremberg, qui a pris sur lui d'offrir au roi l'alliance de

l'Autriche, afin de dissiper les soupçons que Sa Majesté aurait pu concevoir contre la cour de Vienne.

M. d'Argenson s'est trompé affreusement sur le compte de madame de Pompadour, en croyant qu'il la mettrait dans les intérêts de la cour de Berlin ; car je suis certain que dans le conseil secret qui s'est tenu chez la marquise, M. d'Argenson a parlé vigoureusement en faveur de l'alliance avec la Prusse, et a dit que, si l'on en contractait une avec la reine de Hongrie, le roi de Prusse la regarderait comme une infraction au traité qui l'unissait à nous, qu'il serait presque impossible d'éviter la guerre sur le continent, et que pour la commencer avec avantage il faudrait accepter et suivre le plan du roi de Prusse, ce qui empêcherait la reine de Hongrie d'être utile aux Anglais.

M. le comte de Bernis et M. Rouillé ont appuyé M. d'Argenson. M. de Bernis, voyant que l'opinion contraire allait prévaloir, parce qu'il était appuyé par le maréchal de Noailles, M. de Saint-Severin et M. de Machaut, a demandé qu'on envoyât au moins auprès du roi de Prusse un ambassadeur qui fût du goût de ce prince, qui pût le ménager et pénétrer ses desseins.

Et vous voudriez, M. le Comte, que je fusse cet homme? Non, encore une fois, non; je suis trop convaincu que les vrais amis de la France n'ont plus qu'à gémir sur son sort.

Vous voyez, M. le Comte, qu'à cinquante lieues de la cour, je suis plus instruit que vous des menées politiques, et j'espère que ce que je vous apprends vous empêchera, vous et M. Duverney, de penser à moi

pour rentrer dans la diplomatie. Je compte trop sur votre amitié à tous deux pour le craindre.

## LETTRE LII.

*Le comte de*** à M. Duverney.*

Je ne vous sais pas mauvais gré, mon cher Duverney, de ne m'avoir point initié dans les secrets du conseil ; vous êtes trop esclave de votre devoir pour le transgresser ; mais d'autres, moins délicats que vous, ont instruit M. de Chavigny. Il est au fait de toutes les démarches des ambassadeurs étrangers, et, dans le silence de sa retraite, il calcule et combine les résultats.

D'après ces réflexions il est décidé à ne point accepter la place d'ambassadeur auprès du roi de Prusse,

Il nous prie tous deux de n'y plus penser, et les raisons qu'il me donne sont si plausibles, que je suis obligé de m'y rendre.

Si, comme le présume M. de Chavigny, la guerre recommence, est-ce que vous ne vous occuperez pas des vivres? Il ne faudrait plus que cela pour perdre entièrement l'armée. D'un autre côté, comment pourrez-vous être à l'armée et à Paris? La construction de l'école militaire (1) a besoin de votre présence pour arriver à sa fin.

Je suis bien fâché d'être autant vo-

(1) Ce fut M. Duverney qui conçut le projet de l'établissement de l'Ecole militaire. Pour que cela fût moins onéreux à l'Etat, il créa la loterie connue sous le nom de loterie de l'Ecole militaire. Déjà l'institution des loteries avait favorisé les opérations financières de MM. Pâris, lorsqu'ils retirèrent les billets de Law.

tre ami ; car vous me causez beaucoup d'inquiétude.

Je voudrais pouvoir rompre les chaînes qui m'attachent à la cour, et, ainsi que M. de Chavigny, vivre loin des cabales et des courtisans. Enfin, je suis si ennuyé des intrigues qui entourent le roi, je les fronde si fort, que j'espère qu'un beau matin une lettre de cachet viendra me rendre à la liberté, en m'exilant dans ma province. Je forme les mêmes vœux pour vous ; au moins vos amis n'auront plus la crainte de vous voir sacrifier votre santé pour des ingrats.

## LETTRE LIII.

*Le comte de *** au Provincial.*

Nos alarmes sont heureusement cessées, mon cher compatriote, M. le Dauphin est en parfaite convalescence. Pendant quelques jours l'on a craint pour sa vie. La perte, encore récente, de madame Henriette, a fait sentir plus vivement au roi le danger de son fils. La reine était toujours dans les larmes. Je n'ai jamais vu un spectacle plus douloureux, surtout le jour où la faculté déclara que M. le Dauphin ne pouvait être rappelé à la vie que par un miracle.

M. le duc d'Orléans, celui des princes qui gagnait le plus à la mort de M. le Dauphin, en ce qu'il deve-

nait héritier présomptif du trône ( la branche d'Espagne ayant renoncé à la couronne), s'est comporté avec un désintéressement qui commande l'admiration.

Le jour où la faculté déclara que M. le Dauphin était dans un état désespérant, le duc d'Orléans supplia le roi de permettre qu'on appelât les docteurs Pousse et Dumoulin, possédant plus de savoir à eux deux que tous les médecins de la cour. Le roi, désespéré, y consentit, et le prince partit sur-le-champ pour Paris, où il eut bien de la peine à déterminer ces deux docteurs, qui, lorsqu'ils arrivèrent à Versailles, redoublèrent, par leur surprise de voir M. le Dauphin enflé et sans connaissance, le désespoir de la famille royale.

Après une courte délibération, ils résolurent qu'il fallait saigner du pied

le malade. Les médecins de la cour déclarèrent que, si on saignait M. le Dauphin, il était mort. Pousse, avec sa brusquerie ordinaire, s'écria ( en jurant) : Hé bien ! si on ne le saigne pas, il est mort : vous l'avez à moitié tué, laissez-nous tenter de le ressusciter.

La faculté déclara qu'elle s'opposait à la saignée, et le roi fut obligé de prononcer contre la faculté, à qui il ordonna de sortir de l'appartement de son fils.

La saignée fut à l'instant faite : Dumoulin avait les mains dans l'eau, et Pousse tenait le bras du malade.

Le chirurgien qui avait ouvert la veine, leur dit : Messieurs, est-ce que vous n'arrêtez pas le sang ? Non, dit Dumoulin ; taisez-vous, et ne faites que ce que nous vous ordonnons. Enfin, après une saignée abondante, on remit M. le Dauphin dans son lit.

Il dormit deux heures. A son réveil, il avait recouvré toute sa connaissance.

Les deux médecins, après un nouvel examen, déclarèrent qu'ils répondaient sur leurs têtes de la vie du prince, s'il n'y avait qu'eux seuls qui l'approchassent.

A cette nouvelle, la reine se jeta dans leurs bras, les embrassa en les baignant de larmes. Le roi les combla de remercîmens, et les assura de toute sa reconnaissance. Madame la Dauphine, ivre de joie, leur avançait des fauteuils, pressait leurs mains dans les siennes, et n'avait pas la force de proférer une parole. Tous les assistans répandaient des larmes.

Le docteur Pousse, qui ne connaissait point du tout la cour, en voyant M^me^. la Dauphine rendre à son époux des soins assidus, même dans les offices les plus rebutans, dit au roi, en

la lui montrant : « Voilà, Sire, une excellente garde ; comment la nommez-vous ? » Le roi sourit et lui dit : C'est madame la Dauphine. Le docteur lui témoigna son regret de ne l'avoir pas connue, et lui rendit les hommages qu'elle méritait.

Oh ! bien, s'écria-t-il, *que nos petites maîtresses de Paris refusent de voir leurs maris malades de la petite-vérole, je les rembarrerai mieux que jamais, et les enverrai à cette école.*

Le roi, par le conseil des deux médecins, engagea madame la Dauphine à moins s'exposer et à se ménager davantage, sans quoi sa santé en souffrirait. *Qu'importe que je meure,* répondit-elle, *pourvu qu'il vive ; la France ne manquera jamais de Dauphine.*

Cette maladie a forcé M. le Dauphin de rendre justice à sa respectable

épouse. Il a fait disparaître de son appartement les meubles de la feue dauphine, dont il avait forcé la seconde de se servir. Il l'avait même forcée de porter son portrait en brasselet. La reconnaissance lui tiendra lieu d'amour.

Le roi s'est trouvé obligé de déroger à la loi qu'il s'était imposée de ne plus se montrer aux Parisiens. Il est venu à Notre-Dame avec la reine, monsieur le Dauphin, madame la Dauphine et toute la famille royale, au *Te Deum* qui a été chanté en actions de graces de la convalescence de l'héritier du trône.

Toute la famille royale ne pouvant se dispenser de témoigner sa reconnaissance à M. le duc d'Orléans, a été dîner chez ce prince. Il y avait longtems que Paris n'avait joui du spectacle d'une fête semblable à celle que Son Altesse a donnée.

Madame de Pompadour, qui a voulu singer le prince, a donné à Bellevue une fête allégorique. La scène représentait une caverne environnée d'une pièce d'eau, où l'on voyait un dauphin lumineux : des monstres vomissant feu et flamme venaient pour l'attaquer ; mais Apollon descendait de l'Olympe et frappait ces monstres de sa foudre. A cette décoration, a succédé le palais du Soleil resplendissant de lumière, où ce dauphin reparaissait dans son premier éclat, au moyen d'une illumination.

Il ne manquait à cette fête que le héros qui en était le sujet ; aucune personne de la famille royale, excepté le monarque, n'y a assisté. Aussi la marquise s'en est vengée d'une manière insultante, et voici comment :

Silvestre, maître de dessin de M. le Dauphin, avait prié ce prince de lui

faire avoir la place de garde des dessins du cabinet du roi, vacante par la mort de M. Coypel. La marquise, sachant que M. le Dauphin sollicitait pour son maître, a fait donner la place à Cochin, le fils, complaisant en titre du frère de la marquise.

Silvestre a écrit au marquis de Vandières (Marigni) avec le ton que commande pour ainsi dire l'amour-propre piqué, et lui a reproché son injustice. Ce marquis, furieux, a porté cette lettre à sa sœur, qui l'a montrée au roi, et Sa Majesté a fait mettre Silvestre au fort l'Evêque.

Madame la Dauphine a été se jeter aux pieds du roi pour obtenir la liberté de Silvestre; elle n'a réussi qu'à force de prières.

Cette aventure ne rétablit pas l'intelligence entre la famille royale et la favorite.

Les princes du sang ne la ménagent pas beaucoup non plus, si l'on en excepte le prince de Condé, qui, quoique très-jeune, est dévoré d'ambition. Lui et le comte de Clermont sont assez courtisans pour se tenir debout devant elle.

Le prince de Conti, courroucé *de ce qu'il appelle les bassesses de ses cousins*, étant dernièrement chez la marquise, qui recevait dans sa chambre à coucher, et, voyant qu'elle le laissait comme les autres, en posture de suppliant, fut s'asseoir sur son lit, en disant: *Madame, voilà un excellent coucher.* Il y resta jusqu'au moment où le roi parut. Il fut au-devant de lui et dit: « Sire, je suis ici d'après les ordres de Votre Majesté, » ne voulant pas que les courtisans crussent qu'il y était de son propre mouvement.

Le marquis de Paulmy est revenu de

ses visites des places des provinces méridionales : il a rendu compte à Sa Majesté de l'intérêt que le peuple avait témoigné par sa douleur et par sa joie lors de la maladie de M. le Dauphin. Il a ajouté qu'il avait surtout été édifié des protestans de ces cantons, que l'on calomniait, en les accusant d'être mal intentionnés pour le gouvernement ; qu'il les avait vus assemblés en foule dans leurs temples implorer le ciel pour la conservation de M. le Dauphin, et chanter des actions de graces à la nouvelle de sa convalescence.

Cette relation m'a fait grand plaisir pour vous, mon cher compatriote. M. de Paulmy m'a dit que vous vous étiez distingué dans cette circonstance, et qu'il ne le laisserait point ignorer au roi.

## LETTRE LIV.

*Le comte de *** à M. de Chavigny.*

Vous êtes comme les dieux, qui s'éclipsaient de la terre aussitôt qu'ils n'étaient plus nécessaires aux mortels.

Les affaires de vos amis étant terminées à votre satisfaction, je pars exprès de Versailles pour aller vous en faire mon compliment, et j'apprends que le matin même vous êtes retourné en Lorraine.

La lettre qu'on m'a remise de votre part n'a point du tout diminué l'humeur que me donne votre absence. Je crois, ne vous en déplaise, que vous montrez trop d'éloignement pour la cour, et trop d'indifférence pour le

roi, qui, s'il se voyait toujours entouré de ses anciens amis, ferait, j'ose le dire, moins de sottises. Oui, sottises est le mot; car je crois qu'on ne peut qualifier autrement l'alliance que Sa Majesté vient de faire contracter au prince de Condé. Elle a donné lieu à des discussions désagréables pour les contractans.

La marquise, voulant accoutumer la France à voir des unions mal assorties, a déterminé le roi à faire épouser mademoiselle de Soubise au prince Condé.

Il s'en faut que ce mariage plaise aux autres princes du sang. Lorsqu'ils se sont trouvés rassemblés dans le cabinet du roi pour la signature du contrat, ils ont refusé de signer sans un ordre exprès de Sa Majesté, ne voulant pas, ont-ils dit, que, par leurs signatures, ils eussent l'air d'approuver la

qualité de *très-haut et très-puissant prince* que l'on donne, dans cet acte, au prince de Soubise, qualité inhérente à eux seuls par le droit de leur naissance. Ils ont en outre demandé au roi de permettre qu'ils protestassent contre la signature qu'ils allaient donner en vertu de l'ordre de Sa Majesté. Le roi y a acquiescé avec beaucoup d'humeur; et les princes ont trois mois pour produire les titres de leurs prétentions exclusives.

La vanité de la marquise est poussée à un tel point, qu'elle a manifesté le désir de faire son frère cordon bleu. Le roi, qui n'a pas la force de lui rien refuser, l'avait, pour ainsi dire, promis; mais, voulant sonder un peu l'opinion publique, il s'est adressé au véridique Puiségur, qui lui a répondu avec sa franchise ordinaire : « Sire, le

poisson est encore trop jeune pour le mettre au bleu (1). »

Sa Majesté a compris le sens de cette plaisanterie, et le jeune marquis ne sera pas honoré de la récompense accordée au rang et au mérite.

Ayant échouée dans ce projet, la marquise en a conçu un autre, qui est de marier sa fille au duc de Fronsac. Elle avait, il y a quelques années, songé au duc d'Agenois; mais, le duc de Richelieu étant le favori distingué du roi, elle a pensé que, si la fortune cessait de lui être prospère, le duc de Richelieu, en qualité de beau-père de mademoiselle Alexandrine, soutiendrait le crédit de sa mère. D'après ces calculs, elle en a fait la proposition au duc de Richelieu. Elle savait d'ailleurs

---

(1) Allusion au nom de famille de M. de Marigny, qui se nommait Poisson.

que la noblesse des Vignerot n'était pas assez ancienne pour qu'on pût lui objecter la mésalliance. Elle n'ignorait pas non plus que, lorsque le duc de Richelieu succéda au duc de Rochechouart, un courtisan très-caustique lui avait dit : « Je vous félicite, M. le duc, vous voilà enfin gentilhomme. » Jeu de mots très-outrageant pour le favori titré.

Elle a donc hasardé de proposer au duc de marier le duc de Fronsac, son fils, avec mademoiselle Alexandrine.

M. de Richelieu, n'étant pas assez vil pour être flatté de la proposition, mais étant trop attaché au titre de favori du prince pour y renoncer par un refus absolu, a éludé adroitement, en répondant « qu'il était très-sensible au choix » de madame la marquise, et recevait » avec reconnaissance une offre aussi » gracieuse; mais que son fils ayant

» l'honneur d'être allié par sa mère
» à la maison de Lorraine, il ne pou-
» vait en disposer sans son agrément,
» et qu'il allait le demander avec em-
» pressement. »

Le duc n'a eu d'autre intention que de gagner du temps, espérant qu'il arrivera quelques événemens qui le sortiront d'embarras.

La marquise a pris cette réponse pour un refus, et elle boude décidément le duc, qui paraît s'en moquer, le roi étant tellement habitué à son caractère et à sa conversation amusante, qu'il serait impossible qu'il s'en passât.

Je ne vous entretiendrai point de nouvelles politiques, car vous m'avez démontré que vous étiez beaucoup plus instruit que moi. Néanmoins, je vous dirai qu'on assure ici le traité d'alliance avec l'impératrice reine consommé, et que c'est M. le duc de Nivernais

qui sera ambassadeur à la cour de Prusse.

## LETTRE LV.

*Le comte de *** au Provincial.*

Je ne veux pas, mon cher compatriote, que vous appreniez un des derniers la naissance du duc de Bourgogne, et je profite du courier de M. Duverney, qui part cette nuit, pour vous écrire. Les couriers du gouvernement ne partiront que demain. D'après ma diligence, vous pourrez annoncer le premier cette heureuse nouvelle qui met en délire tous les Français.

Le roi, la reine et les grands officiers de la couronne ont passé la nuit dans la chambre de madame la Dauphine,

qui n'est accouchée qu'à cinq heures et demie du matin. La veille, à dix heures du soir, M. l'archevêque de Paris, pour faire sa cour à M. le Dauphin, avait ordonné aux curés de Notre-Dame et de Saint-Louis d'exposer le Saint Sacrement. En pareilles circonstances, des prêtres gardent le tabernacle. Aussi toute la famille royale, en sortant de l'appartement de madame la Dauphine, a-t-elle été entendre la messe en actions de graces de la naissance du jeune prince.

M. de Beaufremont vient de se faire le champion des princes et de la noblesse. Il a présenté une requête au parlement, dans laquelle il dit que « son aïeul » présidant la noblesse aux derniers » états, il se croyait obligé de prendre le » parti du premier ordre du royaume et » de demander à la cour la permission » d'assigner le doyen de la Sorbonne, à

» l'effet d'exhiber le titre sur lequel » était fondé le prétendu privilége de » la maison de Rohan, et que, jusqu'à » ce, il fût fait défense à tous les docteurs licenciés et autres suppôts de » la faculté de théologie de permettre » à ceux de ladite maison de s'arroger » aucuns droits ni prérogatives au préjudice de la noblesse. »

La cour lui a permis d'assigner. Sur-le-champ, le roi a évoqué cette contestation à son conseil, et, par une décision précipitée, les maisons de Rohan et de Bouillon sont maintenues dans la possession où elles étaient de prendre le titre de *très-hauts et très-excellens princes*. La même décision ou déclaration (car on est embarrassé dans la dénomination qu'on doit donner à cet acte) annulle la protestation des princes du sang.

Le même jour les princes du sang

ont présenté une requête au roi contre sa décision. Sa Majesté, prenant sa tournure ordinaire, qui est de temporiser avec tout le monde, a écrit aux princes la lettre dont je vous envoie copie.

« Je ne veux juger ni faire juger si » MM. de Rohan sont princes ou non; » mais je veux que toutes choses » soient remises dans l'état où elles » étaient avant le mariage de M. le » prince de Condé avec mademoi- » selle de Soubise, sans que les signa- » tures du contrat puissent faire tort » aux droits et prétentions d'un cha- » cun, ni les favoriser. »

Cette lettre cause beaucoup d'humeur aux princes; en effet elle donne gain de cause aux maisons de Rohan et Bouillon.

La marquise, qui affiche d'adopter toutes les opinions qui contrarient la

famille royale, a été en grand apparat complimenter les princes étrangers. Elle ose même se vanter d'avoir été en quelque sorte la médiatrice entre ces grands personnages, et son amour-propre en est exalté à un point qu'il est impossible de décrire. Elle a, je vous jure, beaucoup d'occupation dans ce moment, car elle ne se dissimule pas qu'elle ne peut plus enivrer les sens de son royal amant, à qui une longue possession devient insipide. Elle est donc obligée de redoubler d'efforts pour captiver son esprit, le subjuguer, et se rendre assez nécessaire pour qu'il ne puisse s'en passer. Malheureusement elle l'habitue à une vie oisive, et ce n'est qu'en cela qu'elle peut le servir selon son goût ; car l'on sait que le roi craint de s'occuper des soins de son royaume.

Madame la duchesse de Châtillon,

persuadée du pouvoir de la marquise, lui a écrit pour la supplier de faire connaître au roi les regrets qu'avait son mari d'avoir pu lui déplaire et de mourir dans sa disgrace.

Le plaisir d'humilier M. le Dauphin, qui n'a rien pu obtenir en faveur de son gouverneur, a déterminé la marquise à lui prouver que son pouvoir était sans borne; elle a répondu à la duchesse de Châtillon « que Sa Majesté était touchée de la triste situation du malade; qu'elle était très-persuadée qu'il n'avait eu aucune mauvaise intention dans la démarche qui lui avait déplu; qu'elle lui rendait ses bonnes graces et qu'elle désirait fort qu'il fût bientôt en état de venir à la cour, où elle serait très-satisfaite de le revoir. »

Cette lettre, dont la marquise parle sans cesse, augmente la haine de

M. le Dauphin pour cette favorite. Il semble, en vérité, qu'elle prenne à tâche de se faire des ennemis de tout le monde. Elle ne ménage personne, et il y a quelques jours que, en présence de madame la duchesse de Lauraguais, elle disait, en rendant compte de la lettre de la duchesse de Châtillon et de celle qu'elle avait répondu au nom du roi : *C'est encore une victime de madame de Châteauroux de réhabilitée.*

Les fêtes de la ville de Paris, à l'occasion de la naissance du duc de Bourgogne, n'auront lieu qu'après que madame la Dauphine aura été à Notre-Dame rendre ses actions de grace. J'espère qu'à cette époque j'aurai obtenu la permission (1) que vous veniez dans

(1) Le provincial, à qui ces lettres sont écrites, était membre des Etats du Langue-

la capitale jouir de ces spectacles et du plaisir qu'auront vos amis de vous posséder.

## LETTRE LVI.

*Monsieur de Chavigny au comte de***.*

De Rennes.

DITES-MOI, je vous prie, M. le Comte, quel est l'esprit de vertige qui s'est emparé de tout le conseil du roi, et comment on a pu, dans un moment aussi critique, lui conseiller des actes de rigueur faits pour aigrir les esprits plutôt que pour les ramener.

L'on devait être satisfait que le clergé, par motif d'ambition, le tiers état

---

doc et enveloppé dans la disgrace générale.

par crainte, eussent acquiescé aux propositions de la cour, et s'embarrasser peu des réclamations de la noblesse, surtout ne pas accorder une si grande croyance à M. le duc de Chaulnes qui, dans la circonstance où il se trouve, prévoyant le tort que pourrait lui faire dans l'esprit du roi une tenue d'états aussi turbulente, n'a trouvé d'autres moyens de se justifier que d'accuser et de désigner, comme promoteurs de la résistance de la noblesse, des personnes dont il avait, pour son compte seulement, quelques raisons de se plaindre, mais à qui il était impossible d'adresser un reproche fondé relativement aux expressions qu'elles ont employées pour soutenir leur opinion.

Ce que vous ne savez pas, et ce que l'on se gardera bien de dire à Versailles, c'est que toute la Bretagne,

sans aucune distinction de rang et d'état, est contre le duc et la duchesse de Chaulnes, qui agissent à Rennes comme le ferait un vice-roi du royaume de Léon et de Valence, ayant à ses ordres l'inquisition. L'évêque de Rennes n'est pas plus épargné, et les esprits sont aigris à un point qu'on a affiché à la porte de l'évêque, le lendemain de la scène indécente qu'il a faite aux états, cette annonce : *On donnera aujourd'hui la seconde représentation des fureurs de Guérassin* (1), *qui sera suivie des faux frères.*

L'on a fait à la hâte une carricature du sénéchal de Rennes, dans laquelle on le représente attaché à une potence.

---

(1) Guerassin, était le nom de famille de l'évêque de Rennes.

Les états se sont assemblés régulièrement et n'ont point délibéré. Ils attendaient le courier de la cour, espérant que leurs représentations parviendraient jusqu'aux pieds du trône. Ils s'en flattaient; moi, je n'en croyais rien, et l'événement a prouvé que j'avais raison.

Ce dont je suis persuadé, c'est que, si le roi eût envoyé aux états des commissaires d'un esprit conciliant, et véritablement amis de Sa Majesté et de la patrie, les choses auraient pu s'arranger au gré de la cour et des états. M. le duc de Chaulnes n'a jamais mis cette confiance et cet abandon qui déterminent les hommes à s'entendre. Toujours des formes administratives, et pas une communication amicale, voilà sa conduite de tous les jours et de toutes les minutes. La duchesse renchérissait sur son mari par des malhonnêtetés mar-

quées avec les épouses des nobles qui étaient désignés comme opposans.

Ce que la province de Bretagne ne pardonnera jamais aux commissaires du roi, c'est d'avoir constamment refusé de communiquer à Sa Majesté l'offre confidentielle des états de s'abonner pour le paiement du vingtième, afin que la somme demandée entrât directement dans ses coffres, et que des maltotiers n'en reçussent pas pour leur compte un grand tiers, étant convaincue que ces sortes de perceptions sont en grande partie cause de la demande successive des nouveaux impôts, les frais diminuant, d'une manière effrayante, la somme demandée.

« Si le roi veut écouter sa justice, disait M. le comte de Lagnion au duc de Chaulnes, il nous accordera la suppression du vingtième ; mais si les be-

soins de l'état y sont un obstacle, nous attendons de sa bonté paternelle qu'il nous en accorde l'abonnement, comme le seul et unique moyen de concilier les intérêts de Sa Majesté avec le soulagement de ses sujets. »

Si le duc de Chaulnes eût accueilli cette proposition, ainsi qu'il devait le faire, il y a long-tems que les débats seraient finis, le roi serait content, et la province de Bretagne ne serait pas dans une fermentation très-dangereuse, excitée par l'arrestation et l'emprisonnement de beaucoup de gens estimés et considérés. Enfin, madame de Chaulnes, animée par la jalousie et la haine qu'elle porte à madame de Pyré, a exigé de M. de Chaulnes qu'elle fût comprise dans le nombre des victimes, et qu'une des lettres de cachet, *qu'il a reçue en blanc*, fût envoyée à cette dame.

Ce matin même, au moment où les états se sont assemblés, l'on a appris l'exil de madame de Pyré à Saintes, celui de MM. de Kersauson à Issoire en Auvergne, de M. de la Bernerais à Angoulême, de M. de Kerquesec à Ganat en Bourbonnais, de M. de Keratrice à Isigny en Normandie, de M. de Begas, son oncle, à Vitaux en Bourgogne; de M. de Begas, neveu, à Gueret, dans la Marche, de M. Dulattay de St.-Péron, à Nevers; de M. Duthoya, baron sénéchal de Quintin, à Montmorillon en Poitou.

M. de Vavincourt, plus maltraité par madame de Chaulnes que les autres, est envoyé au Mont-Saint-Michel; M. d'Eschard aux Charitains à Pontorson; M. de Labedoyère à Angoulême; MM. Troussier, de Langororia, Sceaux, le Mautier, doivent être conduits (comme MM. de Vavin-

court et d'Eschard) par la maréchaussée, et à leurs frais, puis enfermés dans des châteaux forts.

L'évêque de Rennes a reçu aussi l'ordre de rester dans son diocèse, sans doute pour le punir de son peu de réussite; car il a bien transgressé son devoir pour plaire aux commissaires du roi.

Je voudrais pour beaucoup ne m'être pas rendu aux sollicitations de M. de Lagnion, de venir passer le tems des états avec lui. Je voudrais enfin n'avoir pas vu moi-même les menées et les intrigues qui ont été employées, pouvoir me faire illusion, et croire que la justice a présidé dans toutes les actions des commissaires du roi; car il est terrible pour un homme ami de son pays, d'être convaincu que les affaires de la plus haute importance se traitent avec la

légèreté qu'on mettrait à renvoyer un commis de bureaux.

Oserez-vous bien encore, monsieur le Comte, me reprocher mon absence de la cour? qu'y ferais-je, et qu'y faites-vous? Un homme honnête peut-il voir ce qui s'y passe et se taire? Si, comme autrefois, l'on pouvait montrer la vérité au roi, lui peindre les malheurs qui doivent résulter des démarches dans lesquelles on l'entraîne, je partirais à l'instant lui tracer ce tableau effrayant; mais, comme cela est impossible, je suis contraint, avec les bons Français, de gémir en silence.

Le duc de Richelieu se plaindra sûrement de ce que je n'ai pas répondu aux lettres qu'il m'a écrites. Vous lui direz, si vous croyez pouvoir le faire, que, ne voulant ni ne pouvant me charger d'aucune mission, je n'ai pas cru devoir lui en donner l'assurance par

écrit ; qu'en cela il ne peut pas me blâmer, puisque je l'imite, et que je considère qu'il est prudent de se taire pour conserver sa faveur et satisfaire son ambition.

## LETTRE LVII.

*Un membre des Etats de Bretagne à M. le marquis de Meuse.*

Nous sommes à l'agonie ; il n'y a plus qu'un miracle qui puisse nous en tirer.

Hier matin, à l'ouverture de la séance, MM. les commissaires firent notifier aux Etats, par le procureur général syndic, un ordre du roi, avec injonction d'en faire la lecture, de l'enregistrer et de l'exécuter selon sa forme et teneur, sous peine de désobéissance.

L'ordre ayant été lu, il s'écoula deux heures, pendant lesquelles il régna une confusion effroyable. Un grand nombre de membres de la noblesse s'animèrent les uns les autres pour sortir de l'assemblée, et tous unanimement résolurent de ne point enregistrer l'ordre.

Au milieu de ce tumulte, les présidens firent vainement des représentations sur le respect et l'obéissance dus à un ordre du roi, revêtu de la forme la plus authentique; ils ne furent point écoutés. L'ordre du tiers demanda l'assemblée des chambres, celui de l'église étant du même avis, ils se retirèrent; et là, après avoir résisté à toutes les insinuations de la noblesse, qui voulait les engager à envoyer une députation aux commissaires pour les prier de retirer l'ordre du roi, le tiers répondit par une députation qui de-

manda l'enregistrement de l'ordre, et l'église demeura long-tems assemblée, afin de laisser à la noblesse le tems de lui envoyer son avis; mais, après l'avoir attendu vainement jusqu'à sept heures du soir, elle envoya sa délibération, qui était conforme à celle du tiers, portant adhésion à l'enregistrement de l'ordre du roi.

Nous sommes restés assemblés jusqu'à dix heures du soir, et l'on est convenu réciproquement de se retirer les chambres tenantes.

Il n'y a que Dieu qui sache ce qui arrivera demain (1).

---

(1) Le lendemain, furent faites les arrestations des personnes dénommées dans la lettre précédente.

## LETTRE LVIII.

*Le comte de *** à M. de Chavigny.*

J'APPRENDS par madame de Flavacourt que vous êtes retourné en Lorraine ; que telle prière qu'elle vous ait faite, vous n'avez pas voulu consentir à l'accompagner à Paris et être présent aux fêtes qui ont eu lieu pour la naissance de M. le duc de Bourgogne.

Pour vous en punir, je vais vous en faire le détail, que j'abrégerai cependant le plus possible, car il est fatigant de rendre compte de fêtes publiques commandées par le devoir, et où le cœur n'est pour rien. Cependant M. le Dauphin et M^me^. la Dauphine ont été accueillis du public avec enthousiasme ; l'on a souvent entendu des cris de vive

le Dauphin, la Dauphine, le duc de Bourgogne; très-peu de voix ont ajouté vive le Roi, ce qui donne la mesure de l'attachement qu'on lui porte maintenant; heureusement il n'y était point, et M. le Dauphin ne lui en a pas rendu compte. La Gazette de France s'est empressée de décrire avec emphase la joie immodérée des Parisiens.

Monsieur le Dauphin et madame la Dauphine, après le *Te Deum* et leur station à Ste.-Geneviève, sont revenus aux Tuileries, où ils ont dîné. Tout le public a eu la liberté de les voir; l'on entrait par une porte, l'on sortait par l'autre, sans confusion et avec beaucoup d'ordre, de manière que la majeure partie des habitans de Paris ont eu le plaisir de voir ces illustres époux.

L'illumination a été très-brillante; mais il y manquait une chose essentielle

pour une fête : la joie. Toutes les figures étaient d'un triste à mourir.

La reine a engagé madame la Dauphine à demander à M. de Bernage d'employer l'argent qu'on a coutume de dépenser en vin, cervelas, violons, etc., etc., à marier six cents pauvres filles, ce qui lui a été accordé, et ce qui a donné lieu à une chanson que je vous envoie. Nous chantons, mon cher, parce que nous sommes furieux, et que nous nous en prenons à tout; car, en vérité, il n'y a pas sujet de critiquer M. de Bernage, pour avoir acquiescé à la demande de madame la Dauphine. Mais, je vous le répète, on critique tout, parce que l'on a bien peu de choses à louer.

Voici la chanson, qui est recherchée généralement parce qu'elle est défendue.

*Chanson à l'occasion d'une fête publique où la ville de Paris a arrêté de marier des filles ( M. de Bernage prevôt des marchands ).*

Grace à monsieur de Bernage
On va bientôt
A maint jolis pucelages
Donner l'assaut ;
Six cents, c'est le nombre heureux.
Vivent les gueux.

Pour entrer dans cette bande,
Chaque pasteur
A chaque fille demande
Son *fréquenteur ;*
Le mot est neuf et nerveux.
Vivent les gueux.

Deux cents écus sont les dottes
De ces tendrons,
Y compris habits, et cottes,
Et violons ;
Sans pâtés de Périgueux.
Vivent les gueux.

Qu'il sera beau, ce me semble,
Voir en un jour
Tant d'amans unis ensemble
Faire à l'Amour
Un sacrifice joyeux.
Vivent les gueux.

Fais bien nétoyer les rues,
Cher Outrekain (1),
De peur que nos prétendues
Au pied poupin
Ne gâtent leurs souliers neufs.
Vivent les gueux.

Pour compléter cette fête,
De l'Opéra
Notre prevôt, bonne tête,
Régalera,
Ce bataillon d'amoureux.
Vivent les gueux.

Sur un si bel exemple,
Gros financiers,
Pour l'hymen fondez un temple
De nos deniers

(1) Entrepreneur chargé du pavé et nétoyage des rues.

A nos dépens généreux.
Vivent les gueux.

Vive monsieur de Bernage
Et son conseil ;
Vive ce prevôt si sage
Au teint vermeil ;
Et pour terminer nos vœux :
Vivent les gueux.

Cette chanson pouvant contrarier la reine et ses enfans, la marquise la donne à tout le monde, et a l'imprudence de la copier de manière qu'il est impossible de douter qu'elle vienne d'elle.

Cette joie et cette sécurité apparente de la cour n'en imposent point à ceux qui calculent, d'après les circonstances actuelles, les maux qui sont prêts à fondre sur la France.

Le duc de Chaulnes est de retour de la Bretagne, et les victimes qu'il a

faites sont toujours dans les fers ou en exil.

Le duc de Richelieu, plus adroit que le duc de Chaulnes, a su, aux états de Languedoc, concilier les esprits, et le roi est à peu près content.

Le duc d'Aiguillon remplace le duc de Chaulnes à Rennes.

Pour se faire bien venir des trois ordres, il a demandé et obtenu que le commandant et l'intendant de Rennes fussent changés. M. le Bret, avocat général au parlement, remplace M. de Viarmes l'intendant.

Tout le monde se demande comment il se peut que le duc d'Aiguillon, neveu de la comtesse de Maurepas, dont le mari est en pleine disgrace, ait obtenu une place aussi importante.

Je ne suis pas du nombre des éton-

nés, et je réponds aux questionneurs : Le duc d'Aiguillon tient plus au duc de Richelien qu'à Maurepas ; le duc de Richelieu vient de tromper les états de Languedoc en faveur de la cour ; le duc de Richelieu a demandé que son cousin fût envoyé en Bretagne ; il a assuré qu'il était disposé à agir comme lui. D'après cela, le conseil ayant besoin d'un homme adroit et qui ait l'art d'en imposer au roi en l'assurant que tout le monde, dans sa province de Bretagne, est heureux et content, a proposé le duc d'Aiguillon pour remplacer M. de Chaulnes. L'énigme n'est pas difficile à deviner ; et, pour peu qu'on connaisse la manière dont on se comporte à Versailles, il est aisé de dévoiler ce qui paraît au premier abord très-mystérieux.

L'on parle avec plus de prudence des conférences qui ont lieu entre le

comte de Staremberg, le comte de Bernis et madame de Pompadour.

Ces conférences, eu égard à la qualité des personnages, ne peuvent pas être aussi secrètes que les parties qui les composent pourraient le désirer; et, sans savoir ce qui se traite, on en est alarmé, surtout depuis qu'on a vu le comte de Staremberg et le comte de Bernis se rendre au Luxembourg, l'un par la rue de Tournon, et l'autre par la rue d'Enfer, rester des heures enfermés ensemble et se quitter avec les mêmes précautions avec lesquelles ils se sont réunis.

L'on en conclut presque avec certitude, qu'il y aura une alliance offensive et défensive avec la maison d'Autriche; que la France perdra le parti protestant, qui se liera avec l'Angleterre. Enfin, mon cher, l'on tire des conséquences à l'infini; et, si l'on

voulait accorder quelque croyance à tous les pronostiqueurs, il y aurait de quoi perdre la tête. Pour moi, je vous jure que j'ai pris le parti d'attendre les événemens. Je fais seulement des vœux pour qu'ils ne soient point aussi malheureux qu'on nous le fait appréhender.

Suivant l'usage, on se console en chantant et en faisant des vers contre la marquise et ses amis. En voici de nouveaux que je vous envoie.

Les grands seigneurs s'avilissent,
Les financiers s'enrichissent,
Les Poissons s'agrandissent,
C'est le règne des vauriens.
On épuise la finance
En bâtimens, en dépense;
L'Etat tombe en décadence,
Le roi ne met ordre à rien.

## LETTRE LIX.

*Le comte de *** au Provincial.*

SANS entrer dans les raisons qui ont déterminé vos états, mon cher compatriote, je vous félicite de ce que vous êtes rendu à la liberté.

Je pourrai jouir du plaisir de vous voir à Paris, puisque mon devoir me retient à la cour, et qu'il m'a été impossible, malgré mon désir, d'aller vous embrasser et visiter ensemble les lieux, où se sont écoulés les heureux jours de notre enfance.

Je vous demande, au nom de l'amitié qui nous lie, d'accélérer votre voyage; car, plus tard, il serait possible que je fusse encore privé du plaisir de vous posséder ici.

Les querelles de religion, de *bulle*, de schisme, se renouvellent avec la même fureur qu'il y a quelque temps, et, votre croyance pouvant vous rendre suspect à messieurs les rigoristes, il serait à craindre que, dans un moment où le conseil se croirait obligé de protéger ce parti contre l'autre, l'on obtînt l'ordre d'empêcher que vous et ceux pensant comme vous ne vinssiez à Paris.

Je ne sais si la partie du conseil opposée au parlement osera faire casser l'arrêt qu'il vient de rendre contre un curé du diocèse d'Amiens; mais je sais bien que tous les gens raisonnables y ont applaudi, et qu'il était impossible que cela fût autrement.

Ce curé fanatique a eu la hardiesse de dire au prône *que ceux qui étaient jansénistes eussent à sortir de l'église, et qu'il serait le premier*

*a tremper ses mains dans leur sang impur!!!* Il a poussé l'audace jusqu'à désigner quelques-uns de ses paroissiens, qui ont été assaillis à coup de pierres pendant la procession!!! Les battans et les battus n'entendent peut-être rien à la bulle ni au jansénisme; mais néanmoins cela peut devenir très-dangereux, et le parlement a fait son devoir en réprimant un pareil scandale.

Le curé de Rosainvilliers, diocèse d'Amiens, a été banni à perpétuité par arrêt de la cour.

Ce qu'il y a de certain, c'est que si l'on ne met pas un terme à ces disputes, il est à craindre de voir renouveler les temps de la Fronde et de la Ligue.

Les archevêque et évêque de Paris et d'Orléans sont les plus dangereux. La cour temporise au lieu de

montrer de la vigueur. Le maudit système de donner raison tantôt aux jugeans, tantôt aux jugés, peut amener après lui des maux qu'il sera très-difficile de réparer. Il me semble à moi qu'il serait plus sage de les prévenir.

Je vous recommande, mon cher compatriote, la plus grande circonspection dans la circonstance présente. Une étincelle jetée dans votre province peut causer un grand embrasement. Je ne serai tranquille que lorsque vous m'aurez écrit : « Je pars, et je serai chez vous tel jour. »

FIN DU TOME PREMIER.

UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 105 715 7